offensive

TRIMESTRIEL D'OF… …E ET SOCIALE N°8 • 3 EUROS • DÉCEMBRE 05

LIBÉREZ LES ENFANTS

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL

Vous pouvez commander les autocollants
1 euro les 10
7 euros les 100
en nous écrivant à OLS, 21ter, rue Voltaire 75 011 Paris
chèque à l'ordre de Spipasso

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

1. Indépendance **2. Fédéralisme**
3. Assembléisme **4. Anti-autoritarisme**
5. Rupture **6. Appui mutuel**

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissons pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social**, **les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique…), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « **l'alternati-**

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13 001 Marseille.
06 77 54 39 74 ols@no-log.org.
http://offensive.samizdat.net

LES GROUPES DE L'OLS
OLS Paris 21ter, rue Voltaire 75011 Paris 06 17 43 19 90 ols.paris@no-log.org
OLS Chiapacans Marseille c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13 001 Marseille

EN CONTACT
Var c/o Mille Bâbords 61 rue Consolat 13 001 Marseille
Toulouse 06 77 54 39 74

Offensive Libertaire et Sociale s'inscrit dans une démarche internationaliste. Elle participe au réseau **Solidarité Internationale Libertaire (Sil)**, structure créée en 2001 et qui regroupe une vingtaine d'organisations anarchistes à travers le monde.

Contact **www.ils-sil.org**
En France **Sil-France**,
21ter, rue Voltaire, 75011 Paris

Offensive
émission de l'OLS
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (sur Paris)

En alternance avec l'émission anarcho-écolo **La Grenouille noire**, le vendredi tous les quinze jours **de 21h à 22h30**, OLS-Paris diffuse son émission consacrée aux luttes et interviews de militant-e-s et chercheur-se-s engagé-e-s sur les ondes de Radio Libertaire.

Edité par **Spipasso**
Imprimeur **IMB**
Directeur de publication **Gildas GRIMAULT**
Commission paritaire **0406 P 11461**
ISSN **1771-1037**
Diffusion
Co-errances,
45, rue d'Aubervilliers,
75 018 Paris,
www.co-errances.org
contact@co-errances.org

Les articles d'Offensive ont été féminisés dans la mesure du possible. Lorsque, pour des raisons de temps, cela n'a pas été fait, les formulations générales sont à lire aussi bien au féminin qu'au masculin.

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS

3 euros (+ 0,5 euros) par exemplaire, chèque à l'ordre de Spipasso, avec vos coordonnées à envoyer à :
OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13 001 Marseille

OFFENSIVE N°1

trimestriel | 36 p. | 3 euros

•Dossier **pour une critique radicale de la télévision**

OFFENSIVE N°2

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **la grève à réinventer**

OFFENSIVE N°3

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **l'emprise technologique**

OFFENSIVE N°4

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **Genre et sexualité**

OFFENSIVE N°5

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **Au service du public**

OFFENSIVE N°6

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **Homo publicitus**

OFFENSIVE N°7

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **Guerres contre-révolutionnaires**

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Du sexisme en milieu militant 6-7
Choisir ou être libre 8-9
Le RMA ou comment délocaliser sur place 10-11
Combattre la précarité 12

DOSSIER

Libérez les enfants

L'invention de la catégorie enfance 14-15
L'apprentissage de la soumission 16-18
L'âge de toutes les dominations 19
Le carcan familial 20-21
La solitude des enfants 22-24
L'enfant roi... de la consommation 25
Dans le ventre de l'ogre 26-27
Une république éducative 28-29
Pour une autre enfance 30-31

Horizons

Mâle et fiers de l'être 32-34
En bref ailleurs 35

Entretien

Nous sommes tous du gibier de prison 36-39

Contre-culture

Livres 40-41
Musique 42
Arts vivants-ciné 43

Dossier du prochain numéro d'**offensive**

Culture de classe
Culture de masse

à paraître en février 2005

Édito

CELA FAIT DEUX ANS que **offensive** existe. Dès le départ nous avons choisi de prendre le temps de préparer des dossiers de fonds, de privilégier une iconographie pertinente, de mettre l'accent sur une mise en page claire… Tout cela en gardant le rythme d'une parution régulière, tous les trois mois.
En plus d'une exigence au niveau de la rédaction, nous avons mis en place un prix de vente bas (ou pas trop élevé, c'est selon…) pour que **offensive** soit accessible au plus grand nombre. Aujourd'hui, ce prix ne nous permet toujours pas de couvrir la totalité des frais que nous engageons à chaque numéro. Les comptes sont dans le rouge… En réalité, le prix d'équilibre se situe autour de 4 ou 5 euros ! Plutôt que d'augmenter le prix de vente, nous avons décidé de faire le pari d'accroître la diffusion de la revue. Un véritable enjeu aujourd'hui, alors que les librairies indépendantes disparaissent, concurrencées par les grandes surfaces et autres FNAC, et que les kiosques à journaux sont monopolisés par le marchand d'armes Lagardère… Dans ces conditions, pas facile pour Co-errances, notre diffuseur, de tirer son épingle du jeu. Pourtant, dans les librairies, squats et autres lieux où nous sommes présents, **offensive** reçoit un bon accueil... Face à cette situation, les lecteurs peuvent jouer un rôle primordial en devenant des relais et en faisant connaître la revue autour d'eux. C'est simple : pour parvenir à un équilibre, il nous faudrait doubler le nombre d'abonnements. Autrement dit, il suffit que chaque abonné trouve un autre abonné ! Même un seul !
S'ABONNER À VIE Pour permettre de pérenniser le journal, nous vous invitons à souscrire à une nouvelle formule d'abonnement de soutien par prélèvement automatique. En nous envoyant 10 euros par trimestre par le biais d'un prélèvement bancaire, vous contribuerez à faire durer la revue. Cela vous abonne à vie à **offensive** ! Pour ceux qui préfèrent nous soutenir de manière plus « classique », il est toujours possible de nous envoyer un chèque de soutien à l'ordre de Spipasso, l'association éditrice de la revue. Nous vous donnons rendez-vous dans quelques mois pour un bilan.

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°_____.
Abonnement (12 euros) □ Abonnement de soutien (25 euros) □
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (20 euros) □

nom, prénom

adresse

mail téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13 001 Marseille**

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

J'autorise l'Établissement de mon compte à effectuer sur ce dernier, si sa situation le permet, un Prélèvement trimestriel le 5 de chaque trimestre (février, mai, août, novembre) la somme de 10 euros. Je pourrai suspendre le prélèvement par simple demande à l'Établissement de mon compte, j'en avertirai Spipasso, éditeur de la revue **offensive**.

NOM, PRÉNOMS ET ADRESSE DU DÉBITEUR
Nom.....Prénoms .....
Adresse .....
C.P. ..... Ville .....

COMPTE À DÉBITER (OU JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE)
Nom et adresse de l'Etablissement
Nom .....
Adresse .....
C.P..... Ville .....

TENEUR DU COMPTE À DÉBITER

Etablis.	Guichet	N° du compte	Clé R.I.B.
.....	.....	.....	.....

Date et signature

Nom et adresse du créditeur
Spipasso (éditeur de la revue **offensive**) 21ter, rue voltaire 75 011 Paris

en bref ici

NON ASSISTANCE À SANS-PAPIER EN DANGER

LES NOUVELLES LOIS Sarkozy pour éliminer les sans-papiers du territoire français ne s'attaquent pas qu'à leur présence en France mais aussi aux conditions de vie de cette présence. Désormais, un sans-papier ne peut pratiquement plus bénéficier de l'aide médicale Etat. Cela signifie que ses soins ne lui sont plus remboursés. Ceux qui nous gouvernent veulent nous faire croire qu'il s'agit d'économie. Or, même les Caisses d'assurance maladie pensent que cela risque de coûter plus cher. Les sans-papiers ne pouvant bénéficier des soins attendront plus longtemps pour se soigner. Résultat, cela coûtera plus cher de les guérir et leur état de santé aggravera les risques d'épidémie ! La morbidité de nos gouvernants n'a pas de limite pour anéantir les pauvres... mais pas la pauvreté.

SARKOZY LIT OFFENSIVE

DANS LE N°5 D'OFFENSIVE, nous vous parlions du Taser, pistolet à décharges électriques paralysantes qui a déjà causé plusieurs morts outre-Atlantique. Visiblement, ce qui a pu nous effrayer a évidemment plu au Bonaparte de Neuilly qui a popularisé le flash-ball. Il a décidé d'équiper ses petits bonshommes bleus de ce nouveau jouet !!! Pour les lecteurs inattentifs, nous rappelons que le Taser est une arme qui permet d'immobiliser une personne avec des décharges électriques à distance.

DU BÂTON POUR LES GUIGNOLS !

SAMEDI 15 OCTOBRE à la **Fête de la Science**, au jardin du Luxembourg, le stand de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire a été assailli par un **Comité de Lutte Anti-Nucléaire (CLAN)** sur le coup de 15 h 30. Les membres de ce groupe voulaient dénoncer en actes l'infamie de cette mascarade où l'on prétend expliquer aux enfants, dans la joie et la bonne humeur, que ce qui empoisonne est bon. Un court texte intitulé « Du bâton pour les guignols » a accompagné le déluge d'œufs pourris et d'insultes essuyé par les fiers pédagogues du risque radioactif. [...]

Voilà la paix que nous offrent les gouvernements et institutions internationales, des morts par millions, des déchets pour des milliers d'années. Ainsi, le président de l'AIEA, Hans Blix déclarait en 1986 : « L'industrie atomique peut supporter des catastrophes comme Tchernobyl, tous les ans. » **Le parti nucléariste mobilise toutes ses forces dans l'ambition de relancer le programme nucléaire.** Avec SAGE, le milieu nucléariste étudie ici, pour nous, les conclusions de son étude sur l'adaptation des populations à un environnement dévasté par la catastrophe de Tchernobyl. Cette dévastation fait désormais partie du présent. Le risque que cette organisation sociale nous fait courir à tous est le risque nécessaire pour assurer sa pérennité. Une société reposant sur la production de masse d'énergie est une société mortifère. Avec ITER, les nucléaristes veulent poursuivre leur idée autiste et dangereuse de puissance infinie.

Mais le nucléaire ne peut plus être présenté comme une énergie maîtrisée ainsi que le faisait la propagande jusqu'au milieu des années 80. Aujourd'hui, chacun va devoir s'habituer à la perspective de vivre irradié en s'amusant. C'est pourquoi il va falloir faire avec des joujoux et des guignols comme M. Nucléon. Cette nouvelle propagande reprend à fond la bonne vieille méthode du pouvoir de l'infantilisation : pour éviter que puisse exister la réalité des problèmes en jeu, sont mises en place des présentations infantiles du genre : « La fission nucléaire est ton amie ».

En attendant qu'un mouvement social exprime et soutienne la nécessité d'arrêter immédiatement le nucléaire, nous traiterons ces propagandistes scientistes comme ils le méritent. Le discours a changé, mais nous ne nous laisserons pas manipuler ! Nous n'avons pas peur, nous sommes en colère !

Comité de Lutte Anti-Nucléaire

LE WEEK-END DU 15-16 OCTOBRE 2005, LA FÊTE DE LA SCIENCE BATTAIT SON PLEIN ET MARTELAIT L'IDÉOLOGIE SCIENTISTE À SES FUTURES RECRUES. MAIS DEUX GROUPES LUCIDES ET DÉTERMINÉS ONT DÉCIDÉ DE JOUER LES TROUBLE-FÊTES. LE SAMEDI, LE PREMIER DISTRIBUAIT DU BÂTON POUR LES GUIGNOLS, ET LE DIMANCHE, LE SECOND (PHOTO CI-CONTRE), COMPOSÉ D'IRRÉDUCTIBLES APACHES, ATTAQUAIT LE PETIT TRAIN DE LA SCIENCE.

MY BOSS SPEAKS ENGLISH

LES SALARIÉ-E-S DE GEMS, à Buc, dans les Yvelines, sont obligés de travailler « tout en anglais ». Les employé-e-s, aidé-e-s des syndicats, tentent de faire appliquer la loi au repreneur américain. Malgré le premier procès gagné par les salarié-e-s, le combat est loin d'être gagné. L'entreprise ayant fait appel, elle ne cesse de faire reculer le procès. Des associations de défense du français et des espérantistes s'étaient invité-e-s au débat en organisant un rassemblement de soutien aux salarié-e-s devant le tribunal de Versailles.

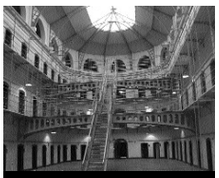
BENOÎT XVI L'INTÉGRISTE

BENOÎT XVI veut renouer avec la vraie église, contrairement à ce que veulent nous faire croire les médias en nous montrant qu'il est moins sectaire qu'il n'y paraît. Récemment, le nouveau pape a fait ériger une statue en marbre de cinq mètres de haut pour Josemaría Escrivá de Balaguer, qui n'est autre que le fondateur de l'Opus Dei. Ensuite, à l'instar d'un de Villepin, qui a reçu Le Pen, Benoit XVI a accueilli monseigneur Fellay. Il n'est autre que le représentant du courant le plus extrémiste de l'Église. Ce mouvement a accompagné les pires dictatures d'Amérique du Sud dans les années soixante-dix. Monseigneur Fellay avait été nommé par monseigneur Lefebvre, celui qui a dirigé l'église de Saint-Nicolas du Chardonnet, qui regroupe les pires intégristes parisiens. Ce Lefebvre avait même été excommunié par feu Jean-Paul mais, heureusement, Benoît est là pour rappeler qu'il faut s'aimer entre intégristes !

VIVE LE SPORT

RETOUR SUR LES JO 2012. Lagardère, répondant à la question d'un journaliste comparant le lobbying dans le sport et dans le monde de l'entreprise, affirme qu'il y a une différence entre les deux, « parce que le respect des règles et de l'éthique sont souhaitables en sport ».

Tout est dit. D'abord, « souhaitables » en sport signifie que ce n'est pas forcément le cas. Ensuite, et surtout, dans le monde de l'entreprise, les règles, on s'en fout (comme du code du travail), et l'éthique, n'en parlons même pas, c'est comme parler de fair-play à un boxeur...



VISITEZ LA MOLDAVIE...

Un commissaire européen aux Droits de l'homme a affirmé que, « de sa vie, sauf peut-être en Moldavie, [il n'avait] vu un centre pire que celui-là ! », en parlant de la prison des Baumettes, à Marseille. Mais plutôt que de se fatiguer à retaper les établissements pénitentiaires, proposons au gouvernement de faire plus simple : détruire les prisons !

AIMER LE FN COMME L'EXTRÊME GAUCHE

L'ancien castagneur du groupe fasciste Occident, recyclé en conseiller du premier flic de France, Patrick Devedjian, a demandé au PS de « traiter le Parti communiste et l'extrême gauche comme la droite a traité le FN ». Nul doute que l'antibolchevique souhaite que le PS passe des alliances avec le FN, reprenne son discours, applique son programme... comme la droite l'a fait avec le FN.

UNE MUTUELLE DE SANS-TICKET

VOICI UN EXTRAIT du projet de mutuelle du Réseau pour l'Abolition des Transports Payants, un projet qui pourra intéresser des collectifs dans toute la France :

« Depuis 2000, le RATP s'est saisi de la revendication des transports gratuits pour toutes et tous et a essayé de la faire vivre, en la nourrissant de réflexions, de débats et d'actions concrètes, toujours dans un sens de rupture avec les logiques aliénantes et oppressives du capitalisme et de l'État. [...]

Nous constatons une **répression très fortement accrue sur toutes les personnes pauvres et/ou revendicatives**. Dans le domaine des transports (transports en commun comme automobile), ce sont toutes les lois répressives mises en place depuis 1999, et tout particulièrement les lois Jospin (LSQ de 2001), Sarkozy (LSI de 2003) et Perben (I et II de 2002 et 2004). Résultat pour les transports en commun : c'est jusqu'à 7 500 euros d'amende et jusqu'à 6 mois d'emprisonnement qui attendent le ou la sans-ticket qui a le malheur de s'être fait verbalisé-e plus de 10 fois sur une période de 12 mois (sans avoir pu régler les amendes). [...]

Pour l'Île-de-France en particulier, et en croisant toutes les données, on peut estimer un rythme mensuel de :

- 430 dépôts de plaintes (180 pour la SNCF et 250 pour la RATP) ;
- 125 jugements rendus (50 pour la SNCF et 75 pour la RATP) dont 45 amendes, 45 peines de prison avec sursis et 35 condamnations à la prison ferme.

Face à cette répression comme à d'autres, **l'action individuelle est vouée à l'échec**, et seuls des outils de résistance et de lutte collectifs et solidaires permettront d'offrir une perspective concrète et efficace. Pour répondre à cette évidence, le RATP s'est interrogé sur les mutuelles de sans-ticket dont on apprend l'existence ici et là, plus particulièrement chez nos voisin-e-s scandinaves (finlandais d'Helsinki, suédois de Stockholm ou Göteborg). **Le principe est simple : on cotise à une mutuelle qui prend ensuite en charge le paiement des amendes auxquelles on n'a pas pu échapper.**

Après avoir réfléchi à comment ne pas faire de cet outil une simple assurance, qui finirait par générer un contre-modèle de transports payants (basé sur le prix de l'amende et non plus du ticket !), **le RATP s'est investi dans la création d'une première petite mutuelle sur Paris et la région parisienne, clairement rattachée à la revendication des transports gratuits pour toutes et tous.** Bien sûr, toute initiative locale pour multiplier des petites mutuelles sur des quartiers ou des villes nous semble préférable, plutôt que d'essayer de construire une énorme structure à l'échelle de la région. Il sera toujours temps, avec une multitude de petites structures, d'imaginer et de mettre en œuvre une fédération des mutuelles. »

http://ratp.samizdat.net / gratuit@samizdat.net

MOURIR À MORONVILLIERS

OFFICIELLEMENT, il n'y a plus d'essais atomiques depuis 1996. Mais il existe d'autres sortes d'expérimentations, dont les essais dits « à froid ». Les dangers ne sont pas d'ordre nucléaire, puisqu'il s'agit ici de tester seulement une partie des armes : les « têtes nucléaires ». **Mais les dangers chimiques sont importants : quelques milligrammes de poussières avalés ou inhalés peuvent provoquer des cancers.** On est bien loin des essais en laboratoire annoncés. Depuis 1996, des essais « à froid » ont été pratiqués à l'air libre, en France métropolitaine, sur le site militaire de Moronvilliers. Plusieurs salariés sont morts de cancers et la loi du silence commence à se fissurer. On a appris récemment que des ouvriers sont morts à la suite d'un accident. Leur dernier boulot fut d'ouvrir au marteau-piqueur, sans aucune protection, une aire bétonnée recouvrant d'anciens essais effectués des décennies plus tôt. Les essais ne sont plus aujourd'hui pratiqués à l'air libre, mais dans une cuve. En novembre 2004, le couvercle de la cuve a sauté, créant une véritable panique sur le site. Ces derniers événements expliquent sans doute le bon accueil réservé à la trentaine de militants antinucléaires, en septembre dernier. Dans cette de région, les militants font souvent face à l'indifférence, pour ne pas dire l'hostilité. Le **Collectif contre la société nucléaire**, auquel l'OLS participe, était venu pour distribuer des tracts intitulés : Mourir à Moronvillier...

cssn@no-log.org

en bref

analyse LES GROUPES LIÉS AU MOUVEMENT LIBERTAIRE REPRODUISENT LE PLUS SOUVENT LES ATTITUDES DISCRIMINANTES QU'ILS DÉNONCENT DANS LE RESTE DE LA SOCIÉTÉ. LE COLLECTIF NON-MIXTE KLITO, POINTE QUELQUES PROBLÈMES RÉCURRENTS.

Du sexisme en milieu militant

Ce texte est la version réduite d'un manifeste édité sous la forme d'un quatre-pages **« Antipatriarcat : quoi de neuf sous le drapeau noir ? ».**

ON DÉNONCE la double journée des travailleuses qui, une fois rentrées au foyer, se coltinent les tâches ménagères, mais dans le cadre militant, on pourrait parler d'une « double lutte ». La lutte contre le patriarcat requiert en effet deux fois plus d'énergie que d'autres combats, car elle exige de se battre non seulement sur le front social, mais aussi à l'intérieur même des groupes politiques. En effet, qui, au sein des organisations, colle les étiquettes sur les enveloppes ? Passe le balai dans les salles de réunion ? Le plus souvent, des femmes. Qui coordonne les manifs ? Parle le plus fort en réunion ? Le plus souvent, des hommes.

Dans les groupes libertaires de l'Hexagone, la thématique antisexiste est certes prise en compte, mais de manière peu satisfaisante. Si quelques groupes se mobilisent pour le 8 mars ou contre les anti-IVG, on peut se demander quelle est la place réelle de la lutte antipatriarcale dans les pratiques et les réflexions des groupes libertaires en France. Ne nous faisons pas d'illusions : les libertaires reproduisent les dominations liées au genre et à la sexualité… comme tout le monde. Sauf que, lorsque l'on prétend combattre les dominations, il serait bon de se pencher sur celles que l'on entretient. Ne pas y prêter attention est la meilleure façon de renforcer ce phénomène. Le mouvement anar n'a pas souvent hissé le féminisme au rang de ses préoccupations majeures, un coup d'œil sur l'histoire nous le confirme. Même chose pour l'homophobie, longtemps assumée par de nombreux anarchistes pour qui l'homosexualité représentait une « perversion bourgeoise ». L'idée de libération sexuelle, quant à elle, a été récupérée et vidée de son sens antipatriarcal. Pour la plupart des militants, en 1936 comme en 1970, elle signifiait avant tout une disponibilité sexuelle des féministes aux désirs masculins.

FEMMES INVISIBILISÉES

La problématique du genre est rarement intégrée dans les discours et les luttes anticapitalistes ou antiracistes. Partant du bon vieux principe sexiste que le masculin l'emporte sur le féminin, on défend les chômeurs sans prendre en compte qu'ils sont surtout des chômeuses, et que les femmes sont deux fois plus exploitées que leurs collègues dans le monde du travail. Avec le soutien aux sans-papiers, on retrouve les mêmes travers : les femmes sont invisibilisées, alors que leur situation est toujours pire que celle des hommes. On justifie parfois l'absence de cette thématique par le fait que le genre relèverait d'une théorie bourgeoise prônant l'interclassisme. Alors qu'il s'agit d'un outil d'analyse indispensable pour comprendre les inégalités, entre hommes et femmes, entre les hétérosexuels et les autres.

L'invisibilité de l'oppression patriarcale, des femmes en particulier, vient notamment d'une vision cloisonnée des luttes. Comme si les problèmes rencontrés par les femmes pouvaient se réduire à un seul espace de lutte. La question du genre est transversale ! Croire, comme beaucoup, que ce thème est réservé aux femmes (femmes dont on va dire, dans le meilleur des cas, qu'on les « soutient dans leur lutte ») permet de se dédouaner de ne pas participer à la lutte contre le patriarcat. L'intitulé « commission femmes », utilisé par certains groupes libertaires, comme par des partis sociaux-démocrates, révèle bien le désengagement implicite des hommes. Le mouvement des Mujeres Libres pendant la guerre d'Espagne constitue un exemple unique de lutte massive de femmes anarchistes. Mais il ne faut pas oublier que ce groupe de féministes prolétaires rassemblant jusqu'à 20 000 femmes a rencontré de nombreuses résistances chez les hommes du même bord. Ces derniers, qui pensaient que les ouvrières volaient leur place aux hommes, n'ont pas accepté, en particulier, que les Mujeres Libres critiquent la glorification de la maternité.

VOUS AVEZ DIT « NON-HIÉRARCHIE DES LUTTES » ?

Une autre façon, plus subtile, de ne pas intégrer le féminisme aux luttes en cours est, paradoxalement, d'inclure « naturellement » le thème patriarcal à la lutte des classes. Pour certain-e-s, il suffit de se réclamer de l'anarchisme pour être automatiquement féministe. Considérer le patriarcat comme un avatar ou une conséquence du capitalisme, c'est refuser de voir la spécificité de ce système fondé sur le genre. C'est bien utile de penser qu'en menant une lutte des classes, on lutte contre toutes les dominations ! Le capitalisme ne totalise pas l'ensemble des oppressions (cela serait bien simple). La lutte contre le patriarcat est une lutte à part entière. Et si les effets du patriarcat et du capitalisme se renforcent et s'interpénètrent, il faut bien admettre qu'il s'agit de deux systèmes autonomes (certaines sociétés patriarcales sont bâties sur une économie qui n'a rien de capitaliste). Et qu'il y a donc deux luttes (au moins) à mener parallèlement.

Parmi les femmes militantes libertaires, peu dénoncent ces carences. Sans doute parce que, comme toutes les autres femmes, elles ont intériorisé l'invisibilité du patriarcat. Il y a plus d'hommes que de femmes dans les groupes anarchistes. Le fait que les femmes s'investissent peu dans la politique est un phénomène social, mais l'image violente et guerrière qui colle encore à la peau de ceux qui brandissent le drapeau noir y est sans doute pour quelque chose. Entretenir ce folklore viriliste a-t-il vraiment un sens ?

Par ailleurs, pour de nombreuses femmes, il est difficile de se reconnaître comme faisant partie du groupe des femmes. Se persuader que notre réalité sociale est identique à celle des hommes permet de se fondre dans le groupe des militants au nom de la cohésion du groupe. On les comprend : les femmes qui tentent de pointer ces questions d'oppression en

interne se voient affublées de l'étiquette « féministe », qui signifie pour beaucoup « emmerdeuse chronique ». Ce mépris pour la question du patriarcat traduit la difficulté à regarder en face les mythes sur lesquels reposent de nombreux groupes politiques, tels que : « la question du pouvoir n'existe pas au sein du groupe», « il n'y a pas de domination entre les militant-e-s », etc. Il est temps de reconnaître qu'un groupe militant ne fonctionne pas en vase clos.

LE GENRE ? CONNAIS PAS...

Dommage que les analyses de certains libertaires se limitent au statut des femmes sans prendre en compte la construction sociale des genres. La plupart des libertaires n'arrivent pas à dépasser les théories essentialistes selon lesquelles nos comportements reposent sur des différences biologiques, différences qui sembleraient expliquer (sans la justifier) la domination masculine. Or, la nature seule ne peut fabriquer les catégories hommes et femmes telles qu'elles existent. On ne naît ni homme ni femme, on devient l'un ou l'autre. Dès notre enfance, la famille, l'école et la société en général nous inculquent des rôles différents selon notre sexe biologique. Aux filles, sont enseignées les valeurs de douceur, de compréhension, de soumission et de passivité. Aux garçons sont transmises celles de la violence, du courage, de l'affirmation de soi. La prise en compte de ce conditionnement, qui forge chacun-e d'entre nous, permet de dépasser la thèse d'un déterminisme biologique et de qualités « naturellement » féminines et masculines. La construction du genre, que le milieu féministe s'est largement appropriée, y compris chez les réformistes, ne parvient pas à faire sa place chez certains libertaires. En effet, il est plus facile de s'unir sur la base d'un ennemi commun extérieur (les religions et les fachos qui bafouent les droits des femmes, les patrons qui les exploitent) que de se remettre en cause individuellement pour tenter d'entrevoir les rapports de pouvoir qui existent au sein des organisations libertaires. C'est ainsi que la majorité des groupes libertaires non seulement ne remet pas en question les fondements du patriarcat mais l'entretient.

LA SEXUALITÉ EST POLITIQUE

Cette lacune dans la réflexion des libertaires en matière de féminisme entraîne, outre une discrimination à l'égard des femmes, une négation des lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT). Ces derniers existent-ils-elles dans les milieux libertaires ? Bien sûr, comme partout dans la société. Néanmoins, on est en droit de se poser la question tant elles et ils sont invisibilisé-e-s. Sous couvert de respect de la liberté individuelle, on déclare que le privé n'est pas politique et on impose un tabou sur les discussions autour des sexualités, quelles qu'elles soient. On refuse de considérer que la sexualité est construite culturellement, une donnée essentielle issue des luttes des années soixante-dix. Refuser de parler des enjeux de certains comportements sexuels relève d'une pudeur qui frôle parfois le puritanisme. Certains décrètent ainsi que chacun-e fait ce qu'elle-il veut dans son lit, mais qu'il est préférable de ne pas en parler, car ça n'a rien à voir avec la politique. Pourtant, chansons paillardes, blagues sexistes et lesbo-gay-bi-transphobes sont encore monnaie courante chez certains anarchistes, renforçant ainsi l'hétérocentrisme régnant. On nie certains comportements sexuels et on entretient la lesbo-gay-bi-transphobie ambiante qui repose sur le seul modèle de l'hétérosexualité. Aujourd'hui, s'affirmer lesbienne, trans, bi ou gay dans une organisation libertaire relève encore d'un acte courageux (exactement comme sur son lieu de travail ou dans sa famille) que beaucoup n'osent accomplir. Ce que l'on observe aujourd'hui n'est donc pas nouveau dans l'histoire des luttes libertaires. Les mouvements féministes, les luttes lesbienne, homo et queer ont fait bouger des choses, mais il faut poursuivre les remises en question. Il ne suffit pas de vouloir abattre le capitalisme et le patriarcat à travers les patrons et l'ordre moral, encore faut-il tenter de changer les comportements ici et maintenant.

Dans le mouvement libertaire, comme ailleurs, rien ne changera sans la mobilisation des principaux-ales intéressé-e-s : les femmes, les lesbiennes, les gays, les bisexuel-le-s, les transgenres. Mais rien n'évoluera sans la mise en place d'outils efficaces, en particulier la création de groupes non-mixtes de femmes et d'hommes qui soient des espaces de réflexion politique sur les rapports de domination, en particulier hommes-femmes et hétéros-LGBT.

Collectif Klito

Affiche du Parti communiste espagnol durant la Guerre d'Espagne «Les femmes, Nous sommes capables de contribuer à la victoire ».

Test **Renversons le régime !**

1. Quelle est votre situation actuelle ?
- Au régime
- Boulimique vomitive
- Anorexique
- Ça va, merci

2. Comment mangez-vous ?
- Une fois par semaine
- À 0 %
- Tout vapeur
- Avec les doigts

3. Quand pensez-vous à votre ligne ?
- Tout le temps
- Seulement quand je m'habille, quand je mange, quand je fais mes courses, à la plage, devant le miroir et quand on me regarde. C'est tout.
- Uniquement en été (et puis aussi en avril et en mai... et puis aussi à Noël et à Pâques)
- Laquelle : haute tension, téléphonique, ligne de chance... ?

4. Pourquoi surveillez-vous votre ligne ?
- Pour que mon mec ne s'en aille pas
- Pour mon prochain entretien d'embauche
- Pour être heureuse, comme dans la pub
- Mais quelle ligne ?

6. Une femme mannequin, c'est...
- La beauté absolue
- Le summum de la réussite féminine
- Le fantasme du mâle
- Un porte-manteau à forme humaine

5. Une femme ronde, c'est...
- Une femme lâche
- Une femme drôle
- Une offense à l'harmonie universelle
- Une femme

KLITO (klito@no-log.org), tract mural juin 2005.

analyse L'IDÉOLOGIE DU CHOIX, VANTÉE PAR LA PUB AUSSI BIEN QUE PAR LES TÉLÉFILMS OU LES PROMOTEURS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES, REMET EN QUESTION LA NOTION MÊME DE L'ENGAGEMENT. CET ARTICLE DÉCORTIQUE LES PROCESSUS QUI, POUR LE PLUS GRAND BÉNÉFICE DES DOMINANTS, MÈNENT NOTRE SOCIÉTÉ À SON ATOMISATION.

Choisir ou être libre

Pour en finir avec l'idéologie du choix

ON N'ALIÈNE JAMAIS mieux autrui qu'en lui rappelant sa liberté. La récupération a toujours été une arme efficace employée par les dominants. Si les mouvements révolutionnaires des années soixante-dix ont fait vaciller quelques instants l'édifice capitaliste, patriarcal et post-colonialiste, la réaction ne s'est pas faite attendre et ses armes sont aujourd'hui mieux fourbies que jamais. Alors que l'émancipation des *seventies* poursuivait l'étendard de la liberté [1], exploiteurs et dominants ont tôt fait de renverser la vapeur et de faire basculer définitivement l'idée de choix du côté des libéraux pour mieux l'éloigner de son versant libertaire. Nous vivons désormais dans une société où l'idéologie du choix et de la liberté, dépouillée de ses anciens atours, est le fer de lance de l'aliénation.

LE CHOIX DANS LA PUB

Jean Baudrillard [2] montre bien comment la publicité fonctionne grâce à l'idéologie du choix. En construisant un désir artificiel (« puisque tout le monde en rêve, pourquoi pas vous ? », sous-entend chaque pub sur un mode plus ou moins explicite), la publicité permet de concilier irrationalité des pulsions à la base et contrôle serré de la production

Le discours dominant nous fait croire qu'être libre revient à faire ce que l'on veut,

au sommet. Affirmer dans chaque slogan publicitaire la liberté de choix des consommateurs-trices, c'est vouloir faire coïncider une production industrielle décidée par avance avec les envies d'un ensemble d'acheteurs. On peut bien être libre de choisir la marque « truc », « bidule » ou « chouette », mais on n'est jamais libre de ne pas choisir, de ne pas avoir le choix. Et c'est bien parce que j'ai le choix des marques que la consommation peut m'aliéner en me faisant fonctionner à l'addiction.

La consommation n'est absolument pas fondée sur la satisfaction des besoins, elle est en elle-même une pure « activité de manipulation de signe » [3]: le schéma classique du besoin qui porte au désir pour aller vers l'objet s'est renversé, les objets génèrent des désirs qui, à leur tour, créent des besoins. Le désir d'objet a pris le pas sur le désir d'être. Le choix, classiquement enjeu des luttes émancipatrices, est devenu un moyen de contrôle sans pareil. L'individu devenu segment de marché, la conscience transformée en enjeu commercial, la liberté remplacée par le choix, le consommateur devenu prolétaire, nos sociétés s'ouvrent sur l'horizon d'un monde devenu rationnellement et pulsionnellement totalitaire. La société de consommation est une société du pur choix et, de ce fait même, une pure société de contrôle[4].

LA FAMILLE LIBÉRÉE ?

Sophie Chalvon-Demersay a analysé soixante-dix des troix cent neuf téléfilms français diffusés en 1995. Toutes ces fictions tentent de répondre à la question : « Comment vivre dans un monde où toutes les relations seraient des relations choisies ? [...] Une société où les liens ne seraient plus institutionnels et contraignants, mais tous librement consentis. Un monde où les parents choisiraient leurs enfants, les enfants choisiraient leurs parents, où les conjoints se choisiraient entre eux et se délaisseraient symétriquement, où les enfants éliraient le nouveau conjoint de leurs parents, adopteraient leurs nouveaux frères et sœurs et se constitueraient des parentés de substitution, choisiraient leurs familles d'accueil, décideraient du parent qui les garderait. Une société dans laquelle tous ces choix seraient libres et sans contrainte ; suivant un modèle d'adoption généralisée » [5].

Les remises en cause de la famille ont trouvé un débouché particulier. Au lieu de mettre à bas les modèles traditionnels du couple, de la famille patriarcale, etc., ceux-ci ont été reformulés en des termes libéraux : il ne s'agit plus d'inventer d'autres modèles de relations sociales, mais simplement d'introduire la notion de choix dans chacun des anciens. L'autorité parentale a toujours droit de cité, mais au nom du choix que les enfants devraient avoir de choisir leurs parents ! Ce monde fantasmé, ce « rêve d'une société totalement élective », combine à la fois les oppressions passées et à venir, puisque le modèle sous-jacent à cet idéal du pur choix n'est autre que celui de l'ultralibéralisme : finis les contrats contraignants, finis les engagements à long terme, voici venu le temps du choix permanent, voici venu le règne de l'immédiateté et de la pure élection libre et libérée. Que toute relation humaine ne puisse s'élaborer et prendre un sens que dans la durée est très annexe pour ces vendeurs de rêve. Ce fantasme ultralibéral empoisonne jusqu'aux désirs les plus intimes de notre moi. La société contemporaine déracinée et sans repères est celle dont rêvent les dominants : car alors, la consommation est la seule alternative, certes éphémère et illusoire, mais ô combien rentable...

VERS LA FIN DU « FAIRE SOCIÉTÉ » ?

Pour Jean-Claude Michéa[6], on ne peut faire société que s'il « nous est donné de vivre avec des êtres que nous n'avons pas

1. Depuis la libération sexuelle jusqu'aux mouvements pour le droit de choisir l'avortement, en passant par le refus des carcans sociaux bourgeois et moralistes, etc.

2. Jean Baudrillard, « Le système des objets », éd. Gallimard, 1968.

3. Ibid. p. 276.

4. Pour une analyse plus détaillée de cette question, voir Offensive n°6 « Homo publicitus » et tout particulièrement l'article « Consommation, aliénation », pp. 22-23.

5. Sophie Chalvon-Demersay, « Une société élective. Scénarios pour un monde de relations choisies », in « Terrain, Carnets du patrimoine ethnologique », n° 27, septembre 1996, p. 83.

6. Jean-Claude Michéa, « Impasse Adam Smith », éd. Climats, 2002, p. 112.

choisis et pour lesquels, par conséquent, nous n'éprouvons pas forcément de sympathie particulière. » Matthieu Amiech et Julien Mattern étendent l'analyse au fantasme véhiculé par les nouvelles technologies. Fustigeant les adeptes des « nouvelles normes de sociabilité » (comprendre Internet, mobile, blog, chat, forum, etc.), ils écrivent [7] : « La perspective de voir le monde social prendre la forme d'une technosphère déresponsabilisée, où le zapping affectif est érigé en norme, et où la plupart des contraintes associées à la sociabilité réelle peuvent être balayées d'un simple "clic", leur semble encore trop lointaine. » L'idée est tristement simple : le fantasme véhiculé par les promoteurs des nouvelles technologies est celui d'une société où les individus se connecteraient les uns aux autres le temps d'un échange (sur le modèle économique), échange qui les dédouanerait de toute obligation ultérieure : on peut bien envoyer un mail à des amis en Australie, mais on ne parle plus à ses voisins.

Le fantasme qui hante la société du numérique n'est autre que celui de sa propre fin : plus aucune obligation sociale, puisque les technologies font écran (au sens propre) entre les individus ; plus aucune attache à autrui, puisque toute relation est susceptible d'être annulée par un simple « clic » ; plus aucune dimension réellement politique, au sens où la politique (étymologiquement issue de la *polis* – la cité – antique) n'aura plus lieu d'être dans un monde d'individus atomisés, où la seule cité réelle sera virtuelle. La fantasme ultralibéral et technocratique ne vise rien d'autre que la fin du politique, c'est-à-dire la fin du « vivre ensemble », condition même de toute sociabilité humaine et épanouissante, mais aussi de toute lutte émancipatrice.

POUR EN FINIR AVEC LE CHOIX

Le droit de choisir est devenu un slogan publicitaire, la critique de la famille une arme contre l'engagement et la liberté de la lutte sociale apparaît comme une contrainte face à la vitesse dépolitisante et technocratique de la société de demain. S'il faut rejeter les anciens carcans patriarcaux et moralistes, on doit prendre en compte le fait qu'aucune lutte n'est jamais gagnée, et qu'aucun combat n'aboutit à un point final trop souvent imaginé inaltérable. Les recours des dominants pour récupérer toute velléité émancipatrice sont puissants et il faut aujourd'hui plus que jamais s'en défier. Car le glas que pourrait bien sonner l'idéologie du choix permanent et immédiat n'est autre que celui de l'engagement : celui de tout engagement sur le long terme, qu'il soit militant, politique, humain, amoureux, etc. Les monogamies en série et l'envolée vertigineuse de la défiance vis-à-vis du politique dans nos sociétés n'en sont que deux indices particulièrement révélateurs.

Publicité, téléfilms et nouvelles technologies convergent chaque jour un peu plus : les derniers ordinateurs de poche qui allient à la fois téléphone, écran vidéo et console Internet montrent bien la cohérence qui existe derrière ce projet d'une société atomisée. L'idéologie du choix n'est que la face émergée de l'iceberg, alors même qu'elle est aussi son plus puissant alibi : « débarrassez-vous de tout ce qui vous contraint, ne faites plus que ce qui vous plaît, ne vivez que vos pulsions immédiates ». Comment penser combattre l'exploitation, alors même que les conditions de la lutte doivent toujours être ancrées dans un vécu partagé, dans un « vivre ensemble » déterminant des aspirations communes et égalitaires ?

Le tour de passe-passe opéré par les idéologues du pouvoir est pourtant relativement simple : la liberté vantée par les dominants est une liberté « libérale », et non une liberté « libertaire ». Le discours contemporain nous fait croire qu'être libre revient à faire ce que l'on veut, quand on veut, indépendamment de toute considération éthique, politique, sociale, etc. Comme si être libre revenait à choisir en son âme et conscience de lutter ou de ne pas lutter, d'apprécier cette société ou de la détester, de vivre librement les potentialités du futur ou de rester accroché aux chimères aliénantes du passé. Non, être libre ne revient jamais à faire « ce que l'on veut ». Espérer être libre implique déjà d'avoir conscience de ses chaînes, et non de vivre comme si elles n'existaient pas.

quand on veut, indépendamment de toute considération éthique, politique...

Sous l'occupation allemande et le régime de Vichy, être libre ne revient pas à décider chaque jour, selon ses envies, d'être résistant, collabo, « neutre », nazi, etc. Être libre sous Vichy, c'est résister à la barbarie. Être libre, ce n'est pas faire ce que l'on veut, mais *faire ce qu'il faut*. Être libre, c'est résister aux dominants, c'est combattre l'oppression, c'est adapter et transformer ses conditions de vie, c'est faire avec les contraintes de l'existence pour les surmonter et les dépasser [8]. Être libre, aujourd'hui comme en 1943, c'est lutter. Lutter, pas nécessairement contre un ennemi unique et désigné, mais contre la multiplicité des oppressions autant que contre les contraintes de la vie humaine, contraintes qui sont la richesse même de toute création qui en vaille la peine (fût-elle sociale, intellectuelle, politique ou même artistique [9]). Être libre, c'est assumer ses contraintes, c'est refuser l'idéologie du choix et son cortège de promoteurs technocratiques, mortifères et inhumains. Accorder du crédit à l'idéologie du choix, c'est déjà penser et vivre avec les armes qui ont été forgées pour nous détruire. La société du choix est celle de l'immédiateté, de la vitesse, du profit, et *in fine* de la mort. On n'aliène jamais mieux autrui qu'en lui proclamant sa liberté. **Guillaume Carnino**

7. Matthieu Amiech et Julien Mattern, « Le cauchemar de Don Quichotte », éd. Climats, 2004, p. 117.

8. Voir à ce sujet, Bernard Stiegler, « La technique et le temps », t. 5 : « Le défaut qu'il faut », éd. Galilée, à paraître.

9. « Five obstructions » – film réalisé par Lars von Trier et mettant en scène cinq réalisations audiovisuelles à partir de contraintes artistiques originales – montre bien à quel point c'est toujours dans la contrainte, au sens premier du terme, que toute force de création et de vie peut s'élancer et prendre son envol.

analyse DEPUIS JUILLET 2005, LE CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES DU RHÔNE A CONTRÔLÉ 9 000 DES 70 000 RMISTES DU DÉPARTEMENT ! 3 000 RADIATIONS ! AU SUIVANT !

Le **RMA** ou comment **délocaliser** sur place !

LE MEDEF peut se frotter les mains, écouté au sommet de l'Etat et par Jean-Noël Guérini président du conseil général des BdR (PS), qui a signé, un protocole d'accord pour « l'accès à l'emploi » des bénéficiaires du RMI et autres minima sociaux, en septembre dernier, avec le préfet de Paca. Le département s'est finalement laissé séduire par la nouvelle mouture du fameux RMA (revenu minimum d'activité), réservé au secteur privé et assorti cette fois d'une cotisation sociale versée par l'employeur. La première version du RMA avait suscité un tollé dans le milieu associatif. Jean-Noël Guérini avait alors affirmé qu'il n'en signerait jamais. L'accord préfecture-département a donc provoqué la grogne des syndicats FSU et CGT, pour qui « Jean-Noël Guérini ne respecte pas ses engagements. »

Cette politique du travail forcé s'inscrit dans une logique en œuvres dans toute l'Europe et aux Etats-unis. C'est la remise en cause du contrat de travail librement consenti. Le rêve de tout patron est de contraindre les chômeurs, les Rmistes à travailler hors des règles du doit du travail. Cette politique fragilise encore plus tous les exploités. Sous couvert de « réinsertion », le gouvernement accentue la politique de contrôle du chômage et pousuit l'institutionnalisation de la précarité !

Le projet de loi Fillon prévoit en effet de verser le RMI non au RMIste mais à l'employeur qui le fera trimer. A charge pour celui-ci de verser le petit complément pour atteindre le SMIC horaire. Ce petit complément ne s'appellera pas salaire mais RMA.

LE RMA, UNE CASTE DE CHÔMEURS SANS DROIT AU CHÔMAGE

Le revenu minimum d'activité (RMA) marque un pas supplémentaire dans la politique « d'activation des dépenses passives » (les dépenses liées l'indemnisation du chômage) qui constitue, en Europe, l'horizon commun du nouveau *workfare state*. On en connaît les règles : rappelées en 1998 dans les « grandes orientations de politique économique » formulées par la Commission européenne : l'obligation de justifier la rechercher d'un emploi en « contrepartie » d'une allocation, et l'adaptation « à tout prix » de la main-d'oeuvre aux besoins immédiats des employeurs.

Jusqu'à présent, il revenait aux commissions locales d'insertion de suivre les contrats d'insertion et le versement du RMI. Le RMA modifie profondément la loi de 1988 sur le RMI. Il place les RMIstes sous la tutelle des collectivités locales. Ce sera désormais aux présidents des conseils généraux de piloter le dispositif RMI-RMA. Ils valideront ou non les contrats. Ils décideront seuls des radiations. Ils surveilleront les conditions de versement de l'allocation. Et l'on pressent déjà les risques de clientélisme dont ce transfert de compétences est porteur.

D'autant que des délégations de mises en œuvre du RMI-RMA pourront être confiées aux maires. L'aide sociale sera garantie pour les « bons pauvres », évalués comme tels par les notables locaux.

Parmi les nouvelles règles du jeu, voici un avant goût :

• Tout RMIste sera tenu d'accepter un emploi de 20 h minimum avec un CDD de 6 mois renouvelable maximum 2 fois.

• L'employeur (public ou privé) touchera du Département l'équivalent RMI net (forfait-logement déduit) pour célibataire et lui reversera cette somme augmentée de 130 euros pour atteindre un demi-SMIC soit un total de 545 euros mensuels.

• Le RMAste ne cotisera que sur la base de 130 euros. Pour ouvrir des droits à la retraite, il faudrait qu'il travaille 160 ans à ce régime.

• L'assedic empochera ses cotisations mais ne lui reversera rien quand il retournera au chômage. Il n'aura que le RMI.

• Il n'aura ni le droit de grève, ni le droit de déplaire à son patron car il peut nous virer du jour au lendemain sans motif et sans versement d'une indemnité pour licenciement abusif.

Le RMA consiste à faire le tri parmi les RMIstes entre « employables » et « irrécupérables », de rationaliser la gestion de cette main d'œuvre, particulièrement celle qui n'est pas qualifiée, pour la livrer au patronat à un prix défiant toute concurrence.

Pour les libéraux, les chômeurs et l'indemnisation demeurent toujours suspects. Les chômeurs sont soupçonnés d'oisiveté, d'indolence, ou d'en « profiter ». La gauche gouvernementale n'avait pas échappé à ce moralisme accusateur : loi sur le contrôle des chômeurs en 1991 ; renforcement des visites domiciliaires chez les RMistes pour vérifier qu'ils ne vivent pas en couple ; refus d'augmenter les minima sociaux en 1997 pour, disait Jospin, ne pas les « enfermer dans l'assistance ».

Après deux ans de RMI, les RMastes vont ainsi décrocher des contrats de travail à mi-temps dans tout type d'entreprise pour la moitié du Smic, quel que soit le taux de salaire normalement pratiqué pour le poste occupé. Qui pourra vivre avec un tel salaire, surtout s'il lui est interdit, comme la loi le fixe, d'occuper en même temps un autre emploi ? Le RMA sera moins rémunérateur que le RMI, puisque les RMistes qui reprennent aujourd'hui un travail peuvent, de façon dégres-

sive dans le temps, cumuler tout ou partie de leur allocation avec le salaire qu'ils perçoivent.
Le RMA apparaît pour ce qu'il est : une baisse drastique du « coût du travail » pour les entreprises et le maintien dans la misère de ces salariés. Comme tous les dispositifs d'emplois aidés, il fera disparaître des statistiques une partie des demandeurs d'emploi. Si l'on ajoute que, pour valider deux trimestres de droit à la retraite, il faudra avoir travaillé une année, on mesure à quel point le projet de loi est lourd de progrès social...

Le Medef peut se frotter les mains. Ses relais au sein de l'appareil d'Etat fonctionnent à plein régime. L'employeur sera exonéré des charges sociales afférentes aux bas salaires, les cotisations sociales n'étant d'ailleurs versées que sur la partie du salaire comprise entre le montant du RMI et le salaire distribué ! On imagine l'effet d'aubaine pour les entreprises qui pourront employer des salariés à temps partiel, pour un coût de 3,40 à 2,70 euros de l'heure selon le montant des exonérations possibles, soit un tiers à 15 % du prix normal de l'heure de travail.
Les CES ont attaqué le code du travail, le RMA (Revenu minimum d'activité), le contrat « d'avenir » et le CNE (contrat nouvelle embauche) l'achèveraient. Pour le RMA et le contrat « d'avenir », le patron ne se nomme pas patron mais « tuteur », le salarié ne se nomme pas salarié mais « bénéficiaire »...
D'ailleurs le salaire n'est pas un salaire mais notre allocation chômage (RMI, ASS). Ceci explique que le RMA et le contrat « d'avenir » ne sont pas cumulables avec l'allocation chômage ! Un « tuteur » qui accompagne « l'insertion » de l'ex-chômeur qu'il a peut-être contribué à créer ! En effet, il aura toute latitude pour signaler au président du conseil général (promu patron des RMIstes) la mauvaise volonté d'insertion du RMAste afin que ce dernier lui supprime le RMI. Ou tu te soumets, ou on te coupe les vivres à toi et à ta famille. L'objectif n'est pas de donner un revenu décent aux RMistes : vit-on ou survit-on avec un demi-SMIC ? Combien reste-t-il une fois déduits les frais de transport, de cantine, de garde d'enfant ? Encore moins un emploi : le RMA est un CDD de 6 mois renouvelable au maximum deux fois. Outre la mise à disposition du patronat de salarié-e-s au coût défiant toute concurrence, l'objectif est idéologique : il s'agit de faire croire que les RMistes sont des incompétent-e-s, des handicapé-e-s sociaux ou des fainéant-e-s. Et d'habituer l'ensemble des travailleur-ses peu ou pas qualifiés à rabattre leurs prétentions salariales. Les RMistes sont une partie des 60 % des chômeurs non indemnisé-e-s par l'Assédic. Quelle belle armée de réserve aurait dit Karl ! Nous pouvons en effet parler ici de véritable « chair à patron ».

LIBRE CHOIX DE SON EMPLOI ET DE SA FORMATION !

Comment vivre, pour une personne seule, avec 411 euros par mois, desquels on soustrait souvent un « forfait logement » ? Comment vivre, pour un couple, avec 617 euros mensuels ? Pourquoi les moins de 25 ans, de plus en plus précarisés, continuent-ils à en être exclus – sauf s'ils ont des enfants ? Pourquoi conserver cette conception familialiste du RMI au lieu d'en faire un droit individuel ? Fallait-il vraiment contractualiser l'obtention d'un revenu minimum, alors que les RMistes n'ont jamais vraiment le choix ? Il ne faut pas se leurrer, les personnes démunies encaisseront d'abord le coup. Il n'y a pratiquement aucun intellectuel qui réagit à ce genre de régression sociale majeure, alors que c'est aussi ici que la démocratie recule. Tous ceux qui ont voté Jacques Chirac en croyant qu'il s'occupera de la « France d'en bas » doivent se mordre les doigts, parce qu'il s'en occupe de cette France, oui, mais pour la mettre au pas avec des « STO » version 2005. Et la France d'en bas, n'a pas la force de répondre à ces attaques successives comme peuvent le faire les fonctionnaires. Quel beau pays que l'Hexagone, qui donne des leçons au monde entier, à l'Onu et ailleurs, et qui met en place des lois d'un autre siècle dans son propre pays pour le compte de quelques nantis qui, au passage, ont eu, en cadeau de bienvenue, la réduction « si prioritaire » de l'Impôt sur la fortune. En un an on a reculé de 50 ans, dans cinq ans on aura reculé d'un siècle, allez ! **Daniel, AC ! 13**

Le patronat l'a voulu, le gouvernement le fait : de la main d'oeuvre à 4,3 euros de l'heure (28,20 F), toutes charges comprises, pour les entreprises privées, ce n'est pas encore un salaire mexicain ou indonésien mais c'est sur le bon chemin.

BIDON OU PAS, POUR EN FINIR AVEC LES STAGES

LA PETITE ASSOCIATION ou la grosse multinationale ont pour beaucoup comme **point commun d'utiliser les stagiaires pour remplacer un salarié**. Loin des stéréotypes qui les classent comme bon à faire du café ou des photocop', **les stagiaires ont un véritable rôle dans la machine à précariser**. Ils sont les employés qui coûtent le moins cher, vu qu'ils peuvent ne pas être payés. Avec la carotte d'un emploi durable à la fin du stage, les patrons usent de leur docilité. En réalité, seul 9 % des diplômés trouvent un job après leur stage. A travers le site **www.generation-precaire.org**, des stagiaires veulent en finir avec l'exploitation. « Beaucoup d'entreprises emploient des stagiaires qui ne coûtent rien et qui occupent un poste pendant un an, avant de former un autre stagiaire, qui va le relayer » explique un membre du collectif. Leur lutte n'est pas facile, alors qu'ils n'arrivent pas à trouver d'emploi, qu'ils sont en situation de précarité, il est difficile pour eux de se griller auprès
de leurs chers patrons. C'est pourquoi ils ont plus que jamais besoin de notre soutien.

« NE TRAVAILLEZ JAMAIS »

2,2 MILLIONS DE PERSONNES meurt chaque année d'accidents ou de maladies liées au métier qu'ils exercent. Alors qu'on voudrait nous faire croire qu'il est loin le temps des mines de charbon, que la mondialisation et le libéralisme sont un bienfait pour l'humanité, en réalité la situation se dégrade. Car ce chiffre est en augmentation de 10 % depuis 2002, **un bon indicateur de conditions de travail qui ne cessent d'être pire**...

L'ESPRIT SPORTIF DE NESTLÉ

ON CONNAISSAIT l'expression « être payé des cacahouètes » ou « recevoir un salaire de misère », désormais on pourra dire **« être payé en ticket de match »**. C'est l'idée qu'à
trouver la multinationale Nestlé, à Contrexeville, dans les Vosges, pour « récompenser » les salariés qui acceptent plus de flexibilité comme le changement de postes.
Quand on vous dit que sport et capitalisme sont liés !!!

SNCF LA PRIVATISATION À L'ANGLAISE

LE DEUXIÈME TRAIN de marchandise privé qui devait circuler en France entre les Vosges et l'Allemagne a été **dépanné par une locomotive de la SNCF après un incident technique suite à un incendie** ! Le départ de la locomotive du train de la Connex a dû faire appel à l'exploitant du réseau, la SNCF, pour remorquer son train. Pourtant, cette privatisation avait jusqu'au jour même suscité la protestation de 250 cheminots. La SNCF nous assure que le dépannage rapide du train de la Connex sera facturé alors que la compagnie de chemin de fer avait, au terme d'un appel d'offres, perdu ce marché ! **Bref, la privatisation semble prendre les mêmes rails que celle du train anglais, célèbre notamment pour son nombre de retard et d'accidents.**

NÉGOCIEZ

LA RÉVOLTE GRONDE. Après le pouvoir d'achat, les dernières manifestations avaient pour mot d'ordre la « négociation **». Ainsi, on a pu entendre dans** le cortège des gens clamés : « emploi, salaire, revendication », et l'ancien quotidien communiste, L'Humanité, titré en une
« Négociez ». On comprend mieux que ces manifestations n'ont eu aucun impact.

Ci-dessous vous trouverez l'édito du quatre pages réalisés par la campagne des libertaires contre la précarité.

COMBATTRE LA PRÉCARITÉ !

LA PRÉCARITÉ EST, de façon de plus en plus manifeste et brutale, l'arme de prédilection du capital. Elle fonde et assure la continuité de toute société inégalitaire, induisant très souvent, entre les « déclassés » eux-mêmes, une guerre pour l'emploi, le logement etc... **Dans la lutte qu'il est nécessaire de mener collectivement contre la précarisation de nos vies, les libertaires ont des choses à apporter.**
Si nous devons défendre les services publics comme espace de résistance à la précarité, nous ne pouvons pas compter sur l'Etat, qui organise leur démolition. Contrairement à ce que celui-ci voudrait faire croire, les services publics ne sont pas une émanation de l'Etat mais le résultat de nos luttes collectives. **Dans un contexte où le rapport de forces leur est plus favorable, l'Etat et le patronat organisent la liquidation de conquêtes sociales qu'ils n'ont fait que tolérer, contraints et forcés.** Les mesures prises par le gouvernement Villepin vont dans ce sens. Sanctions contre les chômeurs, nouvelle mouture d'emploi jeune, nouveau contrat de travail assorti d'une période d'essai de deux ans, la précarisation des travailleurs s'amplifie et leurs possibilité de se défendre s'amenuisent avec les attaques contre la syndicalisation. Et ce ne sont pas les élections qui y changeront quoi que ce soit, **En luttant avec d'autres contre la précarité, les libertaires s'attaquent à la donne capitaliste orchestrée par l'Etat : systématisation et répression de la misère, dévalorisation du travail, mise en concurrence des unEs avec les autres pour des besoins vitaux (logement, travail, transports, santé...)**
Parce que les femmes sont les plus touchées et subissent une « sur-précarité » dans le domaine du travail, Nous dénonçons cette sur-précarisation qui s'appuie sur les référents moraux du patriarcat (renvoyer les femmes aux foyer).
Nous dénonçons l'accès inégal aux Services publics selon qu'on soit riche ou pauvre, citadin ou rural...
Il est urgent de poser de nouvelles utopies qui permettent à tous de satisfaire leurs besoins essentiels et qui rompent avec les logiques capitalistes.
Plus que jamais, en tant que libertaires, nous réaffirmons que la précarité n'est une fatalité que si nous nous résignons à la subir.
Plus encore, de nouvelles solidarités sont à construire, « au-delà du service public ».
• la reconstruction collective d'un rapport de forces favorable,
• la reconquête des services publics par une gestion directe et collective, leur amélioration et leur élargissement pour satisfaire l'ensemble des besoins sociaux, hors des circuits marchands
Ensemble, dénonçons, combattons la précarité, construisons d'autres alternatives. Alors, nous pourrons l'éradiquer.

COMMANDER
l'affiche ou le 4 pages de la campagne.
- 50 affiches au prix de 7 euros
- 100 affiches au prix de 12,5 euros

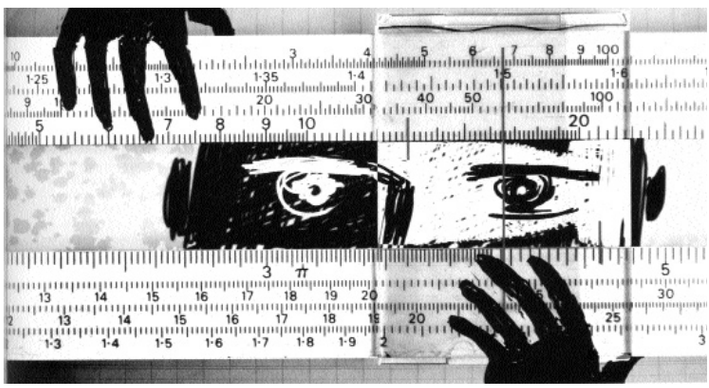
écrire à : **Contre la précarité** c/o OLS
21ter, rue Voltaire
75 011 Paris
chèque à l'ordre
de **Points de rupture**

LIBÉREZ LES ENFANTS

L'enfance n'est pas une évidence, c'est une institution. Les plus jeunes font l'objet d'une domination qui nous apparaît si « naturelle », qu'on oublie leur condition d'opprimés. A l'heure où le capitalisme fait son profit sur le dos des petits travailleurs, que le marketing se jette sur les « enfants-proies » des pays riches, où l'idéologie sécuritaire conduit à surveiller et punir les mineurs comme jamais, où les idées les plus réactionnaires refont surface (retour à l'autorité paternelle, apologie de la sacro-sainte famille, pédagogie fondée sur l'humiliation…), il nous semble urgent de réaffirmer la dimension politique de l'oppression subie par les enfants. Qu'ils soient piétinés ou mis sur un piédestal, les enfants sont niés et n'ont pas la possibilité d'exister par eux-mêmes. Ils sont ce que leurs parents, l'école, l'Etat, le marché, bref, la société des adultes attendent d'eux. Les critiques de l'autorité, de la famille et de l'école formulées il y a une trentaine d'années, dans la lignée de la lutte antipatriarcale, ont conservé toute leur sève. Réapproprions-nous les pour remettre en question cet « âge d'or » qui n'est rien d'autre que l'âge de toutes les oppressions. Vouloir éliminer une société basée sur la domination implique de s'attaquer à sa racine : le fait que le début de la vie se confonde avec l'expérience du mépris et de l'infériorité. Si l'on veut faire s'écrouler le patriarcat, le capitalisme et toutes les oppressions, il faut refuser de faire de l'enfance le temps d'apprentissage de la soumission et de normes violentes. Et oser imaginer une société où adultes et enfants soient considérés comme des individus libres, capables de penser et de créer.

DOSSIER DANS NOTRE CIVILISATION, ON PRÉSENTE TOUJOURS LES ENFANTS COMME DES ÊTRES À PROTÉGER. UNE « PROTECTION » QUE L'ON JUSTIFIE PAR LE FAIT QU'ELLE EST « NATURELLE » À L'ÉGARD DES ENFANTS. OR, LE SENTIMENT QUE L'ENFANCE EST UNE CATÉGORIE SOCIALE À PART EST RÉCENTE – À PEINE TROIS SIÈCLES. CETTE IDÉE EST PROFONDÉMENT LIÉE AUX RAPPORTS DE DOMINATION INSTITUÉS DANS NOS SOCIÉTÉS.

L'INVENTION DE LA **CATÉGORIE ENFANCE**



LES CATÉGORIES LIÉES à la famille telles que la conjugalité, la parentalité, comme la hiérarchie entre adultes et enfants tendent à être présentées comme des états de fait « naturels » et immuables. Il suffit de se pencher sur l'étude de sociétés éloignées dans le temps ou l'espace pour nous rendre compte que cette vision des choses doit être relativisée.

Les ouvrages de l'historien Philippe Ariès sur les représentations de l'enfance du Moyen ge à l'époque moderne [1], l'a conduit à remettre en cause, dans les années soixante-dix, la naturalité et l'évidence de la catégorie « enfance », à la fois comme sentiment et comme moment différencié de l'âge adulte. Selon Philippe Ariès, le Moyen âge ignorait la spécificité de l'enfant, alors considéré socialement comme un petit adulte à partir du sevrage. Ainsi, on ne produisait pas d'objets qui lui était destiné spécifiquement. C'est seulement à l'époque moderne que l'on voit apparaître des vêtements pour enfants, des jouets, des objets miniatures et une nourriture différente. Cela conduit Philippe Ariès à considérer l'enfance non plus comme une donnée naturelle mais comme une construction sociale. En effet, il fait remarquer que la notion d'enfance n'avait pas de sens avant le XVII[e] siècle. Jusqu'alors les enfants étaient très tôt mêlés au monde adulte dans lequel ils faisaient leurs apprentissages et n'étaient pas perçus dans leur spécificité. Ils travaillaient au champs dès… Son étude fut accueillie froidement par le milieu des historiens, cette thèse avant-gardiste remettant en cause un sentiment aussi naturel en apparence que l'attachement des parents à leurs enfants. Les efforts de Philippe Ariès pour inscrire la notion d'« enfance » dans une histoire des mentalités, se sont accompagnés de nouvelles hypothèses sur l'évolution des structures familiales entre le Moyen âge et le XVIII[e] siècle, et lui ont permis d'amener le débat de la construction sociale.

> La notion d'enfance n'avait pas de sens avant le XVII[e] siècle.

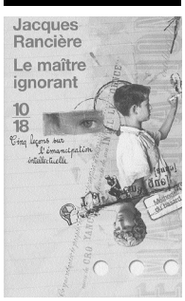
Le « sentiment de l'enfance » étudié par Philippe Ariès, c'est la conscience qu'il existe une particularité enfantine. Cette idée n'existe pas dans la société médiévale. De même, l'enfant existe sans l'amour spécifique de ses parents. Le sentiment que les enfants sont des êtres à part qu'il faut traiter différemment des adultes apparaît. Avec la généralisation de l'éducation par la scolarisation l'enfant est soustraie à la société des adultes. A partir de là, l'attention portée à l'enfant devient plus remarquable et on va reconnaître une différence entre les enfants et les adultes en les séparent. L'éducation ne se fera plus au contact de la société adulte mais dans un endroit clôt entre enfant.

Cette prise de conscience suscite l'arrivée d'une affection que l'on va réserver aux enfants. À la fin du XVII[e] siècle, les collèges médiévaux se transforment et mettent en œuvre une éducation correctrice pour les enfants de la bourgeoisie qui vient remplacer l'apprentissage. Le collège médiéval tend en effet à classifier la population scolaire et à rationaliser les structures d'enseignement. Deux processus sont à l'œuvre dont on retrouve les principes dans la scolarité contemporaine : d'une part, l'organisation des études par âge et par niveau ; d'autre part, l'introduction de la discipline qui érige la personne autoritaire du maître en principe moral. L'instruction est moins la transmission du savoir que l'apprentissage des règles. Cette séparation, inédite jusque là, entre les enfants et la société adulte transforme donc la vision de l'enfant, qui, confié à des adultes, demande tout à la fois à être protégé et à être corrigé. Cette réforme générale des institutions scolaires, en prenant en charge son éducation, participe à la séparation entre l'âge adulte et l'enfance dont la durée s'allonge de façon considérable. Les enfants cessent de participer à la vie économique en rentrant à l'école puisqu'ils ne sont plus une force productive du point de vue économique on les à différencier et considérer comme de adultes en devenir.

LE MYTHE DE L'ENFANCE

Pour justifier le statut d'inférieur de l'enfant on en appelle à leur vulnérabilité, leur dépendance, leur immaturité, par opposition à l'adulte qui serait un être fini et accompli, libre de tous ses actes et pouvant disposer de lui-même selon ses désirs. La domination a besoin, pour se construire et se pérenniser, de créer des dépendances, notamment économiques. Par un effet de retour, on nous fait croire après coup que c'est la

A LIRE



Le Maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle
Jacques Rancière, 10/18, 1987.

Nature qui expliquerait la dépendance des opprimés. La dépendance économique est construite socialement. C'est le code civil napoléonien qui l'a instauré pour les femmes qui se retrouvent sous la tutelle économique de leur mari. En France, les enfants n'ayant pas la possibilité de travailler avant seize ans, n'ont pas d'autre choix que d'être économiquement dépendant. Un enfant recevant par héritage une somme d'argent n'aura pas la possibilité de la gérer avant sa majorité par exemple.

Croire qu'un adulte est totalement indépendant nourrit l'image d'une société atomisée, où les seuls liens entre les personnes ne sont pas faits d'engagements et de réciprocité, mais sont calqués sur le modèle économique de l'échange libéral. Selon ce modèle, le système archaïque du don, qui suppose un échange sur le long terme (« je t'aide maintenant, tu te sens alors mon obligé, donc tu m'aideras plus tard, alors à mon tour je devrais t'aider en retour, etc. »). Echange, comme l'a montré le sociologue Marcel Mauss [2] qui doit être remplacé par la transaction monétaire, qui suppose une séparation : par l'échange d'argent, les deux parties sont immédiatement quittes et peuvent alors repartir dans leur coin, sans aucune obligation ultérieure l'une envers l'autre (à l'inverse des sociétés traditionnelles où l'échange via les dons est constructrice du lien social).

Un autre pilier du mythe de l'enfance est l'idée que lorsqu'on est enfant, on est faible, sensible, crédule. Quand on devient adulte il faudrait ne plus être sensible, ni manifester ses émotions. Il faut à l'inverse revendiquer la faiblesse comme quelque chose de positif, parce que ce sont nos faiblesses qui nous font vivre et avancer, et que sans elles, la vie n'a aucune valeur. C'est aller dans le sens de l'idéologie dominante (qui vante la toute-puissance et l'immédiateté) que de prétendre être quelqu'un de tout à fait réalisé qui ne doit pas évoluer [3]. Le mythe d'un individu complètement accompli n'est jamais autre chose qu'une idéologie mortifère.

Dans *La dialectique du sexe,* dont est extrait « Pour l'abolition de l'enfance » [4], Shulamith Firestone montre comment les bourgeoisies occidentales construisent cette cage dorée qu'est l'enfance. Le mot-clef de l'enfance moderne est le « bonheur ». Le principe étant que les enfants, sur qui ne pèsent pas encore les dures responsabilités de la vie adulte doivent incarner ce moment de la vie où tout n'est, nous dit-on, que joie et insouciance. De plus, comme nous ne sommes enfants qu'une fois, ce moment doit être l'emblème de la gaieté et de l'innocence. Les enfants boudeurs, inquiets ou troublés déplaisent car ils font mentir le mythe. Le devoir des parents est alors d'« acheter » à leur progéniture une enfance heureuse et gâtée : l'âge d'or. Le culte de l'enfance, en tant qu'âge d'or est si développé, que toutes les autres phases de la vie n'ont bien souvent de valeur que par rapport à l'enfance. Ce mythe consumériste de l'enfance n'est pas accessible aux enfants des classes inférieures qui ne peuvent posséder ces attributs du bonheur enfantin (jouets, vêtements,...). Le mythe de l'enfance a été conçu pour répondre aux besoins du capitalisme et est destiné aux familles de la classe moyenne. Les enfants qui ne grandissent pas dans cette « cage dorée » mais par exemple dans des bidonvilles en Amérique du sud, l'opinion à du mal à les considérer comme des enfants. Les enfants de la misère paraissent plus matures et plus libres, mais aussi plus à même de réagir face aux horreurs qu'ils vivent. On se dit alors que ce sont déjà des adultes. À l'école, ils se montrent souvent indisciplinés et sauvages, car cet établissement n'inspire aucune confiance à un « être libre », même si sa liberté n'est que partielle. La classe laborieuse conserve une certaine irrévérence pour l'école qui, après tout, est un phénomène appartenant par son origine à la classe moyenne. La liberté des enfants pauvres n'est cependant que relative : ils sont dépendants et, en tant que classe économique, asservis.

L'enfance dans nos sociétés n'est donc pas qu'une question d'âge mais bien de statut et de fonction sociale : ne plus vivre sous le joug et le contrôle d'un parent est souvent ce qui définit la fin de l'enfance. Dans le monde occidental, on considère les jeunes adultes qui vivent toujours chez leurs parents, comme de grands enfants. On ne peut interroger la notion d'enfance, sans interroger le concept d'adulte. Car penser que l'adulte est l'être le plus indépendant qui soit est non seulement faux mais pernicieux. Faux, car nul-le n'est réellement indépendant : personne ne peut vivre sans relations sociales, sans aide et sans répartition sociale du travail. D'autre part, cela crée la dépendance économique des enfants, à qui l'on ne donne pas le droit d'avoir une pratique économique en leur nom car on les en imagine incapables.

Karoline aidée de Pirouli et Leila

1. Philippe Ariès, **L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime**, Seuil, 1960. Si le travail d'Ariès fut réellement précurseur et ouvrit la porte à d'autres travaux innovants sur l'enfance, quelques critiques soulignèrent à juste titre certains excès interprétatifs et son oubli de l'histoire du nourrisson.

2. Marcel Mauss, **Essai sur le don**, article paru en 1923, édité dans PUF (Quadrige), 19XX.

3. Bernard Stiegler, **La Technique et le temps**, tome 5 : « Le défaut qu'il faut », Galilée, à paraître.

4. Éd. Tahin Party, 2002.

BELLE-ÎLE-EN-MER
LA RÉVOLTE DES ENFANTS BAGNARDS !

LE 27 AOÛT 1934, il y eut une révolte des enfants bagnards de la colonie pénitentiaire du Palais à Belle-Île-en-Mer, qui se termina par une « chasse à l'enfant » organisée par les autorités locales, à laquelle participèrent les habitants de l'île, aidés par les touristes du moment.

Vingt francs à qui ramenait un de ces « sauvageons » de l'époque... C'est peut-être en souvenir de cette « épopée civique » que le sieur Chevènement revient régulièrement passer des vacances à Belle-Île ?

Heureusement, la presse parisienne s'empara de ce « fait divers » pour ouvrir le débat sur les bagnes d'enfants, qui fermèrent après la guerre... pour devenir des « maisons de correction ». Celle de Belle-Île fermera en 1978 !

Localement, vous n'entendrez personne parler de ce haut fait de résistance contre les enfants-mutins, pas plus que vous ne pourrez savoir où se trouvent les restes des baraquements de la prison ; il a fallu que l'on demande aux gendarmes où se trouve ce lieu si secret qu'il n'est nulle part indiqué ; c'est pas bon pour l'tourisme M'sieur-Dame que de rappeler ces choses-là, nous a-t-on dit !

L'ignominie reste présente par quelques ouvrages dans les librairies de l'île, et par ce magnifique poème de Jacques Prévert, présent sur le caillou au moment des faits.

On aurait dû voir le film, si le gouvernement du front populaire ne l'avait pas censuré à l'époque. Ou si **La Fleur de l'âge**, de Marcel Carné, sur un scénario de Prévert, fut terminé en 1950.

Amis, si tu vas à Belle-Île : souviens-toi !

DOSSIER

AUTEURE DE **INSOUMISSION À L'ÉCOLE OBLIGATOIRE** ET DE **LES CAHIERS AU FEU**, L'ÉCRIVAINE CATHERINE BAKER A RÉFLÉCHI, DANS SON DERNIER OUVRAGE, À LA PRISON ET, PLUS LARGEMENT, À L'EXISTENCE DE LA PUNITION. ELLE NOUS EXPLIQUE EN QUOI LE FAIT D'INTERROGER LA CULPABILITÉ ET L'OBÉISSANCE REVIENT EN FAIT À S'ATTAQUER AU FONDEMENT DE NOS SOCIÉTÉS AUTORITAIRES.

L'APPRENTISSAGE DE LA SOUMISSION

Entretien avec **Catherine Baker**
Propos recueillis par **Leila**
mis en forme par **Caro**

A LIRE

Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal
Catherine Baker, Tahin Party.
Texte intégral disponible sur www.tahin-party.org

Quelles ont été vos premières motivations lorsque vous avez commencé à écrire sur l'école ?

L'école est peut-être le maillon le plus fort de notre enchaînement dans la société à l'heure actuelle. C'est à l'école que les gens apprennent à obéir. C'est à l'école que les enfants apprennent qu'il y a le maître et l'inférieur. C'est l'école qui nous apprend une certaine vision de la démocratie. Par ailleurs, on nous explique que c'est là ou on apprend la vie en collectivité. Je suis persuadée que la vie collective, de force, pour des petits, ne peut que les amener à perdre toute confiance en eux et en leur individualité. À l'heure actuelle, les discours officiels le disent, on n'a plus la prétention d'apprendre à lire et à écrire aux enfants. Ce qu'on veut, c'est juste les socialiser. Mais socialiser les enfants veut dire leur apprendre qu'il y a des chefs, qu'il y a des faibles...
Dans les années soixante-dix, une partie de ces faits avait été soulevée à gauche, la droite ne se préoccupant pas du tout de cette question, à vrai dire. La gauche a eu son mot à dire dans la défense de l'école laïque, gratuite et obligatoire. Ce sont donc eux qui ont été les plus heurtés par les deux livres que j'ai écrits sur le sujet.

Vous ne vous contentez pas de dénoncer les abus ou les errances de l'école. Vous vous attaquez au fondement même de cet enseignement de masse des mineurs.

Je ne suis pas contre l'école, mais contre l'école obligatoire. Je rêve d'une école qui soit ouverte à tous et à toutes les classes d'âge. En effet, les classes d'âge aussi me font bondir. La plupart des gens qui n'ont pas mis leur enfants à l'école ne disait pas « mon enfant n'ira pas à l'école» , mais « mon enfant ira à l'école, s'il veut y aller, quand il le voudra ». Car elle est aussi un lieu de l'oppression d'un adulte supposé savoir, sur celui qui ne sait pas. L'oppression du savoir est une des oppressions les plus ravageuses. On reproduit ainsi le schéma de la domination sociale. Des personnes comme Bourdieu avaient fait ce travail et cette constatation bien avant moi. La promotion sociale n'existe absolument plus aujourd'hui, bien qu'on nous dise sans arrêt le contraire.

En général, on considère l'enfant comme un être inférieur, en formation.

L'adulte est supérieur à l'enfant, c'est évident pour tout le monde : cette supériorité est soi-disant naturelle. Pour l'opinion, les enfants n'existent pas en tant que tels. Ils n'existent pas dans le présent, ce sont des êtres futurs. « Un jour » ils seront mais, pour l'instant, ils ne sont pas. Cela m'a toujours heurtée. Un enfant, c'est toujours un « plus tard » : « Plus tard, tu comprendras », « Plus tard, tu feras ce que tu veux », « Plus tard, tu seras libre », etc. Quand on est enfant, on n'est pas seulement vu comme une pâte malléable, mais aussi comme un sous-individu. L'enfant est un projet, un projet de ses parents, de son

entourage, de la société. C'est un individu qui subit énormément de pressions.
Les enfants ne sont pas reconnus pour ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils seront. Selon que l'on a besoin

nuit, il va faire froid ». Il faut penser pour le bébé qu'il aura besoin d'une couverture ou qu'il risque de se blesser avec du charbon rouge. Mais la grande distinction est qu'il faut le faire, non pas parce que c'est un

n'est pas forcément avec ses parents. À la vue des conditions de vie qui sont les nôtres dans cette société patriarcale et capitaliste, on ne peut pas demander aux enfants comment ils veulent vivre. Mais les personnes

Les enfants ne sont pas reconnus pour ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils seront.

de cadres dans tel domaine, de techniciens dans tel autre, on va orienter les enfants vers ces filières.

L'oppression que subissent les enfants est invisibilisée car on la décrit comme naturelle, comme vous l'avez rappelé. « Naturelle », de la même manière qu'on a pu décrire comme « naturelle » l'oppression exercée sur les esclaves, sur les ouvriers, etc.

Bien sûr, tout comme l'oppression des femmes, le pouvoir exercé sur les enfants est donné comme naturel. Ce sont des êtres faibles, ignorants, que l'on doit éduquer. Ils sont donc considérés comme inférieurs par rapport aux adultes. Il y a des sociétés ou l'institution scolaire est moins forte et féroce que la nôtre, on sait donc bien que cette oppression supposée naturelle ne l'est pas tant que cela. Prenons l'exemple de nombreux pays où les enfants de cinq ou six ans ont une autonomie totale et un rôle social dans la société. Ainsi, au Sahara, il m'est arrivé d'avoir été prise en stop par une voiture conduite par un enfant de sept ans. On peut les comparer à des esclaves, à la différence que les enfants sont entourés par l'idée de protection. Dans notre société, on est censé protéger les « faibles ». L'enfant étant faible, il a besoin d'une protection. Je ne pense pas qu'on dise cela d'un ouvrier ou d'un esclave. Par contre, les femmes sont également vues comme faibles, comme des personnes à protéger. Cette notion de protection est très intéressante.
Il est entendu qu'un enfant de deux mois ne va pas vous dire : « Donne moi une couverture de plus car, cette

inférieur, mais parce qu'il ne sait pas encore. J'ai reçu récemment des amis d'Angleterre, et au moment de traverser, je leur ai signalé le sens de la circulation, parce que cela ne leur vient pas immédiatement à l'esprit. Avec un enfant, on doit l'avertir des dangers de la même manière qu'avec un ami. Cela va de soi d'être prévenant avec des gens que l'on aime. Ce n'est pas de la protection dont il faut user, mais de l'aide. Le savoir est une très grande oppression, peut-être la plus grande. Quand on dit que les enfants sont insouciants, en fait, on dit qu'ils ne savent pas. Mais les enfants sont très souvent soucieux et malheureux, ils vivent les choses très profondément.

Dans « Insoumission à l'école obligatoire », vous abordez aussi la question de l'appartenance. Est-ce que les enfants appartiennent à quelqu'un ?

Dans nos sociétés, les enfants appartiennent à leurs parents. Mais j'ai connu énormément de personnes, dans les années soixante-dix, qui rêvaient d'aller vivre dans des kibboutz, où les enfants n'appartenaient plus à leurs parents mais au groupe. J'ai également connu des tentatives libertaires de vie en communauté ou il y avait quand même cette idée que nos enfants ne nous appartiennent pas, mais en plus atténué que dans les kibboutz, c'étaient plutôt des expériences de partage des tâches éducatives et des responsabilités. De grandes réflexions sont nées de ces expériences. L'idée d'appartenance n'est pas simple du tout. L'idéal, c'est que l'enfant puisse choisir les personnes avec qui il veut vivre. Ce

qui on vécu dans des communautés dans les années soixante-dix, comme c'est mon cas, en gardent de très beaux souvenirs de partage, de solidarité, d'échange éducatif.
On parvenait à faire entièrement confiance aux enfants.

Selon vous, peut on éduquer sans enfermer et sans conditionner ?

Il ne faut pas jouer sur les mots. Éduquer signifie conduire étymologiquement. Peut-on conduire un enfant où il le désire ? Peut-on vivre

avec un enfant sans exercer une pression sur lui ? Il y a hélas des évidences. Si on vit avec un enfant, on lui transmet notre langue, un certain type de vocabulaire, même notre niveau de langue. Mais on peut élever son enfant vers l'avenir et vers ce qu'il veut.

L'école est devenu un foyer de surveillance des enfants qui les laissent rentrer chez eux le soir.

A LIRE

Insoumission à l'école obligatoire
Catherine Baker, Bernard Barrault, 1992.

Les cahiers en feu
Catherine Baker, Bernard Barrault, 1988.

L'éducation telle qu'on la conçoit dans notre société passe aussi par la punition ou la récompense, qui permettent d'opérer une pression sur l'enfant pour le manipuler. L'éducation sans punition fait partie des choses que vous réclamez. Comment est-elle possible ?

Quand je disais, par exemple, qu'on peut espérer conduire un enfant où il veut, on peut comparer cela à l'idée que, si je vais un voyage au Japon, j'espère qu'on va m'éduquer, c'est-à-dire qu'on va m'initier à des choses qui m'intéressent. Mais si l'on entend « éducation » dans le sens de « dressage », alors là, bien entendu, l'éducation devient inacceptable. Le mot « éducation » lui-même est donc perverti, car on peut lui faire dire des choses opposées.

L'idée de punition, qu'il s'agisse d'enfants ou de criminels, est évidemment une abjection. Mon dernier livre, *Pourquoi faudrait-il punir ?*, traite du droit pénal. Je ne vois pas pourquoi on punirait qui que soit, et pas plus un criminel que quelqu'un d'autre, tout simplement parce que ça ne sert à rien : ça ne peut aider ni la victime, ni le criminel, ni la société. J'ai étudié tous les arguments qu'on m'a avancés et je ne vois pas leur utilité. Pire, je vois à quel point cela nous use : nous sommes pourris par cette société de vengeance, qui veut, entre autres, punir l'individu malfaisant. A une malfaisance, au sens le plus large du terme, on en ajoute une autre : il a fait du mal, donc on lui fait du mal ! S'il s'agit d'un individu normalement constitué, lui aussi voudra ensuite faire du mal à celui qui lui a fait du mal. Ça peut durer longtemps et ça fait effectivement des millénaires que ça dure. Malheureusement, je ne pense pas que cela puisse s'arrêter d'un coup. En revanche, on a vu des systèmes s'écrouler ! Il y a des systèmes religieux, des civilisations, par exemple, qui se sont effondrés, et je pense que le droit pénal peut s'effondrer...

On peut poursuivre cette réflexion très intéressante sur la punition, en faisant un parallèle entre l'école et la prison.

L'école est basée sur la punition, mais on pourrait concevoir une école sans punition ni récompense. Cependant, dans la mesure où nous sommes traditionnellement dans une culture du dressage, et non du partage des connaissances, on s'est mis en tête qu'on ne pouvait rien apprendre aux enfants sans punition. Encore une fois, je pense qu'on pourrait imaginer des écoles non obligatoires qui seraient ouvertes, un peu partout, et fonctionnant sans punition. Le caractère obligatoire de l'école participe activement à entretenir la punition comme principe éducatif : les enfants sont obligés de se soumettre, étant donné qu'ils sont obligés d'aller à l'école. Ils ne peuvent pas, par exemple, changer de classe s'ils préfèrent suivre les cours de tel enseignant... À l'intérieur de l'école, les adultes peuvent pratiquement tout se permettre, car les enfants n'ont pas d'autre choix que de continuer à y venir. Je ne blâme pas les enseignants, je n'ai rien contre eux. Certains subissent même des punitions s'ils ne respectent pas le règlement de l'école, avec le système de l'inspection. Par contre, je suis en colère contre un certain nombre de syndicats d'enseignants qui ne cherchent pas à modifier cet état de fait.

Pour en revenir à la punition, elle peut prendre plusieurs formes. Celle qui est la moins remise en question est celle qui consiste à dire à un enfant : « Écoute, tu ne veux pas venir en cours : libre à toi, on ne va pas te crier dessus mais, par contre, tu ne passeras pas en classe supérieure, tu n'auras pas ton diplôme ». C'est quand même une des plus grandes punitions et une revanche du corps social sur l'enfance. L'application de la loi et des règles est la même à l'école et en prison. La loi est la même pour tous avant d'entrer à l'école et de pénétrer en prison. On ne demande pas à un détenu incarcéré de respecter la loi française, mais le règlement, c'est la même chose à l'école. Tout lieu d'enfermement obligatoire fonctionne sur ce principe. Que ce soit à l'école, en prison ou dans tous les lieux d'enfermement, on ne peut pas faire de cas particulier pour les individus. Ce qui veut dire qu'on ne vous considère plus comme des personnes, mais comme une masse, et une masse à surveiller. L'école est devenu un foyer de surveillance des enfants qui les laissent rentrer chez eux le soir. S'ils sortent de la norme, ils vont en pensionnat et ne rentrent chez eux que le week-end. S'ils ont un comportement qui sort encore davantage de la norme, ils se retrouvent en foyer d'éducation surveillé, dont ils ne peuvent pas sortir du tout. L'école est un lieu d'enfermement.

L'ÂGE DE TOUTES LES DOMINATIONS

QUAND ON SE PENCHE sur ce que les adultes font subir aux enfants partout dans le monde, impossible de croire que ceux-ci les « protègent » : au Nord comme au Sud, la vie des enfants est au contraire sacrifiée et méprisée. Face à des êtres qu'ils refusent de voir comme des égaux, les adultes punissent, exploitent, violentent, prostituent, abusent, affament, tuent. Avec un enfant, tout semble permis. « Mineur » ne veut-il pas dire « inférieur » ?

SANTÉ

Plus de trente mille enfants meurent chaque jour de maladies qui pourraient être évitées, notamment parce qu'il existe des vaccins contre la diphtérie, la tuberculose, la coqueluche, la rougeole et le tétanos… Le fléau majeur reste le sida, qui fabrique des orphelins par millions et contamine directement les enfants, y compris par voie intra-utérine.

Sources : Unicef ; OMS ; Handicap international ; **Un monde qui dévore ses enfants**, de Claire Brisset, Liana Liévi.

VIOLENCE

Comme pour les femmes, l'endroit le plus dangereux pour les enfants reste le foyer. 60 % des enfants d'Europe et d'Asie centrale sont victimes de violences ou d'agressions de la part de leurs parents et des personnes qui les gardent. En Europe, la violence familiale tue chaque jour quatre enfants de moins de 14 ans.

En France, pour 46 % des violences, c'est le père qui maltraite ; dans 25 % des cas, la mère. Les violences physiques sont les plus importantes, viennent ensuite les négligences graves (dénutrition, etc.), puis les abus sexuels et la cruauté mentale. La maltraitance des nourrissons est fréquente : cinq cents cas annuels de jeunes enfants atteints par le « syndrome du bébé secoué » sont signalés (lésions du cerveau provoquant cécité, handicap mental, etc., et pouvant entraîner la mort).

Aujourd'hui, les institutions sont saisies principalement pour des cas de conflit parental dans lequel les enfants sont pris en otage ; en second, viennent les conflits concernant l'école ; en troisième, les atteintes aux droits des mineurs étrangers, qui ont doublé entre 2003 et 2004.

GYNOCIDE

Bien entendu, dans notre système patriarcal, les petites filles subissent une oppression accrue : assassinats de masse à la naissance en Inde et en Chine, excision en Afrique, asservissement aux tâches domestiques dès l'âge de la marche sur certains continents, alphabétisation et accès aux soins moindres que les garçons, exploitation sexuelle accrue, etc.

PAUVRETÉ

Dans le monde, un enfant sur deux vit dans la pauvreté. En France, elle concerne un million d'enfants. Cela concerne surtout les familles monoparentales (1,51 million) au niveau de vie inférieur à celui des couples avec enfants. Selon l'Observatoire du samu social de Paris, le nombre de femmes sans abri est en augmentation constante (plus 121 % entre 1998 et 1999), en sachant que 20 % d'entre elles sont accompagnées d'enfants. Chaque année, trois mille enfants arrivent seuls en France, principalement à Marseille, et n'ont souvent d'autre choix que de vivre dans la rue.

EXPLOITATION

La course au profit se fait sur le dos des enfants. On estime à 70 % la proportion d'enfants dans les pays en développement travaillant dans l'agriculture, l'artisanat, la mine, l'industrie, le recyclage des ordures, etc. Les patrons « préfèrent » les mineurs car ils coûtent beaucoup moins chers, ne sont jamais syndiqués, sont plus dociles – un enfant qui travaille reverse en général son salaire à ses parents – et plus efficaces que les adultes dans certaines tâches (ramassage du thé, fabrication des tapis, déminage, etc.). Dans l'industrie indienne, le salaire des enfants représente moins de la moitié de celui des adultes pour le même rendement.

La prostitution, qui s'est organisée aux Philippines suite à la présence de l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale et en Thaïlande suite à la guerre du Viêtnam, touche aujourd'hui de plus en plus d'enfants. On estime qu'environ un million d'entre eux et elles (en majorité des filles) sont exploité-e-s chaque année par cette industrie en pleine croissance, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, aussi bien pour le plaisir des locaux que des touristes.

GUERRE

Les guerres actuelles, qui tuent, blessent et traumatisent de plus en plus de civils, ciblent de plus en plus les enfants. La moitié des victimes civiles des mines sont des enfants. Les designers industriels vont jusqu'à imaginer des mines « papillons » colorées, voire camouflées en poupées, pour attirer les enfants ! Grâce à ce subterfuge, les gosses ramènent à la maison la « mine-jouet », qui peut alors exploser en faisant davantage de victimes… Trente mille enfants sont eux-mêmes transformés en bras armés des militaires. Plus des trois quarts des réfugiés et déplacés dans le monde sont des femmes et des enfants.

DOSSIER

FACE AU « REPLI SUR LA SPHÈRE PRIVÉE », IL APPARAÎT URGENT DE RÉACTUALISER LA CRITIQUE DE LA FAMILLE. D'AUTANT QUE LES ANALYSES DE RONALD LAING ET DAVID COOPER, LES FONDATEURS BRITANNIQUES DE L'ANTIPSYCHIATRIE, N'ONT PAS PRIS UNE RIDE : LA FAMILLE EST TOUJOURS LE LIEU INITIAL DE L'ALIÉNATION POUR L'INDIVIDU, QUI, PROPRIÉTÉ DE SES PARENTS, APPREND À SE CONSTRUIRE DANS L'ABNÉGATION.

LE CARCAN FAMILIAL

RARES SONT LES ENFANTS échappant à l'institution scolaire, mais encore plus rares sont ceux échappant à l'institution familiale. Parce que la famille est aujourd'hui encore trop souvent considérée comme une forme instinctive d'organisation sociale, condition *sine qua non* du bon développement psychique et affectif des enfants, il est urgent de renouer avec sa déconstruction, sans se limiter à la critique de l'autorité parentale et de la famille « bourgeoise » traditionnelle. Bien que son visage ait énormément changé ces trente dernières années, la famille reste en effet un appareil idéologique fondamental, véritable siège de la construction sociale de l'enfance et des dynamiques de soumission et de domination en découlant.

Un des apports fondamentaux de la psychanalyse à la compréhension des mécanismes familiaux est certainement d'avoir démontré que l'histoire de l'enfant commence bien avant sa conception et sa naissance, imprimant dans sa chair un passé dont il n'est pas le maître, faisant de son esprit « une sorte de mausolée, de cimetière hanté où les fantômes de plusieurs générations vivent toujours »[1]. De nombreux enfants débutent leur existence en prenant place dans un espace prédéfini, déterminé par l'intériorisation d'une série d'événements et de relations familiales bien antérieurs à leur naissance. La famille excelle à créer des rôles prédéterminés plutôt que d'établir les conditions qui permettront à l'individu de prendre en charge son autonomie. Elle se livre donc à un véritable endoctrinement en lui insufflant des désirs qui lui sont extérieurs, en le poussant à devenir ce que les autres veulent qu'il soit, à se conformer enfin à un statut social qui l'éloigne de lui-même. L'antipsychiatre Ronald Laing utilise à ce propos la métaphore de l'hypnose : l'hypnotisme consiste à suggérer plutôt qu'à ordonner, à dire à quelqu'un ce qu'il est plutôt que ce qu'il doit être. « Tu es un bon garçon », « tu es une gentille fille » : autant de phrases permettant aux parents d'hypnotiser leurs enfants et de les plonger dans un état de sommeil, de les enfermer dans le carcan rigide de l'enfant idéal et idéalisé.

LA REPRODUCTION DES DOMINATIONS

Cette perte d'identité orchestrée par la famille passe par la réification de l'enfant, transformé en pure mécanique d'adaptation au monde. Réceptacle des névroses et des angoisses adultes, l'enfant devient au sein de sa famille objet de (luttes de) pouvoir tout autant qu'objet de culte (mythe de l'innocence enfantine et de l'enfant sans problèmes) et de valorisation sociale, destiné à coller au plus près de l'image de la « famille heureuse ». Une réification que viendront renforcer l'école et l'hôpital, achevant de le transformer en objet d'étude, classé et sérialisé à l'infini (enfant inactif ou suractif, adolescent en crise, etc.). David Cooper considère l'école et l'institution psychiatrique comme deux des trois moyens de défense, avec la prison, dont dispose la famille contre l'autonomie de ses membres, autonomie porteuse de transgression. Manifestation parmi d'autres de ce désir d'autonomie, la paranoïa, redéfinie par les antipsychiatres comme une forme de protestation poétique contre la soumission à l'invasion des autres et contre la perte d'identité en découlant, s'oppose dès lors à l'eknoia, l'état « normal » du citoyen modèle. Plus globalement, tout enfant est aux yeux de David

DICTIONNAIRE DU MAÎTRE, OU GÉNIE SÉMANTIQUE DE LA BOURGEOISIE

BIOLOGIE le corps humain réinterprété selon l'intérêt du Maître.Destin l'ordre du Maître attribué à l'Univers et donc inéluctable.

HARMONIE silence des opprimés.

DÉSORDRE voix des opprimés.

ENTRER DANS LA VIE être inséré dans le processus d'exploitation.

NORMAL adapté au même.

ADULTE intégré volontaire ou aveuglé.

ENFANCE apprentissage de l'exploitation.

ENFANTS classe privée d'autonomie.

ADOLESCENTS se dit quand « enfant » devient trop ridicule à dire.

ÉDUCATION réduction aux normes imposées par l'Entreprise.

BONHEUR DES ENFANTS réduction sans douleur.

SEXUALITÉ mot. Sert à neutraliser l'énergie sexuelle.

ÉDUCATION SEXUELLE détournement de cette énergie vers la reproduction.

LIBÉRATION SEXUELLE création d'un nouveau marché.

CULPABILITÉ peur d'être puni.

FAMILLE unité de production contrôlée par l'entreprise.

MARIAGE oui au pouvoir sur les enfants.

AMOUR huile permettant le jeu de l'institution familiale.

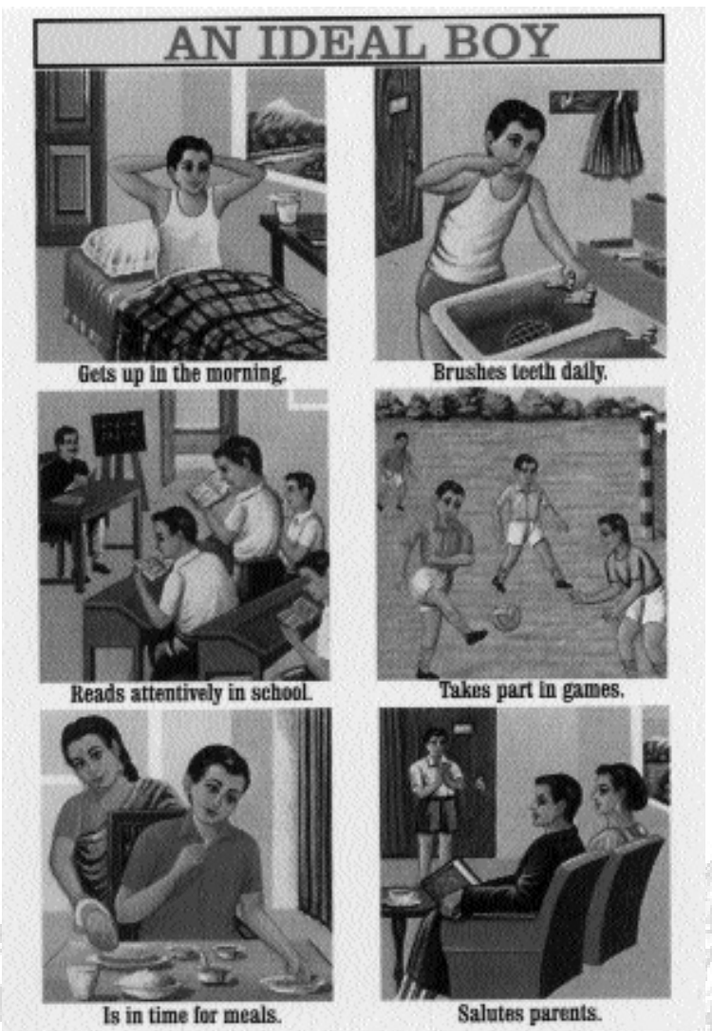
AMOUR FAMILIAL bannière bleue et rose sous laquelle est présentée au public le rapport parents-enfants, quel qu'en soit le vécu réel.

AMOUR MATERNEL au premier plan. Le plus ancien historiquement. Solidement ancré sur la « biologie » et le « destin » féminins. Exalté par une campagne séculaire d'affiches artistico-religieuses. Complexe socio-émotionnel manipulé aux fins de tenir les femmes à l'écart de la vie publique.

AMOUR PATERNEL un peu en retrait sur la photo. D'invention récente. Sa force tranquille est appelée à soutenir l'édifice, qui donne des signes d'affaissement.

AMOUR FILIAL récent. Également ancré sur la « biologie ». Sacré : au plus léger doute émis à son endroit, des cris de douleur s'élèvent, poussés par les adultes. Amour filial a pour fonction de graisser les rouages de transmission de la loi du Maître, et d'anesthésier la conscience durant les opérations mutilantes.

Extrait de **Les Enfants d'abord**, Christiane Rochefort, Grasset (1976).



Cooper un révolutionnaire et un visionnaire, au moins en germe, jusqu'à ce que l'endoctrinement familial n'atteigne un point de non-retour, et se trouve ensuite relayé par l'endoctrinement scolaire.

Le système familial vise donc à mettre fin au libre développement de la spontanéité et de l'imagination de l'enfant, jugées bien trop subversives, pour leur substituer les codes et les normes de la société. C'est le premier lieu de la socialisation de l'enfant, conçu pour lui inculquer les freins et les valeurs destinés à faire de lui un bon citoyen, conditionné et obéissant. Il n'est pas étonnant que la division introduite par la famille entre éduqué et éducateur se retrouve dans toutes les structures des sociétés fondées sur l'exploitation. Partout à l'école et à l'université, dans les usines et les bureaux, les hôpitaux et les administrations, se profilent les figures tutélaires du père, de la mère, de l'oncle ou du grand frère, destinées à reproduire à l'infini les rôles de dominés et de dominants indispensables à la bonne marche de la société capitaliste. Lieu de reproduction des dominations par excellence, la famille permet aux individus de projeter sur leur propre famille d'adoption le conditionnement qu'ils ont subi durant leur enfance, et de confirmer ainsi ce système des rôles en les faisant à leur tour passer du statut de dominé à celui de dominant. Instrument de conditionnement idéologique essentiel, la famille est là pour nous déposséder de nous-mêmes et nous permettre d'intérioriser et de sublimer les structures d'autorité sans jamais les remettre en question. Et cette intériorisation initiale des structures familiales poursuit l'individu bien après son enfance, quel que soit son éloignement, faisant de la famille un ennemi polymorphe, à la fois extérieur et intérieur, réel et fantasmé.

« NOUS, NOTRE FAMILLE, NOTRE ÉTAT »

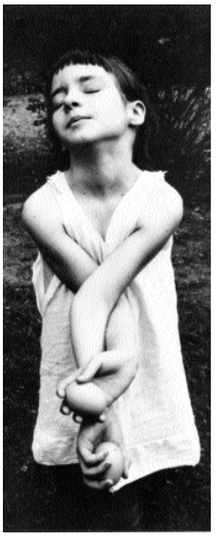
La cellule familiale n'apprend donc pas à l'enfant comment survivre en société, mais comment s'y soumettre. Lieu d'aliénation plutôt que d'épanouissement, elle est à la fois contrôle du temps, de l'espace, de la parole et du corps, et non pas ce terrain d'expérimentation qui permettrait à l'enfant de prendre conscience de sa propre individualité. Contrôle du temps, elle impose à l'enfant le rythme et l'emploi du temps de la société ; contrôle de la parole, elle l'écartèle entre dit et non-dit, dicible et indicible ; contrôle de l'espace, elle trace une frontière implicite entre le dedans et le dehors, le Nous familial se construisant dans l'opposition à un Eux étranger : « Nous, notre famille, les familles de notre famille, notre école, notre église, notre ville, notre État, notre pays, notre téléviseur, nos meubles et notre tante Jessie sont réels et vrais ; nous pouvons avoir confiance les uns dans les autres et nous avons une vie "pleine". [...] Et ceux pour qui NOUS n'existons pas n'existent pas » [1]. La famille comme système de connivence n'existe que par l'implication de tous ses membres, implication permettant à chacun de se soumettre aux autres, et de faire que les autres se soumettent à soi. Une de ses forces est de faire intégrer à l'enfant l'idée que c'est la cellule familiale que l'on doit protéger, et non pas les individus en son sein. L'expérience de la famille comme première forme d'abnégation sociale, qui permettra par la suite au travailleur de défendre son entreprise plutôt que ses collègues, au militant de défendre son Parti plutôt que ses membres, au citoyen enfin de défendre sa Patrie plutôt que ses congénères.

La préservation de la famille, rattachée à la préservation de soi et de son monde artificiel, se présente ainsi comme sécurité illusoire « qui élude le doute et qui par conséquent détruit dans la vie ce qui nous donne le sentiment de la vie elle-même » [2]. Il existe une véritable mythologie de la famille, assez forte pour faire oublier l'expérience concrète, charnelle, au profit d'une vision idéalisée et inexistante de l'épanouissement familial. Tout est fait pour que personne ne puisse douter de sa capacité à engendrer santé mentale et bonheur, et risquer ainsi de rendre visibles ses fonctions politiques et ses mécanismes de perpétuation des normes sociales. La famille fonctionne grâce à des règles qui ont pour but de rendre inexistant ce qu'elles veulent refouler. Ce refoulement accompli par chaque membre n'est rendu nécessaire que parce que les règles familiales l'exigent. Et quiconque osera braver ces règles sera confronté au poids de la culpabilité (en jeu dans toutes les contraintes sociales), sentiment inculqué dès l'enfance, et qui ressurgira à chaque fois que l'on tentera de braver des règles sociales.

Plus les normes sociales sont profondément programmées en nous et plus elles nous apparaissent comme des lois naturelles. Il en va ainsi de la famille, première forme de conditionnement social, conçue pour nous faire croire que nous pourrons trouver en elle sécurité et équilibre, alors même qu'elle est insécurité et violence feutrée. Mais la famille doit aussi exister pour nous pousser à dépasser le conditionnement qu'elle nous a fait subir. Se détacher de sa famille, comprendre son passé, sont donc des étapes indispensables à l'affirmation spontanée de son autonomie vis-à-vis du système. Ce, afin de devenir non pas objet du désir des autres, mais sujet de notre propre désir, et de renouer ainsi avec le langage oublié de notre enfance. **Anne Quadri**

1. Ronald D. Laing, **La Politique de la famille**, Stock (1972).

2. David Cooper, **Mort de la famille**, Seuil, coll. « Points Essais » (1972).



DOSSIER

HORS DU CADRE PARENTAL ET SCOLAIRE, LES RELATIONS ENTRE ADULTES ET ENFANTS DIMINUENT ET, À CAUSE DES LOIS, SONT DE PLUS EN PLUS ASEPTISÉES. FORMATEUR À L'ÉCOLE DE FORMATION PSYCHOPÉDAGOGIQUE, AUTEUR DE **TRAVAILLER AVEC LES FAMILLES** ET FONDATEUR DE L'ASSOCIATION I**NTERMÈDES**, **LAURENT OTT** DÉCRIT COMMENT CE DÉFICIT RELATIONNEL À L'ŒUVRE, ENTRE AUTRES, DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, IMMERGE LES ENFANTS DANS UNE SOLITUDE INQUIÉTANTE.

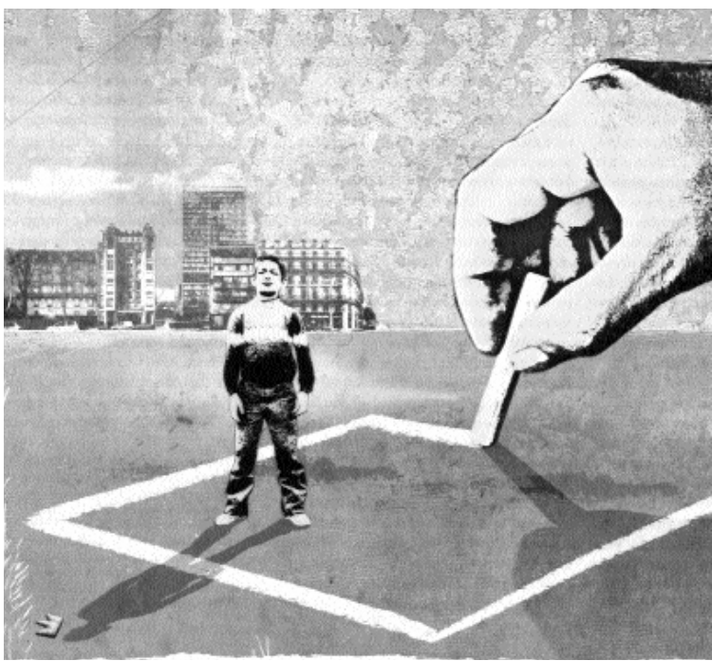
LA SOLITUDE DES ENFANTS

LE PHÉNOMÈNE commence à être assez ancien, mais il doit cependant être encore souligné car il n'est pas visible du premier coup d'œil : la situation des enfants en France et dans les principaux pays de l'Union européenne, pour être de plus en plus au centre de mesures, de lois et de réglementations sophistiquées, reste toujours préoccupante. En effet, si l'action des services spécialisés et des professionnels de l'enfance est de plus en plus encadrée, surveillée, réglementée, soupçonnée même, cela ne veut nullement dire que les enfants seraient de mieux en mieux accompagnés dans la vie sociale. La multiplication des services et des activités de loisirs et parascolaires ne doit pas venir faire écran à l'envers du phénomène : il existe de moins en moins d'adultes qui seraient chargés de l'accompagnement et de l'encadrement d'un même groupe d'enfants vivant à proximité, sur le long terme. Quant aux parents, pour schématiser, on peut malheureusement, et de plus en plus souvent, les ranger en deux catégories : d'une part, ceux qui sont toujours plus absorbés par leur travail, déplacements, stages, formations, et qui sont très absents ; et ceux qui, pour être exclus de la vie économique, sociale et culturelle, ont beau être présents à la maison, n'en sont pas moins dans l'impossibilité d'assurer un réel accompagnement dans l'environnement social et culturel urbain. Bref, les bulletins municipaux de la plupart des villes ont beau ressembler à un catalogue de cocagne avec leur lot d'activités (le plus souvent directement ou indirectement payantes), il n'en reste pas moins que de très nombreux enfants des villes passent l'essentiel de leur temps libre enfermés chez eux, ou dans les espaces publics tout proches, dans une effarante solitude, parfois entrecoupée par un trop bref séjour ou une activité sans lendemain…

Atomisation des groupes de vie d'enfants et de leur temps.

DE MOINS EN MOINS DE CONTACTS AVEC LE QUARTIER

La solitude relationnelle que subissent les enfants des villes est due à la baisse des relations sociales et des solidarités qui caractérisaient les milieux sociaux organisés qui comportaient une très forte dimension d'accompagnement et d'encadrement de l'enfance. Il ne reste plus grand chose de ces traditions, à part les mouvements d'éducation populaire et les mouvements scouts. Cette baisse d'influence de l'accompagnement de l'enfance au quotidien est le résultat d'une forte professionnalisation des métiers de l'enfance, de l'animation et de l'éducation, qu'on ne saurait déplorer. Cependant, les structures professionnelles, d'abord municipales et associatives et, de plus en plus, privées, connaissent un double mouvement qui caractérise leurs pratiques éducatives : l'atomisation des groupes de vie d'enfants et de leur temps.
Quand l'enfant fréquente un dispositif d'animation, culturel ou social, il y est de moins en moins souvent mêlé aux enfants de son quartier. C'est une nouveauté que l'on n'a pas assez signalée ou étudiée. De nombreuses communes centralisent leurs centres de loisirs et n'y intègrent plus qu'une fraction de leur population enfantine, ceux dont les parents travaillent, ceux qui sont inscrits, ceux qui sont à jour dans leurs cotisations et leurs factures. De nombreuses maisons de jeunes ne fonctionnent pas autrement. Tous ces éléments concourent à limiter l'effet de socialisation des enfants dans leur environnement réel et proche. À la confrontation régulière et soutenue des enfants du voisinage se substitue la rencontre avec des enfants du même milieu, mais auprès desquels on ne vit pas ; on y perd la rencontre de l'hétérogénéité et le suivi de relations durables. C'est ainsi que, dans une même ville, se côtoient sans se rencontrer des



A LIRE

Travailler avec les familles. Parents-professionnels : un nouveau partage de la relation éducative
Laurent Ott , Erès, 2004

Alternatives au sécuritarisme en éducation
Actes d'une journée d'études organisée par Intermèdes avec le MES, Claris et l'Icem en juin 2002, éd. Jeunesse et Droit.

groupes d'enfants qui ne fréquentent ni les mêmes lieux, ni les mêmes intervenants et activités. Le phénomène ne serait pas nouveau s'il se limitait à un cloisonnement entre classes sociales ; cependant, il s'est démultiplié y compris au sein des mêmes milieux, du même quartier. Seule l'école publique semble demeurer le dernier espace de socialisation un peu efficace. Jusqu'à quand ?

DES LOISIRS « ZAPPING »

Cette atomisation « spatiale » se double d'une autre forme d'instabilité temporelle. Les enfants des villes et, singulièrement, des quartiers ont intégré des modes de fréquentation des structures de loisirs, éducatives, culturelles ou sociales, que l'on a baptisées trop facilement « zapping » : les enfants ayant tendance à ne venir dans les structures qu'à l'occasion d'événements ponctuels. Par ailleurs, de nombreux enfants commencent des activités sportives et ne les poursuivent pas en cours d'année ; ils sont également très nombreux à avoir essayé, année après année, différentes disciplines, sans s'investir durablement dans aucune. Traditionnellement, les explications convoquées pour expliquer ce phénomène qui désoriente les équipes tiennent toutes en un jugement péjoratif sur les enfants et les familles : ils ne sauraient pas s'investir, ne souhaiteraient que consommer. Passent ainsi à la trappe d'autres explications bien plus pertinentes : c'est souvent au moment d'acheter du matériel coûteux, de réaliser des démarches administratives ou de se faire accompagner par des adultes disponibles (transport, etc.) que les enfants semblent abandonner. Ce type d'abandon traduit moins un souci de convenance personnelle que la difficulté des enfants à mobiliser des parents usés, découragés et en difficulté.

En parallèle avec cette parcellisation des modes de fréquentation des structures et lieux éducatifs par les enfants, on trouve une autre parcellisation avec la spécialisation des intervenants professionnels. La figure de l'animateur généraliste est devenue rare et se trouve dévalorisée. L'animation socioculturelle est par ailleurs elle-même grandement concurrencée par d'autres structures spécialisées à dominante linguistique, culturelle, sportive ou artistique. Au sein même de l'animation socioculturelle, les spécialisations ont fait florès et on ne compte plus les animateurs qui ne contactent les enfants qu'à partir d'une discipline qu'ils ont fait leur, et qui semble leur conférer une plus grande légitimité professionnelle. On a ainsi vu se multiplier des intervenants d'une seule discipline qui n'ont pas vocation à travailler dans la durée et le quotidien avec les enfants. Leur conception du travail éducatif reste très empreinte d'un souci disciplinaire. Les particularités de l'enfant ne concernent ces animateurs que dans la mesure où elles affectent la participation aux activités qu'ils proposent.

LE QUOTIDIEN DÉVALORISÉ

D'une façon générale, le travail éducatif quotidien qui suppose la connaissance de l'enfant, la prise en compte de son évolution et de sa famille, est partout en baisse dans les structures d'animation généralistes. Cela se traduit également par une certaine perte de valeur du temps passé ensemble dans ces structures, en dehors des activités. Globalement, les centres de loisirs ont développé ces vingt dernières années un fonctionnement inspiré par le modèle scolaire : le planning, les sorties mises en avant au détriment du temps du quotidien, etc. La construction de l'identité du groupe d'enfants, dans une structure qui a tendance à proposer un catalogue d'activités, est rendue difficile. Du coup, l'établissement des relations entre enfants et avec les adultes n'est souvent vécu que sur un versant réglementaire. On semble avoir perdu de vue l'importance qu'il y a pour les enfants à appartenir à

LA MAISON ROBINSON
UNE ALTERNATIVE À L'INSTITUTION

IMPLANTÉE à Longjumeau, dans l'Essonne, l'association **Intermèdes** travaille sur de nouveaux types de médiations éducatives liés à la co-éducation et à l'initiative sociale et citoyenne. De 1999 à 2004, elle a animé la **Maison Robinson**, un espace gratuit ouvert aux enfants de tous les âges, mais aussi aux parents. Cette « permanence éducative de proximité» , installée à la fois dans un appartement et dans l'espace public, six jours par semaine, accueillait des enfants de 7
à 13 ans qui, sans inscription préalable, pouvaient bénéficier d'un accueil individuel ou participer aux activités collectives (bibliothèque et ludothèque de rue, ateliers d'écriture, goûters, animations de quartier, etc.). Du fait de la liberté de circulation des enfants, la rue, investie par les jeunes, était devenu un lieu de vie.

Le but initial de la **Maison Robinson** était de lutter « contre la solitude enfantine » et d'offrir un soutien à la fonction parentale – les animateurs entrant en contact avec les parents par le biais des enfants. En s'appuyant sur la **pédagogie Freinet**, entre autres, en valorisant les liens, la réciprocité et des rapports basés sur la coopération et la confiance, les permanents de la **Maison Robinson** (de deux à cinq) ont su gagner la confiance des enfants et des adultes et réussi à toucher plus de deux cents jeunes et leurs familles. Les animateurs soutenaient également les enfants engagés dans des initiatives ouvertes sur l'espace social et accompagnaient les jeunes les plus « fragilisés » et leur famille. Au fil des manifestations locales, des groupes de projets d'adultes et de parents ont vu le jour sur le quartier.

La **Maison Robinson** constitue un exemple d'action éducative ouverte et antisécuritaire. Elle a permis de revaloriser la présence des enfants dans les quartiers au lieu de la criminaliser, et donné l'occasion à ces mineurs et à leurs parents d'être acteurs dans leur environnement. Cette structure ouverte proposait un modèle de co-éducation prenant en compte l'environnement local, social, urbain, culturel et politique. Plutôt que de pénaliser les familles et de les dénigrer en les accusant de démission, il s'agit au contraire de lutter contre le désengagement éducatif des institutions, écoles ou structures de loisirs et de culture. L'action de la **Maison Robinson** se situe, en fait, au croisement de l'éducation populaire, de l'animation et du travail social. Ce fut également une action de développement communautaire, au sens d'une communauté non d'origine, mais à bâtir ensemble dans l'hétérogénéité. Malgré la fermeture de cette structure, **Intermèdes** poursuit sa contribution à des actes de recherche et à la capitalisation d'expériences éducatives innovantes, en faveur d'un développement social et éducatif local.

Site :
http://fondation.intermedes.free.fr

un collectif au sein duquel se construit l'identité personnelle en relation avec les autres. La représentation de l'enfant qui se dégage de ces pratiques est celle d'un enfant abstrait, isolé et consommateur d'activités.
Certes, on a vu se développer dans les quartiers ou dans leur proximité des formes d'accueil assez souples, souvent l'été. Cependant, ces modes d'accueil se caractérisent aussi par les limites d'âge, par une tendance massive à se cantonner au contexte sportif, par le fait que ces accueils ne sont en général pas suivis pendant l'année et sont souvent gérés avec peu de rigueur et d'exigence.

MOINS DE LIENS, PLUS DE LOIS

Cette perte de la construction de l'identité des groupes d'enfants comme groupes de vie a de nombreuses conséquences. L'enfant accueilli dans une structure sur-spécialisée ne peut faire l'expérience qu'il y est accueilli pour lui-même. Ses capacités d'expression dans une telle structure restent très limitées : toute expression intempestive de soi passe pour de la perturbation et les lieux d'accueil développent de plus en plus des panoplies complètes de mesures coercitives (règlements, permis à points, etc.). La « loi » y semble avoir pris toute la place au détriment du « lien ». L'intervenant lui-même ne sort pas indemne de cette inversion du couple « loi/lien » et de cette relégation de la dimension relationnelle et groupale au profit d'une technicité et d'une professionnalité réaffirmées. S'il semble y gagner une certaine valorisation, notamment aux yeux des familles, il apparaît pour les enfants comme en déficit perpétuel d'autonomie et de responsabilité. L'autorité de tels adultes, pour être réaffirmée dans des domaines très limités, n'en ressort pas moins globalement affaiblie dès lors qu'il s'agit d'intervenir dans le quotidien des enfants, de régler leurs conflits ou d'aborder leurs difficultés personnelles. Ce déficit d'autorité se manifeste par la mise en cause des animateurs (la recherche des limites), ou bien par la désertion par les enfants qui auraient pourtant le plus besoin d'accompagnement.
Le gain de professionnalité et de reconnaissance recherché par les animateurs et les intervenants éducatifs cache ainsi un curieux revers : la compétence du technicien de l'animation signe souvent la perte de la conception même de l'accueil, du choix de la pédagogie, de la liberté d'entreprendre et de se lancer avec les enfants dans des aventures éducatives. Or, c'est ce genre d'adultes que les enfants, aujourd'hui comme hier, souhaitent rencontrer et fréquenter : des adultes capables de sortir de leurs activités habituelles et de partager avec les enfants l'incertitude, la nécessité d'apprendre et le risque. Autant dire que ceux-ci n'en rencontrent plus beaucoup…

Des adultes capables de sortir de leurs activités habituelles et de partager avec les enfants l'incertitude, la nécessité d'apprendre et le risque.

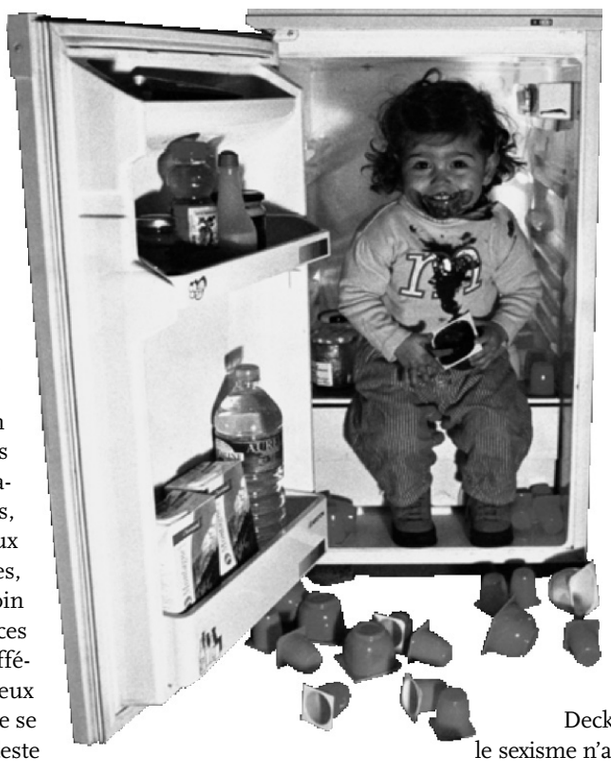
POUR UN RÉEL ACCOMPAGNEMENT DURABLE

Pourtant, les modes d'action à mener sont bien connus et évoluent peu. Il s'agit d'instaurer dans la proximité des lieux de vie des enfants des espaces qui leur soient ouverts ; c'est-à-dire des formes d'accueil basées sur le volontariat, libres, gratuites, sans démarche administrative préalable, qui permettent aux enfants de partager des expériences de vie avec une équipe d'adultes stable et investie à l'année sur un même territoire. De tels lieux existent ou ont existé : Les Alouettes, à Palaiseau ; le Club Tournesol, à Paris, ou la Maison Robinson, à Longjumeau (voir encadré). Ces structures instaurent une forme d'animation dans les quartiers, basée davantage sur la construction de relations éducatives et sociales durables plutôt que sur une logique d'activité ou d'équipement. Il s'agit de créer et de développer, entre la famille et l'école, les espaces éducatifs qui font cruellement défaut, et qui seraient économiquement et humainement moins coûteux, loin s'en faut, que le financement des équipements et dispositifs actuels.
La persistance à ne pas mettre en place de tels lieux d'accueil et d'activité pour tous les enfants ne tient pas à la simple ignorance, ni même à des arguments économiques, pourtant plus convaincants ; les freins qui bloquent la mise en place d'une véritable politique de co-éducation sont avant tout idéologiques. L'éducation ne pouvant être réduite à une marchandise, ni être offerte au secteur marchand, elle est renvoyée dans le discours officiel à la famille et au domaine du privé. Quitte pour cela à pénaliser les parents qui ne pourront pas « assurer », et les enfants qui en sont les victimes…

Laurent Ott

L'ENFANT ROI... DE LA CONSOMMATION

LA FRÉNÉSIE de consommation qui s'empare des sociétés occidentales est imputable au système social et économique dans sa globalité. C'est la pub qui ancre certains produits et certaines marques dans les désirs et les goûts contemporains. Les annonceurs ont, dès les années quatre-vingt, perçu les bouleversements qui affectaient les familles françaises comme la hausse du pouvoir d'achat, le développement du temps libre et la focalisation sur les besoins et les désirs des enfants. Ils ont donc compris l'intérêt de faire de la pub pour les enfants. En effet, depuis plusieurs années, la publicité s'adresse directement à l'enfant plutôt qu'à ses parents, car c'est lui qui oriente considérablement le choix des foyers en matière d'achats.



Pour mesurer la concentration des produits pour enfants dans les écrans publicitaires des quatre grandes chaînes françaises, une analyse à été menée sur deux semaines à des dates différentes, une semaine ordinaire, assez loin de Noël et la semaine des vacances de la Toussaint. Une vraie différence apparaît entre ces deux moments. La semaine ordinaire se spécifie par une présence modeste de spots publicitaires pour des produits pour enfants(10 % des messages publicitaires), alors que, pendant la Toussaint, le nombre de spots passent à 32 % !

Selon l'institut d'audience Médiamétrie, la publicité représente 10,4 % des programmes consommés par les 4/10 ans. Les enfants sont de plus en plus acteurs de l'économie marchande, les publicitaires l'ont bien compris et présentent la consommation comme « un moyen de construire son identité ». Les 4-10 ans représentent, en France, en matière de consommation, plus de 131 millions d'euros, qui proviennent de leur argent de poche. Ce chiffre ne prend pas en compte l'influence des enfants dans le choix des foyers en matière d'achats... Remarquons aussi que, dans les grandes surfaces, certaines marques négocient leur emplacement dans les rayons (Haribo, Danone, pour ne citer qu'elles). En effet, rien ne leur échappe, les rayons qui sont à la portée visuelle et physique des enfants sont un élément dont les industries tiennent compte. En plus de cela, les publicités pour l'alimentaire phagocytent 70 % des spots destinés aux enfants, contre 42 % pour les adultes, selon la Direction générale de la santé. Les enfants sont donc plus que jamais les proies des publicitaires qui connaissent l'influence, dans notre société, de l'enfant consommateur. De plus, les marques des produits consommés entre 4 et 15 ans, sont celles qui seront achetées à l'age adulte à plus de 90 %. Pas étonnant que la société capitaliste s'adresse ainsi aux enfants...

Un autre fait remarquable concernent les jouets. Non seulement les enfants choisissent à plus de 86 % les jouets remarqués dans des spots publicitaires mais, en plus, les marques se mettent à envahir tous les interstices des jouets des enfants. Smoby, constatant en 2001 une chute des ventes, a signé un contrat pour avoir le droit d'utiliser certaines marques. Ainsi, les petits garçons jouent à bricoler avec des perceuses Black & Decker et, comme dans ce domaine, le sexisme n'a pas cours (!), les petites filles jouent à la marchande avec des produits alimentaires de vrais marques en modèles réduits. Mais attention, on utilise les marques que les enfants préfèrent : dans les épiceries de Smoby, on ne trouve pas de ketchup Heinz mais du Ketchoupi, bien plus connu des petits Français... Ce lobbying commercial a bien marché, Smoby a redressé ses ventes et les a même augmentées. Remarquons, dans cet exemple, à quel point la consommation fait pression sur les enfants. Autre fait nouveau découlant de cet exemple : c'est Smoby qui achète aux fabricants le droit d'imiter leurs produits. Les industriels du jouet, pour ne citer qu'eux, en voulant inciter les enfants à consommer, ont continué à imiter en tout point la société adulte, jusque dans les marques utilisées par ces derniers. Les marques ne payent plus pour faire de la pub, les fabricants de jouets viennent à elles pour relancer leurs ventes et les payent... **Karoline**

SOURCES :
article de M. Dagnaud, « Les enfants, acteurs de l'économie marchande », in **Sciences humaines**, hors série « L'enfant » n° 45, 2004.

DANS LE VENTRE DE L'OGRE

DOSSIER

EN JANVIER 2005, LE COLLECTIF PARISIEN **ALERTEZ LES BÉBÉS** PUBLIAIT ET DIFFUSAIT UNE BROCHURE QUI FAISAIT LE POINT SUR LES CONNEXIONS ENTRE LA POLITIQUE SÉCURITAIRE ET LA LOGIQUE DE L'ÉDUCATION NATIONALE. NOUS REPRODUISONS UN PASSAGE DE CETTE PARUTION QUI SOULIGNE À QUEL POINT LA CRIMINALISATION DES MINEUR-E-S EST REVENUE À L'ORDRE DU JOUR.

L'ÉCOLE N'EST PAS UN MONDE à part de la société. Elle n'échappe ni aux lois du marché ni aux besoins de l'entreprise. La fonction de l'école, dans une société capitaliste, est de former des travailleurs. Cela n'a jamais changé, même si pendant les années soixante-dix, le taux de chômage extrêmement faible aidant, la fonction économique de l'école a été partiellement remise en cause (tentatives d'expériences pédagogiques échappant à la logique de l'État, Dolto dans chaque foyer, remise en question de la supériorité du travail intellectuel sur le travail manuel, etc.). Cette critique, par son ampleur, a été capable momentanément de ralentir les réformes utilitaristes de l'État en mettant en avant l'autonomie des élèves (foyers gérés collectivement par les lycéens), l'expérience des débats critiques (assemblées générales fréquentes dans les lycées et débats à l'ordre du jour dans les classes). Assez rapidement, l'État, sur la défaite de ce mouvement, a, pour le rendre inoffensif, détourné les idées qu'il contenait ; par exemple, l'autonomie, pourtant indissociable du collectif, s'est transformée en valorisation de l'individu qui réussit non plus avec, mais au détriment des autres.

Contrairement aux idées répandues, ce n'est pas le « laxisme post-soixante-huitard » qui est à l'origine de la crise de l'école, ce sont les contraintes imposées par le marché.

Même si ces luttes ont pu ralentir la logique de l'État, celui-ci n'a jamais cessé de poursuivre au sein de l'institution scolaire son but initial. Contrairement aux idées largement répandues par l'ensemble de la classe politique, ce n'est pas le « laxisme post-soixante-huitard » qui serait à l'origine de la crise que connaît aujourd'hui l'école, ce sont bien les nouvelles contraintes imposées par le marché qui dictent les orientations du système scolaire : chômage croissant, précarité des emplois et des statuts, développement du travail intérimaire, délocalisation, déqualification. L'école doit gérer aujourd'hui une génération dont l'avenir est de dériver entre RMA, emplois précaires, chômage : adaptabilité, polyvalence. L'école n'a pas comme fonction de dispenser un savoir général qui permettrait à chacun de choisir entre différents emplois stables (le grand mythe de l'éducation démocratique et républicaine) mais d'apprendre à chacun à accepter de se conformer aux nouvelles règles qui définissent le comportement d'un bon citoyen, qu'il soit chômeur, travailleur ou précaire. Et comme cette réalité n'est pas facile à imposer, et pour cause, la tendance est plutôt à la répression. (...)

PARENTS : SURVEILLÉS ET SURVEILLANTS

Les parents, après des années de propagande les désignant comme responsables du comportement de leurs enfants dans la société, sont désormais assujettis par la loi, qui les oblige à être des agents du contrôle social prévenant tout écart de conduite de leurs bambins, faute de quoi ils en deviennent les complices.

Depuis le colloque de Villepinte, en 1997, un large consensus politique entérine l'échec de la prévention pour axer les efforts gouvernementaux sur le tout-sécuritaire et l'idéologie qui l'accompagne : individualisation, psychiatrisation, criminalisation ; ce ne sont plus les choix politiques, économiques qui sont à remettre en question quand l'échec est patent mais l'individu archaïque incapable de s'adapter à la « modernité ». Ce n'est pas son environnement social qu'on interroge mais plutôt son entourage familial, qui est désigné comme l'origine du dysfonctionnement. Par exemple, dans le cas de l'absentéisme de l'enfant, tout un dispositif se referme sur le parent « démissionnaire », aussi infantilisant que culpabilisant. De l'école pour parents, faite pour éduquer, à la suppression ou la mise sous tutelle des allocations à l'assistance éducative de la famille, tout ceci permet à l'État de s'immiscer dans de nombreux foyers et de déposséder partiellement ou totalement de l'autorité parentale des familles qui sont le plus souvent les plus démunies. L'amende reste

une sanction forte, prétendument égalitaire (même si le législateur a omis de la calculer sur la base du quotient familial). Les mesures de suspension d'allocations n'ont pas été retenues par le gouvernement pour pénaliser l'absentéisme, il est réconfortant de constater que seulement dix-sept caisses d'allocations familiales sur cent vingt-trois avaient accepté de collaborer à cette besogne. L'exemple phare anglo-saxon va plus loin. Les parents peuvent devenir de véritables matons chargés de garder leurs enfants assignés à résidence avec ou sans bracelet électronique, de contrôler leurs fréquentations, sous peine d'emprisonnement. L'absentéisme est décrit en France comme un véritable fléau alors qu'il faut en relativiser l'ampleur. Il devient un délit majeur, désignant les enfants et les parents comme des délinquants qu'il s'agit de redresser. Un dispositif humiliant « propose aux parents désemparés par les événements de suivre un module de soutien qui les aidera à restaurer leur autorité », explique-t-on au ministère de la Famille. Si cet accompagnement créé par le préfet de chaque département ne permet pas de redresser la barre, les psychologues, éducateurs, conseillers conjugaux ou délégués de parents d'élèves pourront visiter les familles jusque dans leur domicile. Si l'absentéisme persiste, l'État aura alors fait le maximum et passera à l'amende (750 euros). Si les parents refusent de se plier aux injonctions, les textes permettent de les poursuivre pour défaut d'éducation et de les condamner à deux ans de prison et à 30 000 euros d'amende. Un enfant est considéré comme absent s'il a manqué la classe sans motifs « légitimes » ni excuses « valables » au moins quatre demi-journées dans le mois. Alors, l'inspecteur d'académie pourra activer le dispositif. (...)

DE LA CLASSE RELAIS À LA PRISON

L'instruction reste obligatoire jusqu'à 16 ans, mais comme l'âge pénal a baissé de 16 à 13 ans depuis août 2002, l'enfant est encadré par une double compétence collégiale, celle du professeur et celle du juge. Les classes relais mises en place sous Allègre à la rentrée 1997, et qui continuent leur carrière sous tous les gouvernements depuis lors, s'adressent à des élèves de collège « entrés dans un processus évident de rejet de l'institution scolaire ». Fillon en prévoit mille cinq cents pour 2010. Ce qui est appelé « rejet » dans ce texte, ce sont des manquements « graves et répétés au règlement intérieur », « un comportement agressif », « un absentéisme chronique non justifié qui a donné lieu à des exclusions temporaires ou définitives d'établissements successifs » ; il peut également se manifester par une « extrême passivité, une attitude de repli, un refus de tout investissement réel et durable ». Les classes relais concernent des enfants de 14 à 16 ans en voie de déscolarisation mais ayant un potentiel intellectuel normal et ne souffrant pas de troubles de la santé. Ces structures créées en partenariat avec la PJJ « accueillent » des jeunes pour une durée n'excédant pas un an, en moyenne d'un trimestre. Si leur comportement n'est pas conforme (« écouter les adultes, respecter la parole des autres, avoir son matériel, effectuer le travail en classe et à la maison »), l'élève fera l'objet d'un entretien avec son aide éducateur référent ; si aucune amélioration n'était constatée, les parents de l'élève seront convoqués ; si le comportement de l'élève ne change pas, il sera mis fin à la session.
Depuis août 2002, la loi ne prévoit plus d'atténuation de la peine due au jeune âge. L'enfant est responsable de ses actes comme un adulte. La majorité pénale est déplacée de 16 à 13 ans, puisqu'à cet âge on est « capable de discernement ». Dès 10 ans, il est prévu des sanctions éducatives pour les chenapans, qui deviennent du coup des délinquants à surveiller de près : « confiscation de l'objet ayant servi à la commission de l'infraction, interdiction de paraître en certains lieux, interdiction d'entrer en rapport avec la victime, accomplissement d'un stage de formation civique, d'une mesure d'aide ou de réparation ». Pour les 13-16 ans, la justice se doit de donner une réponse claire et rapide, elle prévoit une procédure de jugement rapproché qui permet au procureur de les poursuivre devant les tribunaux dans un délai compris entre dix jours et deux mois. Pour eux, la perspective de la prison se précise dès qu'ils encourent une peine criminelle ou qu'ils se soustraient aux obligations d'un contrôle judiciaire, ou à une mesure de placement dans un centre fermé. La mise en détention ne dépend pas seulement de la gravité de l'acte mais du comportement de l'enfant, c'est sa capacité à se soumettre au cadre qui déterminera la réponse plus ou moins violente de l'institution. Pour répondre d'une manière efficace, l'État prévoit, pour le moment, dans son projet de construction de nouveaux lieux d'enfermement pour les enfants, six cents places de centres fermés avant 2007 et neuf cents places de prison pour mineurs.
Il y a un siècle, un réformateur comme Victor Hugo posait comme antagoniques l'école et la prison. Aujourd'hui, la prison et l'école font bon ménage, éducateurs et instituteurs peuvent exercer à l'intérieur des murs : la prison est l'élément répressif nécessaire à l'existence de l'école, et l'école est l'alibi indispensable à l'existence des prisons. **Collectif Alertez les bébés ! (alertezlesbebes@yahoo.fr)**

A LIRE

Maltraitance sociale à l'enfance
Nicole Maillard-Déchenans,
Ed. Solidarios,
2004.

RÉSEAU ÉDUCATION SANS FRONTIÈRES

LE RÉSEAU éducation sans frontières (RESF) est né le 26 juin 2004 dans la foulée des mobilisations d'établissements scolaires pour la défense d'élèves sans papiers. L'initiative consistait alors à réunir des collectifs de lutte locaux, avec des syndicats de l'enseignement (FSU, FERC-CGT, SUD-éducation, CNT, etc.), des organisations de parents d'élève (FCPE) et des associations de soutien aux étrangers (Cimade, Gisti, Ligue des Droits de l'homme, etc.), autour de la question des jeunes scolarisés menacés d'expulsion. Après une année et demie, le réseau a permis de mettre à jour des dizaines de situations et de mobilisations basées sur un principe simple : parmi les enfants et adolescents que vous côtoyez au quotidien en tant que profs, conseillers d'éducation, parents d'élève, camarades de classe, etc., certains risquent de disparaître du jour au lendemain parce qu'ils auront été arrêtés au petit matin avant d'être mis dans un avion. Le réseau entend mettre en lumière les conséquences des obscures législations sur l'immigration, que personne ne comprend tant le discours politicien les accompagnant est manipulateur. Ces législations ont en réalité des répercussions bien concrètes puisqu'elles menacent la vie de personnes qui peuvent être vos élèves, vos copains de classe, vos voisins. Les luttes pour la régularisation commencent en général par une pétition qui circule parmi les professeurs et les élèves. Des rassemblements peuvent être organisés devant la préfecture. Et si le préfet ne veut toujours rien savoir, la menace de mettre tout le bahut en grève finit bien souvent par le faire céder, la trouille du désordre étant supérieure à son esprit républicain. Par l'augmentation des expulsions, le gouvernement a paradoxalement considérablement contribué au développement du réseau, qui compte aujourd'hui des dizaines de collectifs un peu partout en France, éphémères (jusqu'à la régularisation du jeune défendu) ou permanents. **Tonio**

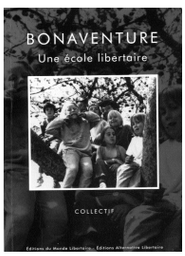
RESF a publié le guide **Jeunes scolarisés, régularisation mode d'emploi**. Infos : **www.educationsansfrontieres.org**

DOSSIER

DE 1993 À 2001, L'**ÉCOLE BONAVENTURE**, INSTALLÉE SUR L'ÎLE D'OLÉRON, A ACCUEILLI DES ENFANTS DE 3 À 9 ANS. ANIMÉE PAR DES PARENTS MILITANTS, LIBERTAIRES OU NON, CETTE « RÉPUBLIQUE ÉDUCATIVE » VISAIT À CONSTRUIRE UNE AUTRE ÉDUCATION ET D'AUTRES RAPPORTS ENTRE ADULTES ET ENFANTS. LE POINT DE VUE D'UN ANCIEN « ÉDUC' ».

UNE RÉPUBLIQUE ÉD

A LIRE



Bonaventure, une école libertaire
éditions du Monde libertaire (1995).

Bilan d'une république éducative libertaire
Bonaventure, éditions du Monde libertaire (1999).

PENDANT SES HUIT ANNÉES d'existence, le but du centre d'éducation libertaire Bonaventure a été d'éduquer les enfants « à la liberté, à l'égalité, à l'entraide et à l'autogestion, en leur donnant les moyens (juridiques, matériels, éducatifs, etc.) d'être des citoyen-ne-s à part entière d'une petite république éducative ». La pédagogie s'est articulée autour d'un pôle éducatif, composé de l'équipe pédagogique et des enfants (de la maternelle au primaire), d'un pôle parental, d'un pôle associatif constitué d'adhérent-e-s qui assurait le financement du projet (Bonaventure était gratuite) et se réunissait tous les ans en congrès pour vérifier le respect de la charte et choisir les orientations économiques et politiques de Bonaventure.

L'AUTOGESTION AU QUOTIDIEN

Le contrat social renouvelé tous les ans impliquait que tous les individus de la république éducative Bonaventure devaient vivre ensemble et s'autogérer. Des outils étaient proposés par les éducateurs puis adoptés par les enfants. Le moment le plus important était le conseil d'enfants pendant lequel les jeunes ouvraient la « boîte à propositions » qui pouvait contenir des projets de voyage ou d'activités mais aussi un changement de règle de vie ou d'emploi du temps. Ces suggestions émanaient des enfants, des éducs, des invité-e-s, des parents ou encore de l'association. Les enfants se répartissaient les rôles de président de séance, secrétaire et distributeur des tours de parole puis discutaient, validaient, amendaient ou refusaient les propositions. C'était aussi le moment

CONTRE LA CONVENTION DES DROITS DE L'ENFANT

Une déclaration des droits des enfants est-elle bien nécessaire ? Toujours est-il que la convention pour les Droits de l'enfant, rédigée en 1989, n'affirme en rien un traitement égal des générations et encadre plutôt l'oppression des plus jeunes !

« Certains passages ressemblent à une "convention pour les Droits du parent et de l'éducateur" et contredisent la base même de l'idée de l'égalité. (...) Les enfants se voient tout au plus accorder quelques droits supplémentaires. On le remarque par exemple dans l'article 12, souvent cité comme garantissant la participation de l'enfant : "Les États signataires (...) tiennent raisonnablement compte de l'opinion de l'enfant en fonction de son âge et de sa maturité". Ce qui est raisonnable, c'est bien entendu aux adultes de le décider, ainsi que l'âge auquel on commence à écouter l'enfant et aussi, bien sûr, ce qu'est la maturité. Dans la déclaration des Droits de l'homme, par contre, les droits ne dépendent absolument pas d'attributs tels que la "maturité", ni d'autres conditions comme l'âge. (...) L'article 28 établit l'obligation scolaire dans tous les cas pour la durée de l'enseignement primaire, c'est-à-dire, selon les pays, au moins jusqu'à huit ans. L'obligation scolaire est une restriction des Droits de l'homme en matière de liberté, de liberté de domicile, de liberté d'opinion, de liberté de religion, de liberté de réunion, de protection de la vie privée contre les immixtions arbitraires, de protection de la dignité humaine. Un enseignement gratuit accessible à tous les enfants serait plus aisément (...) réalisable avec un droit garanti à l'enseignement. (...) L'article 9 prive l'enfant de son droit à la liberté de domicile : il établit que les enfants ne pourront être séparé-e-s de leurs parents contre la volonté de ces derniers, sauf par décision de justice. Cet article n'a rien à voir avec un droit des enfants. (...) Il y a aussi les contradictions internes. Dans le préambule, par exemple, il est question du plein développement de la personnalité de l'enfant, alors qu'il est dit peu après que l'enfant doit être éduqué-e, et plus précisément "dans un esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté, d'égalité et de solidarité", même si ceux-ci justement ne peuvent pas être réalisés par l'éducation. Fixer un but à une autre personne et l'éduquer dans ce sens, au besoin contre sa volonté (et c'est exactement ce que signifie l'éducation), n'a rien à voir avec la démocratie. »

D'après un texte de Martin Wilke, paru dans le **KinderRächtsZeitung Regenbogen** N°23 (1998), trad. par S. Kläger et I. Caillat.

UCATIVE

de mettre en place le planning des tâches de la semaine. Il y avait aussi les « boîtes à râlage » et les « boîtes à bravo», qu'on ouvrait une fois par semaine, et dans lesquelles les enfants et les adultes pouvaient se plaindre ou applaudir une initiative. Les petits conflits étaient souvent déjà réglés. Les plus gros impliquaient parfois une réparation choisie ou validée par le groupe. L'installation d'une « bouée de violence » située loin de tout permettait aussi à des enfants énervés de se défouler.

Le projet pédagogique de Bonaventure n'a jamais cessé d'évoluer au gré des changements dans l'équipe pédagogique. Celle-ci était constitué de deux ou trois éducateurs-trices (un instit' et un ou deux animateurs-trices) qui ne travaillaient pas plus de deux ans d'affilée pour permettre aux enfants d'avoir plusieurs référents lors de leur « scolarité ». Le choix de la présence d'un-e instituteur-trice de formation s'expliquait par l'absence en France de structures alternatives au collège : en sortant de Bonaventure, l'enfant devait avoir les mêmes bases que les « autres ». Cependant, les méthodes s'inspiraient de la pédagogie de l'éducation intégrale (Francisco Ferrer) impliquant l'absence de hiérarchie entre savoirs et savoir-faire, et la pédagogie du projet (Célestin Freinet) qui met l'accent sur la transversalité des connaissances. Par exemple, les enfants proposaient en conseil de partir en classe de neige. Une fois que le projet était accepté par l'ensemble des enfants, des éducs et des parents, la mise en œuvre du projet (coût, financement, activités, emploi du temps, etc.) était l'occasion de mettre en pratique l'écriture, le calcul, la géographie, l'histoire, la physique, etc. Le leitmotiv des « éducs » était de dire qu'à Bonaventure ils n'apprenaient pas aux enfants mais qu'ils leur apprenaient à apprendre. L'adulte n'étant pas omniscient, les enfants devaient aller chercher les infos nécessaires chez d'autres personnes ressources, dans des livres, sur Internet, etc. L'école était souvent sollicitée pour des visites ou des stages et pour éviter de la transformer en zoo, il était demandé aux visiteurs de proposer un savoir ou un savoir-faire. Les enfants (et les éducs) ont ainsi eu droit à des ateliers de fonderie, de contes, de conception de jeux solidaires, de musiques, etc. Une dynamique qui allait dans le sens de la multiplication des personnes référentes.

Les individus de la république éducative Bonaventure devaient s'autogérer.

DU RÊVE À LA RÉALITÉ

Pour ma part, je suis arrivé à Bonaventure à 26 ans, anarchiste plein de rêves, de principes et de belles idées. Je ne connaissais que la critique de notre société (exploitation, domination, etc.) et avait lu pas mal de bouquins sur les révolutions. Quelle ne fut pas mon excitation lorsque j'appris l'existence d'un projet libertaire concret, qui plus est dans l'éducation ! Or, si c'est le rêve qui a servi de fondations à Bonaventure, il restait à bâtir la réalité. Une des difficultés des « éducs » était de casser la relation de domination entre enseignant-e et apprenant-e et, plus dur encore, celle entre adulte et enfant. Une tâche difficile, car nous étions justement des adultes ayant tous évolués dans des rapports « normés » de domination que nous risquions à tout moment de reproduire… De leur côté, une fois la journée finie, les enfants retournaient vivre dans leur famille, lieu de pouvoir par excellence.

Les enfants n'étaient pas des anges non plus. Je me souviens encore des deux mois de « test » qu'ils m'ont fait subir, prenant un malin plaisir à transgresser les règles de vie, sabotant des activités que j'avais préparées avec conviction, refusant de ranger les locaux, etc. : l'enfer (s'il existait) pour un ouvrier n'ayant même pas le Bafa… Le projet pédagogique excluait tout moyen de répression ou de punition : pas d'heure de colle, ni bonnet d'âne ni lignes à recopier 500 fois, etc. J'ai alors pris conscience de la différence entre pouvoir et autorité. Il fallait que je leur prouve mon autorité en tant qu'éducateur (de la même façon que le plombier a autorité en plomberie) et que je leur montre que je pouvais leur apporter des choses. Après cette période « test », je suis devenu, petit à petit, référent en informatique, en bricolage, en activités sportives. De leur côté, les enfants m'ont appris que, si les parents et le congrès de Bonaventure avaient accepté ma « candidature », c'étaient eux, au fond, qui la validait.

Les enfants de Bonaventure sont devenus grand-e-s. Certain-e-s sont en lycée autogéré, d'autres se sont impliqué-e-s au collège (du moins, la première année), certain-e-s sont de « bons » élèves, d'autres pas, mais je reste persuadé que ces enfants ont gagné en autonomie et en liberté, qu'ils soient restés quinze jours ou sept ans à Bonaventure. Quant à moi, j'y ai appris beaucoup, ne serait-ce qu'au niveau de l'autogestion. **Ludovic**

AGIR

N'Autre Ecole
Palais du Travail
9 place Lazare Goujon
69 100 Villeurbanne
fede-educ@cnt-f.org
La CNT Education réunit l'ensemble des personnels – précaires ou titulaires – travaillant dans le secteur éducatif du privé comme du public (instituteurs, professeurs, agents administratifs et techniques, etc.). Elle syndique également des lycéenNEs et des étudiantEs et agit en étroite relation avec les autres syndiquéEs de la CNT (chômeurs, salariés de l'industrie, PTT…)

POUR UNE SOCIÉTÉ SANS DISCRIMINATION D'ÂGE

« NOUS, les Défenseurs des droits des enfants, "KinderRÄchTsZÄnker" (KRÄTZÄ), demandons l'égalité entre les générations, aussi bien dans la famille que dans toute la société ; et de ce fait l'élimination de toute discrimination en fonction de l'âge. Nous croyons que l'égalité des enfants, des jeunes, des adultes et des personnes âgées est un pas important vers une société plus juste. Nous considérons que le cas des enfants est primordial, car tous les êtres humains ont été des enfants au début de leur vie, et tous ont dû faire l'expérience de ne pas être pris au sérieux, d'être exclus et de constater que les droits de l'homme ne comptent que très partiellement pour eux. »

D'après un tract de KRÄTZÄ, groupe allemand regroupant des mineurs en lutte. http://fr.kraetzae.de

« Ce que nous trouvons mauvais à l'école

- On n'apprend pas ce qu'on veut.
- Il y a trop d'élèves dans une classe.
- Il n'y a que des élèves du même âge.
- La division du temps est rigide.
- L'enseignant est seul aux commandes.
- Il faut être comme les autres le souhaitent.
- L'enseignement n'est pas intéressant.
- On apprend derrière des murs.
- La peur et la frustration quotidiennes.
- Beaucoup restent en chemin.
- C'est une prison à temps partiel.
- L'apprentissage est aussi frustrant pour les enseignants.
- En fait, l'école rate son but »

Extrait d'une affiche éditée par KRÄTZÄ.

DOSSIER

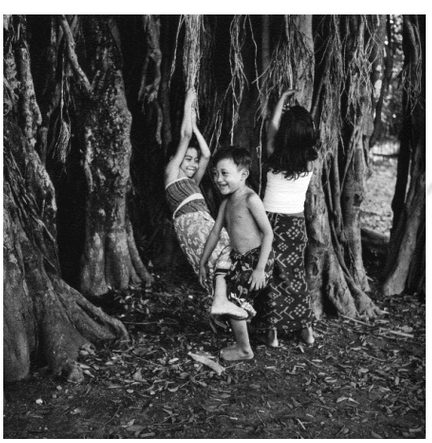
POURQUOI DES ÊTRES QUI SE PRÉTENDENT RAISONNABLES, RESPONSABLES ET MATURES, AUTREMENT DIT LES ADULTES, ONT-ILS BESOIN D'ASSEOIR LEUR DOMINATION SUR PLUS VULNÉRABLES QU'EUX ? L'ANALYSE DE CETTE DOMINATION PREMIÈRE EN DIT LONG SUR LES FONDEMENTS DE NOTRE SOCIÉTÉ.

POUR UNE **AUTRE ENFANCE**

DANS NOS SOCIÉTÉS, les enfants constituent une classe opprimée. Devant cette affirmation, de nombreux adultes, choqués, protestent : « Voyons ? On ne maltraite pas les enfants ! ». Rien de plus normal pour un oppresseur de ne pas avoir conscience de la domination qu'il exerce. Seul l'opprimé ressent la violence de la situation, l'oppresseur lui trouve cela « normale », « naturelle ». La Nature : l'argument qui justifiait (et justifie encore) la domination sur les non-blancs-ches, les femmes, les vieux-vieilles,... Il est incontestable que jusqu'à l'âge de deux-trois ans le-la petit-e humain-e n'a quasiment aucune autonomie, que jusqu'à l'adolescence les enfants sont souvent plus faibles que les adultes dans un combat au corps à corps, et qu'ils sont inexpérimentés quant aux réalités de l'existence humaine. Mais considère-t-on un grabataire, un handicapé physique ou quelqu'un d'étranger à nos coutumes comme un être dont on doit confisquer l'existence ?

PROTÉGER LES ENFANTS ?

Parce qu'ils sont ignorant et ne peuvent opposer une force de résistance suffisante, les enfants sont entre les mains des adultes, qui nous dit-on les protègent. Protéger les enfants, les mettre à l'abri du danger, signifie en pays patriarcal et capitaliste les maintenir dans une dépendance prolongée (au moins jusqu'à la majorité). Ainsi, la classe des enfants se voit octroyé le statut de mineur qui en droit signifie « incapables » et irresponsables ; elle doit se plier à l'obligation scolaire de six ans (en fait, trois ans) jusqu'à seize ans. Elle doit encore accepter l'absence d'autonomie financière, l'impossibilité de participer à la vie publique, le contrôle de ses déplacements et gestes... Tout ceci, bien sûr, étant « pour son bien ».
Les enfants ont-ils besoin qu'on leur retire tout moyen de se défendre ? N'ont-ils pas plutôt besoin qu'on les aide à grandir, en leur apprenant à éviter ou affronter le danger ? Au lieu de protection, c'est plutôt d'infantilisation dont il faudrait parler. Le fait de priver les enfants d'une autonomie (juridique, matérielle,...) entretient leur vulnérabilité et favorise les discriminations. Les adultes ont beau jeu d'en appeler ensuite à leur protection. L'idée qu'il faut « protéger » les enfants est d'ailleurs récente. Avant le XVI[e] siècle, on ne les « respectaient » pas plus que quiconque : ils étaient traités de la même manière que les adultes dont ils partageaient les activités [1]. Si les enfants de notre époque sont angoissés, capricieux, faibles, n'est-ce pas parce qu'on les maintient dans la dépendance et la soumission ? Et parce qu'ils ont intériorisé leur infériorité. Constamment dirigés, manquant de confiance en eux, leur seul espoir est de grandir, car ils voient les adultes comme des êtres qui font ce qu'ils désirent. Les adultes eux aiment voir les enfants comme des êtres libres, sur qui ne pèse aucune contrainte...
La lâcheté et le sadisme des adultes à l'égard des enfants (que Christiane Rochefort propose de nommer « misopédie ») n'ont pas de bornes. Comment s'en étonner lorsque nous baignons dans une culture où l'apprentissage de la soumission passe par la domination de plus faible que soi ? Quand il est légitime pour un adulte de faire preuve d'autorité face à un mineur ? Pourquoi se priver de décharger son agressivité sur des êtres « naturellement » inférieurs, qui représentent des exutoires faciles ? L'enfant, au bas de l'échelle sociale, subit de plein fouet les dominations (racisme, sexisme, exploitation...) Mais jamais au grand jamais il n'a voix au chapitre. Pourquoi demander son avis à quelqu'un qui n'existe pas complètement ? On considère en effet qu'une personne qui commence sa vie est un être en devenir, un potentiel. On la normalise donc pour en faire un individu conforme à son



A LIRE

Pour l'Abolition de l'enfance
Shulamith Firestone, Tahin party, 2002
Les éditions Tahin Party ont eu la bonne idée de réédité ce chapitre de La dialectique du sexe, paru en 1970 au Etats-Unis, qui résume le mécanisme de l'oppression des enfants. L'essentiel pour pas cher (2,30 euros). A mettre entre les mains de tous les enfants alphabétisés.

Pour décoloniser l'enfance
Gérard Mendel, Petite Bilbiothèque Payot, 1971
Un ouvrage majeur de l'inventeur de la sociopsychanalyse disparu en 2004 qui traite de l'Autorité, des relations entre générations, de la libération des enfants...

Les Enfants d'abord
Christiane Rochefort, Grasset, 1975 (épuisé)
L'écrivaine s'attaque au sort révoltant fait aux mineurs, et dénonce leur « réduction » que l'on nomme éducation. Un pamphlet vibrant de colère contre l'oppression des enfants.

genre, à son rang social, à ce que papa-maman, l'Etat, les patrons et les publicitaires ont prévu.
On pense que nous, adultes et parents, nous contrôlons les enfants parce que nous les aimons, alors que nous jouons le rôle de matons dans une société carcérale. Les relations d'amour et d'amitié sont forcément faussées dans un contexte de dépendance, qui plus est entre parents et enfants. L'amour fait souvent l'objet d'un chantage, entre des adultes qui « possèdent » leurs enfants et des personnes qui n'ont pas le choix. Le retrait d'amour est une menace efficace (« si tu fais ça, je ne t'aime plus… ») car l'abandon terrifie. Les enfants apprennent donc à taire leur agressivité pour correspondre aux attentes des adultes. Quant aux parents dont la vie est remplie de frustrations, ils organisent souvent leur existence autour de leur progéniture, et « se cramponnent affectivement à leurs enfants, dont ils attendent un sens donné à leur vie. [3] » Ils exigent en retour l'amour filial, sentiment obligatoire dans toute famille digne de ce nom.
Il semble que les mineurs fassent peur aux adultes ? Peut-être parce que affamés d'amour et encore sincères, ils perturbent nos balises d'adultes réduits et frustrés et déroute nos règles bâties sur le mensonge. Parce que leur vitalité met en évidence la morbidité de nos existences « raisonnables » et vient perturber une société à l'état de décomposition avancée qui est la nôtre. L'enfance dérange aussi car elle est l'âge des questions, alors que « l'adultisme » est celui des certitudes de la part d'êtres qui s'efforcent de reproduire les normes intériorisées.
Les enfants sont certes le signe du temps qui passe, de notre vieillissement et sans doute de notre mort, mais il fut un temps où ils étaient promesses d'avenir. Face à une idéologie où le futur n'existe plus (ni la mémoire du passé), l'état d'enfance est presque une anomalie. Dans ce système qui se mord la queue et qui a tué l'imaginaire, l'horizon est bouché : il n'est qu'une répétition amplifiée de ce qui existe. La seule fonction attribuée aux nouveaux-velles venu-e-s est de se plier à la Réalité Unique pour la perpétuer. C'est ainsi qu'il faut comprendre la stratégie sans précédent de contrôle de l'enfance et de la jeunesse par le biais de la police (prisons pour mineurs), de l'école (« prévention » de la délinquance dès la maternelle…), de la techno-science (bracelet électronique des nouveaux-nés [3], lobochimie des sujets rebelles, surveillance à distance par portables…).

L'INFANTILISATION GÉNÉRALISÉE

Le sort fait aux enfants révèle quel genre d'humains la société veut (re)produire. Le capitalisme contemporain exige des êtres dociles, aseptisés, transparents. Brefs, des individus infantilisés… Que veut la dictature policière sinon nous inoculer la peur comme on menacerait un enfant du loup pour le paralyser ? Que veut le capitalisme sinon nous rendre dépendants pour nous administrer la becquée ? Les slogans publicitaires le proclament : « Nous sommes tous des enfants ! », « Laissez-vous materner ! »… Autrement dit : démissionnez de vos existences pour vous laisser dorloter par la Mère-Consommation.
Les associations d'aide à l'enfance veulent soulager la souffrance de pauvres êtres vulnérables et fragiles, mais revendiquent rarement un élan de solidarité vers des égaux injustement opprimés. La lutte pour améliorer le sort des enfants, ne peut aller sans la remise en cause politique de la domination qu'ils subissent. Il suffit que nous, « anciens enfants », ne soyons pas devenus amnésiques quant à la peur qui nous habitait, aux trahisons utilisées pour nous manipuler et aux brimades exercées par plus âgés que nous.
S'attaquer à l'enfance, c'est ébranler le socle de la société : « L'oppression des enfants est première, et fondamentale. Elle est le moule de toutes les autres. »[6] Reconnaître l'enfance comme une classe opprimée, c'est donc remettre en question notre pouvoir d'adulte et accepter de regarder en face le système cruel auquel nous collaborons.
C'est aussi favoriser l'émergence d'une parole de mineurs qui ne soit pas conforme aux attentes du pouvoir adulte. Ce qui caractérise cette oppression, c'est qu'elle est muette. D'où la nécessité de la mettre à jour partout où elle s'exprime. Derrière les violences des « jeunes », les fugues, les suicides, les rébellions à l'école, les conflits familiaux, ne faut-il pas voir des tentatives de prises de parole et les signes d'un refus ? Des revendications existent portées par de (rares) groupes de mineurs en luttes : la possibilité d'avoir recours à des tribunaux pour faire valoir ses droits, le droit de vote (dès qu'ils en font la demande, suggère Christiane Rochefort), l'existence de lieux autogérés par les enfants…

POUR UNE AUTRE ENFANCE

Il est nécessaire d'abolir l'enfance telle qu'elle existe. Et après ? Gérard Mendel propose de la reconnaître comme une classe à part, forcément dérangeante, et porteuse de valeurs précieuses : le jeu gratuit, la création, l'imagination,… qui seraient alors partagées par les adultes. « Il n'est aucunement inévitable que l'humain doive cesser d'être un enfant pour devenir adulte », écrit-il dans *Pour décoloniser l'enfant*. L'intuition irrationnelle de l'enfance et la logique rationnelle de l'« adultisme » pourraient alors se nourrir l'un l'autre [4]. Si nous, adultes, décidons de déconstruire la domination que nous exerçons sur les enfants, il nous fait reconnaître la contradiction et le conflit dont sont porteurs les nouvelles générations comme des germes de progrès social, et non comme des étincelles à étouffer. **Leila**

1. C'est à la même époque qu'apparaît la nécessité de « protéger » les femmes. Avant cela, les femmes et les enfants n'étaient pas encore « différents » des hommes et des adultes.

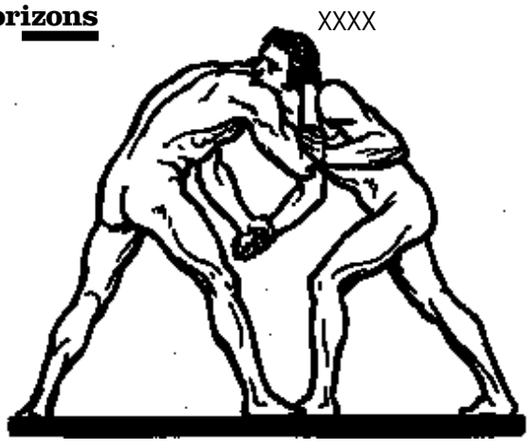
2. Dans **Pour l'Abolition de l'enfance**, Shulamith Firestone rappelle que jusqu'au XVIII[e] siècle, des garçons de six ans qui jouaient et composaient de la musique comme Mozart n'avaient rien d'exceptionnel. C'était avant le temps où on enfermait les enfants en masse dans les écoles.

3. En France, plusieurs maternités utilisent le bracelet électronique à la cheville des nouveaux-nés, contre les « vols de bébés ».

4. Gérard Mendel, **Pour Décoloniser l'enfant**.

5. « La lutte des classes d'âges (…) bien au contraire de viser à la disparition d'un des deux termes (enfance ou âge adulte) tendrait à un influencement mutuel et à la reconnaissance de la valeur conflit en soi. » **Pour Décoloniser l'enfant**.

5. Christiane Rochefort, **Les Enfants d'abord**



Mâle et fier de l'être

EN AVRIL 2005 se tenait, à l'université de Montréal, le deuxième congrès international **Paroles d'hommes**. Une centaine de personnes, dont 30 % de femmes, selon les organisateurs, sont venus en grande majorité du Québec, mais aussi de France, de Suisse et de Belgique pour assister aux interventions de psychologues, de sexologues, de psychanalystes et de travailleurs sociaux et réfléchir ensemble sur la condition masculine. L'organisateur de cette deuxième rencontre (la première a eu lieu à Genève en mars 2003) est Yvon Dallaire, psychologue, sexologue et auteur de plusieurs ouvrages dont *Homme et fier de l'être*, paru en 2000 aux éditions Option Santé, dont il est le fondateur.

Que des hommes s'organisent collectivement pour penser leur « condition », cela ne pose pas de problème a priori ; il existe au Québec des groupes d'hommes (**Hommes contre le patriarcat**, **Collectif masculin contre le sexisme**) qui reconnaissent leur position dominante à l'intérieur des rapports sociaux de sexe et qui, se déclarant pro-féministes, sont solidaires des luttes des féministes et visent les mêmes objectifs, à savoir l'abolition du patriarcat.

Cependant, le congrès **Paroles d'hommes** relève d'une toute autre analyse qui est révélatrice du ressac [1] que connaît actuellement la société québécoise. Celle-ci a indubitablement profité des luttes des femmes québécoises et d'un féminisme d'État qui a choisi la voie de l'institutionnalisation et de l'intervention concrète et organisée sur la vie des femmes. Cela se traduit aujourd'hui par un certain nombre d'institutions gouvernementales comme le **Conseil du statut de la femme**, de groupes influents comme la **Fédération des femmes du Québec**, d'instituts de recherche féministes dans la grande majorité des universités, mais aussi, et surtout, par un réseau associatif largement développé qui s'incarne dans de nombreux – sinon suffisants – centres de femmes et foyers d'hébergement pour les femmes victimes de violence. La société québécoise reste malgré tout une société qui discrimine les femmes de manière systématique ; cependant, on ne peut pas nier que ces dernières ont réussi à se doter d'outils légaux et de ressources concrètes qui ont déstabilisé et affaibli le système patriarcal dominant. Malgré cela, des voix s'élèvent depuis quelques années, émanant de ceux qui, membres privilégiés de la classe dominante des hommes blancs, ont élaboré un discours antiféministe et réactionnaire qui nie totalement l'analyse féministe du système patriarcal et de l'oppression des femmes, et qui propose une vision symétrique et a-sociologique des rapports hommes-femmes.

L'idéologie masculiniste s'abrite derrière un discours apparemment conciliateur

Ces voix sont celles des masculinistes, selon le terme introduit en France en 1989 par Michèle Le Doeuff [2], et se font l'écho de groupes d'hommes peu nombreux mais très actifs, en Amérique du Nord comme en Europe. De **SOS Papa** en France, à **Fathers 4 Justice** en Angleterre ou à **L'Après-rupture** au Québec, ces groupes ont une visibilité de plus en plus grande, notamment grâce au capital de sympathie dont ils bénéficient auprès des médias. Ceux-ci se font les relais complaisants de leurs revendications et de leurs actions souvent spectaculaires, et surfent sur la vague du politically incorrect façon Jeff Fillion [3].

QUI SONT LES MASCULINISTES ?

À première vue, les groupes masculinistes du Québec semblent très divers, tant dans l'intensité et l'affirmation de leur antiféminisme que dans les caractéristiques sociales qui les rassemblent. Certains d'entre eux sont constitués d'hommes ou de pères divorcés qui contestent un système judiciaire qu'ils jugent favorables aux femmes (**L'Après-rupture**). D'autres ressemblent plutôt à des groupes de parole sur la condition masculine, et rejoignent des hommes qui se sentent fragilisés et déboussolés quant à leur identité masculine (**Réseau hommes Québec**). D'autres encore sont ouvertement antiféministes, voire antifemmes, et fonctionnent bien souvent via Internet ; on ne peut guère parler de groupes, mais plutôt d'individus qui gèrent leurs sites et qui s'associent plus ou moins à un masculinisme organisé (http://garscontent.com/). Enfin, un autre type de masculinisme se retrouve dans une littérature psychologisante, qui fait l'apologie de la complémentarité naturelle des hommes et des femmes et qui déplore la « guerre des sexes » que mènent les féministes.

Le congrès **Paroles d'hommes** d'avril dernier a été un lieu de convergence de ces diverses tendances de la mouvance masculiniste, faisant la preuve que l'idéologie qui est à la base de sa réflexion est bien la même, à savoir la négation de l'oppression des femmes et l'opposition au mouvement féministe et à son projet de changement social.

QUE DISENT LES MASCULINISTES ?

L'idéologie masculiniste s'abrite derrière un discours apparemment conciliateur, faisant la promotion de l'harmonie entre l'Homme et la Femme et revendiquant l'égalité pour tous. Mais le postulat de base qui sous-tend leur réflexion est que les femmes ont obtenu l'égalité avec les hommes grâce à leurs luttes antérieures, et que la société vit maintenant une ère où ce sont les femmes qui ont le pouvoir (une sorte de matriarcat). Les féministes – appelées « féminazies » par cer-

1. « Backlash » en français de France...

2. Le Doeuff, Michèle (1989). « L'étude et le rouet. 1. Des femmes, de la philosophie », etc. Paris : Seuil.

3. Jeff Fillion est animateur sur une radio québécoise ; il a été poursuivi en justice par une présentatrice météo qui s'est plainte d'avoir été l'objet d'humiliations et d'insultes sexistes quotidiennes de la part de l'animateur. C'est en effet le sport favori de l'animateur que de déverser sa haine à l'antenne sur les groupes les plus opprimés : Noir-e-s, handicappé-e-s, immigré-e-s, femmes, homosexuel-le-s entre autres. Son inculpation a provoqué un vaste mouvement de solidarité dans tout le Québec, sous le prétexte de défendre la liberté d'expression et de combattre le politically correct qui « gangrène » la société québécoise et qui empêche toutes les « opinions » de s'exprimer librement...

tains masculinistes – seraient alors responsables de tous les maux qui touchent les hommes aujourd'hui, à savoir le divorce, le suicide, le décrochage scolaire des jeunes garçons ou encore… la violence conjugale. Il convient de déconstruire ce discours qui, bien qu'il nous paraisse totalement hallucinant, ne manque pas de rejoindre – grâce à l'aide bienveillante des médias – les préoccupations d'une part importante de la société québécoise.

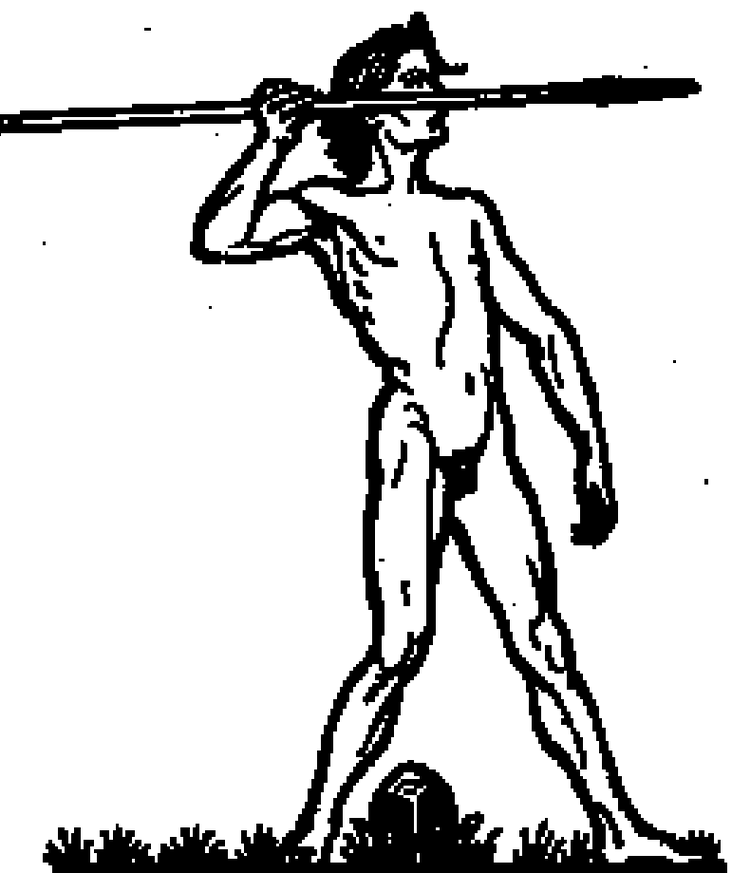
Ainsi, le masculinisme dénonce un système judiciaire favorisant les femmes et discriminant les hommes. La preuve en est selon eux que la garde des enfants est accordée à 80 % aux femmes. Or, on a ici un exemple frappant du caractère simpliste de la réflexion masculiniste telle qu'elle se manifeste généralement dans leurs propos, puisque les causes sociales de ces 80 % sont complètement éludées. Pas un mot sur le fait que la moitié des demandes de divorce s'inscrivent dans un contexte où c'est la violence conjugale et/ou la violence envers les enfants qui constitue le motif principal de la séparation. Pas un mot non plus sur le fait que les hommes ne demandent quasiment jamais la garde des enfants, sinon pour continuer d'exercer un contrôle sur l'ex-compagne. Rien sur les pratiques parentales de certains pères qui, tout comme ils déléguaient l'éducation et le soin aux enfants à leur femme avant la séparation, le délèguent ensuite à leur nouvelle compagne, leur mère ou leur sœur après la séparation.

les hommes sont tout autant victimes de la violence conjugale que les femmes…

Le taux de suicide élevé des hommes au Québec est prétexte à un des arguments forts des masculinistes, qui expliquent celui-ci par le mal-être des hommes, dont l'identité est bafouée et dévalorisée par la prise de pouvoir des femmes. Les hommes ne savent plus comment « être hommes », ni quelle est leur place dans la société. Or, là encore, les masculinistes omettent de préciser que le taux de « tentatives » de suicide des hommes est identique à celui des femmes, mais que, ces dernières ayant recours à des moyens moins violents que les hommes pour des raisons évidentes de construction sexuée, elles atteignent moins souvent leur objectif. De plus, il s'agit de croiser les données, car l'analyse différenciée selon les sexes ne suffit pas à produire une analyse complexe du suicide. En effet, on sait par exemple que les communautés autochtones du Canada sont victimes d'un des taux de suicide les plus élevés au monde ; on sait aussi que le suicide touche massivement les hommes homosexuels. Quelle est la part d'hommes blancs hétérosexuels aisés (le profil type du masculiniste) ayant le luxe de réfléchir sur les conditions de la perte toute relative de leurs privilèges dans les statistiques du suicide masculin ?

Quant au décrochage scolaire des jeunes garçons, il s'agit là encore d'en faire peser le poids sur le féminisme, qui aurait perverti l'institution scolaire en instaurant la mixité dans les écoles. Le discours masculiniste déplore le fait que le personnel enseignant soit massivement féminin, et que ne soit donc proposé comme modèle aux enfants qu'un modèle féminin, voire féministe (sic). Les garçons, qui sont effectivement en échec scolaire dans de plus grandes proportions que les filles, le sont car, selon les masculinistes, les filles les empêcheraient de s'épanouir dans leur masculinité. Le raisonnement est pervers, mais il a ses adeptes. Une expérience – intitulée le « Gars Show » – a été tentée dans une école du Québec où, l'espace d'une journée, seuls les enfants mâles étaient acceptés à l'école. Ils étaient alors invités à renouer avec leur identité masculine en se livrant à des activités telles que la boxe, le football américain, ou encore à admirer un tank grandeur nature livré tout spécialement pour eux dans la cour de leur école. Outre l'obligation honteuse qui a été faite aux petits garçons de se soumettre à cette mise en scène affligeante des stéréotypes masculins les plus grossiers, que penser du message qui a été envoyé aux petites filles, qui se sont vues expulsées de leur école pour permettre aux garçons d'être « eux-mêmes » ! De telles expériences nient le fait que de nombreuses études [4], au Québec, prouvent au contraire que moins les stéréotypes sexuels sont pesants sur les élèves, plus le rendement scolaire est meilleur pour les deux sexes.

On apprend aussi grâce aux masculinistes que les hommes sont tout autant victimes de la violence conjugale que les femmes, et que lorsque l'homme est violent, cela est dû à sa manière « naturelle » de gérer un conflit. Conflit qui est lui-même bien souvent provoqué par le comportement des femmes qui ne comprennent pas comment fonctionne un homme sur les plans neurologique et émotif. Si on lit le livre d'Yvon Dallaire, on découvre que cette complémentarité dans le conflit (l'un frappe, l'autre reçoit les coups) se nomme la « schismogenèse complémentaire » [5]. De telles affirmations participent à légitimer la violence conjugale en déresponsabilisant l'auteur des violences. En niant que les femmes sont victimes de la violence conjugale dans des proportions écrasantes [6], les masculinistes en dressent volontiers un portrait tronqué, au mépris des études et des statistiques. ■■■



4. Par exemple Bouchard, Pierrette et Jean-Claude St-Amant (1996). « Garçons et filles. Stéréotypes et réussite scolaire ». Montréal : Les éditions du remue-ménage.

5. « La schismogenèse complémentaire signifie qu'à l'action de l'un correspond une réaction inadaptée de l'autre. Par exemple il est démontré que l'homme réagit de façon physiologique à une situation de confrontation beaucoup plus rapidement que la femme. […] Si en tant que femme, je sais et je sens que mon partenaire a besoin de se retirer pour se clamer et pour revenir, une fois calmé, faire la paix et même faire l'amour et que j'accepte cette vision masculine des choses, la situation ne devient pas conflictuelle. […] Concernant la violence conjugale, il nous faut une approche sans coupable qui responsabilise les deux protagonistes. » Yvon Dallaire, Actes du 1er Congrès Paroles d'Hommes, mars 2003.

6. Et il est bien souvent démontré que les femmes, lorsqu'elles sont violentes envers leur mari, le sont dans le cadre de la légitime défense, et pas de la même manière.

■■■

On voit donc à travers les thèmes-clés du discours masculiniste qu'il réduit les rapports sociaux de sexe à une analyse biologique ou psychologique, mais aussi qu'il occulte tout rapport de domination entre des classes de sexes socialement constituées. Les hommes et les femmes sont envisagés de manière essentialiste comme des groupes naturels a-historiques et asociaux qui n'interagiraient que sur le mode d'une complémentarité bienheureuse, si les féministes n'y avaient pas mis leur grain de sel. Ce discours est donc volontiers homophobe et hétérosexiste, puisque la famille hétérosexuelle est érigée en modèle et que de sa survie dépend le bien-être de la société québécoise. Le discours de la nature [7], dont on sait qu'il a toujours servi à justifier la domination (des Noir-e-s, des ouvrier-e-s, des enfants), est omniprésent dans les propos des masculinistes, et participe à créer une vision figée des rapports sociaux entre les individus : or, si c'est naturel, pourquoi chercher à changer les choses ? De plus, outre la violence insoutenable de leur discours, les masculinistes font peser une véritable menace sur les acquis du féminisme puisqu'ils contestent tout cadre légal ou structurel (comme les structures d'accueil pour les femmes victimes de violence, ou encore les mesures d'équité salariale) qui pose l'oppression systémique des femmes comme principe de base et comme levier pour l'action féministe. Le masculinisme est une mouvance réactionnaire qui prend une ampleur dont nous aurions tort de minimiser l'impact sur la société ; ce ne sont ni l'égalité ni la justice qui motivent ses promoteurs, mais la préservation de privilèges menacés par les luttes des femmes.

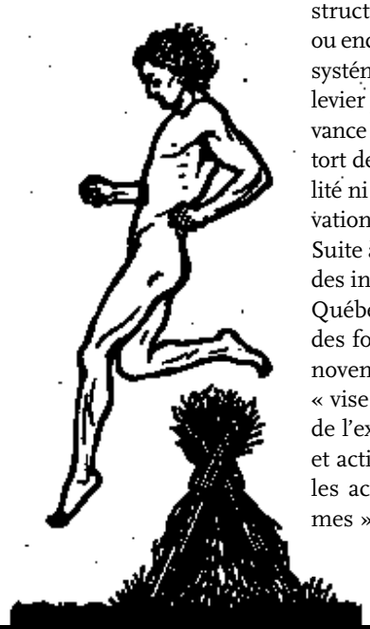
Suite à l'annonce de la tenue du congrès **Paroles d'hommes**, des individus féministes et pro-féministes de Montréal et de Québec se sont mobilisés pour contrer ce mouvement digne des fondamentalismes religieux les plus réactionnaires. En novembre 2004, la **Coalition anti-masculiniste** est formée, et « vise à dénoncer, dans un contexte de montée de la droite, de l'extrême droite et du relativisme politique, les discours et actions réactionnaires cherchant à dénigrer et à détruire les acquis sociaux gagnés par les femmes, pour les femmes » [8]. Il s'agissait pour la Coalition, non seulement de lutter contre l'idéologie masculiniste, mais aussi de tenter l'expérience d'un mouvement mixte égalitaire. Pour ce faire, elle adopte un fonctionnement féministe et anti-autoritaire et se dote de procédures visant à réduire au maximum les rapports de domination au sein du collectif : caucus non-mixtes, alternance hommes-femmes dans les tours de parole, refus de la division sexuelle du travail militant, visibilisation maximale des femmes dans les activités valorisées socialement (prise de parole publique, discours aux médias, etc.) Les objectifs de la **Coalition anti-masculiniste** étaient les suivants : déranger, si possible bloquer le congrès, informer et sensibiliser les gens en déconstruisant de manière collective le discours masculiniste, et laisser le minimum d'espace aux masculinistes en investissant les lieux qu'ils affectionnent tout particulièrement : les médias. Ainsi, nous avons tenté d'empêcher que le congrès **Paroles d'hommes** se tienne, en mobilisant une centaine de personnes et en tentant de pénétrer dans les locaux de l'université de Montréal. La police étant déjà sur place, nous avons été reconduit-e-s au métro après une bonne heure, pendant laquelle nous avons manifesté notre détermination à lutter contre *tous* les masculinismes. Le soir, nous avons projeté le documentaire *In Nomine Patris* [9], diffusé sur Arte un mois plus tôt. Le lendemain, deuxième jour du congrès, nous avons organisé une journée d'activités parallèles [10] sous forme d'ateliers visant à déconstruire thème par thème les arguments des masculinistes, auxquels plus de cent personnes ont assisté. Puis, lors de la plénière, nous avons identifié des moyens d'action collective et individuelle pour penser la lutte antimasculiniste à l'intérieur de l'antisexisme. Enfin, le troisième jour a été l'occasion de revenir à l'action directe en se rendant chez un masculiniste notoire, Serge Ferrand, qui organisait chez lui la projection de son documentaire anti-féministe, *La Machine à broyer les hommes*, et à qui nous avons signifié notre résolution à ne laisser aux masculinistes aucun espace de propagande. Le bilan de ces trois jours est globalement positif puisque de nombreuses personnes étaient présentes aux actions et activités parallèles organisées par la Coalition. Nous avons réussi à rendre visible un discours féministe qui a fait un contrepoids sensible à celui des masculinistes, massivement relayé par la presse québécoise. Quant au fonctionnement de la Coalition, il est certain que des dynamiques de pouvoir n'ont pas pu être évitées, tant au niveau des rapports de sexe que des rapports d'âge, de capital militant ou d'orientation sexuelle. À nous de penser des moyens plus efficaces afin de lutter dans un environnement égalitaire et affranchi des rapports de domination. **Laetitia**

7. Collette Guillaumin (1992). « Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature ». Paris : Côté-Femmes.

8. Plate-forme de la coalition anti-masculiniste sur le site http://www.antipatriarcat.org/antimascu/

9. Voir le très bon dossier d'Arte sur le masculinisme, http://www.arte-tv.com/fr/histoire-societe/Quand_20des_20p_C3_A8res_20se_20vengent/Le_20masculinisme/813720.html

10. Voir le programme des ateliers sur le site http://www.antipatriarcat.org/antimascu/



Les Mâles barrés

DE 1998 À 2003, un groupe suisse d'une quinzaine d'hommes a cherché à créer un espace de discussion sur les rapports de genre et la domination masculine.

« Nous ne voulons pas céder aux demandes de l'émancipation... mais en faire partie. Nous ne voulons pas traiter la question de genre à côté de notre vie, comme une annexe... mais l'intégrer à notre quotidien.

Nous avons envie d'agir sur les rapports de genre en nous donnant un moyen collectif plus opérationnel que nos seules démarches individuelles.

Prendre conscience ne nous suffit plus. Nous connaissons tous l'un ou l'autre texte féministe, nous avons participé à des débats, ou à des discussions ; nous avons vécu des situations de confrontations de genres (avec l'autre comme d'ailleurs avec le notre).

Par contre, lorsqu'il s'agit de vivre les idées de l'émancipation dans la pratique, nous avons encore beaucoup de choses à déconstruire – et à construire. »

(tiré de http://www.europrofem.org/02.info/22contri/2.07.fr/2fr.masc/12fr_mas.htm)

PHILIPPINES

LE MINISTÈRE DU TRAVAIL OCCUPÉ PAR UN MILLIER DE TRAVAILLEURS

LES EMPLOYÉS d'une usine textile ont occupé le ministère du Travail pour dénoncer une politique qui cherche à faciliter l'acceptation de l'accord après un arrêt des négociations entre le syndicat et la direction au sujet du montant de l'augmentation des salaires, des primes de bonus et des fonds de retraite. Il a en effet annoncé une augmentation mensuelle des salaires de 12 pesos pour l'année 2005. Le syndicat, cependant, désirait une augmentation annuelle de 32,50 pesos. Alors que le syndicat négociait une prime exceptionnelle de 3 000 pesos, le ministère du Travail a ordonné un bonus de 200 pesos. Enfin, le ministère a cherché à diminuer le droit de grève des travailleurs, d'où la violence sur les piquets de grève.

ARGENTINE

POUR L'AVORTEMENT LÉGAL ET GRATUIT

TEL ÉTAIT MESSAGE de la journée de lutte pour la légalisation de l'avortement en Amérique latine et dans les Caraïbes organisée par l'**Organisacíon Socialista Libertaria** en septembre. Bien que l'avortement soit illégal en Argentine, un million d'avortements ont lieu chaque année et deux femmes meurent chaque jour des suites d'un avortement clandestin. Toutes les femmes n'ont pas mille pesos (270 euros) pour se payer un avortement dans une clinique clandestine. Les femmes qui avortent sont envoyées en prison, mais pas le patron qui, en surchargeant une travailleuse de travail, lui a fait perdre son enfant. L'État et l'Église s'entendent bien lorsqu'il s'agit de condamner les femmes à la mort, à la peur, à la culpabilité et au silence. Ils exercent un contrôle sur la sexualité et la vie des femmes. Les féministes argentines sont nombreuses à être en faveur du droit de choisir, mais pas sur le moyen légal pour y parvenir : la dépénalisation ou la légalisation. Les anarcha-féministes argentines luttent pour la légalisation de l'avortement, car elles veulent qu'il soit pratiqué dans les hôpitaux publics, et cela uniquement à la demande de la femme concernée. La dépénalisation ne viendrait pas au secours des femmes des classes sociales les plus défavorisées, qui n'auraient pas, de toute façon, les moyens de financer une intervention dans une clinique privée. Elles en seraient encore réduites à la clandestinité et à des conditions dangereuses pour leur santé. Dans une perspective plus large, les anarcha-féministes argentines considèrent que la lutte passe aussi par l'exigence de l'avortement libre et gratuit.

DANEMARK

LA POLICE ÉVACUE UN SITE DE BARAQUEMENTS À CHRISTINIA

LA POLICE DANOISE a organisé une descente dans une partie de Christinia, au Danemark. Environ deux cents policiers de la brigade anti-émeute sont entrés violemment dans l'État libre et ont vite mis la main sur Fredens Eng, une partie du territoire où les gens vivaient dans des campements. Christinia est une communauté autogérée, donc aucun permis n'était nécessaire pour s'installer sur ses terres et y construire un baraquement. Une nouvelle loi danoise demandait aux nouveaux arrivants de partir pour la réalisation d'un projet immobilier. Les habitants de Christinia militaient contre cette loi depuis plusieurs années. Leur souhait est de conserver leur autonomie et leurs institutions de décision en place depuis plus de vingt ans.

PALESTINE

DES TERRORISTES AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

« IL Y A DANS NOTRE SOCIÉTÉ des éléments de type taliban, et c'est un signe extrêmement dangereux », a dit Mahmoud Darwish, grand poète palestinien. Dans la ville de Qalqiliya, le Hamas, qui a gagné les élections locales en promettant de meilleurs services municipaux, s'était engagé à ne pas imposer ses positions religieuses. Néanmoins, le Hamas a interdit un festival de musique d'une journée qui devait se tenir dans la ville, en arguant que le mélange entre hommes et femmes lors d'un événement de cette nature était interdit par l'islam. Les amateurs de musique ont aussi été secoués quand des hommes armés ont interrompu le concert que le chanteur populaire Amar Hassan donnait à l'université de Naplouse. Avant le concert, des activistes des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa sont venus le trouver dans sa chambre d'hôtel. Ils lui ont ordonné de ne chanter que des chansons patriotiques et de renoncer aux chansons d'amour. Les hommes des Brigades ont dit au chanteur que les chansons légères étaient interdites tant qu'Israël occupera la Cisjordanie. Pendant le concert, les hommes armés tirèrent des coups de feu en l'air et lancèrent des grenades incapacitantes, forçant finalement Hassan à interrompre son spectacle. Ces actions, au-delà des questions liées à la liberté d'expression artistique, inquiètent plus largement sur le futur État de Palestine, qui risque de devenir une théocratie, un état islamiste.

entretien

NOUS SOMMES TOUS

LE GROUPE OS CANGACEIROS, durant sa brève existence, de 1985 à 1992, s'est notamment manifesté par des actions contre le système pénitentiaire. Depuis le soutien aux mutineries des prisons en 1985, le soutien aux preneurs d'otages du palais de justice de Nantes, la même année, aux actions contre la construction des nouvelles prisons en 1989-1990, Os Cangaceiros s'est caractérisé par un type d'intervention original, où la violence a surtout pour but de provoquer le scandale. C'est sur cet aspect de leur activité et de leur réflexion que nous avons voulu interroger un des animateurs de ce groupe.

OS CANGACEIROS ÉTAIT UN GROUPE DE HORS-LA-LOI, QUI FINANÇAIT SES ACTIVITÉS PAR DES OPÉRATIONS DE REPRISE INDIVIDUELLE ET DONT AUCUN MEMBRE NE TRAVAILLAIT...

Votre intérêt pour la question des prisons date t-il de mai 1985 ?

Non, notre intérêt pour la question pénitentiaire était bien plus ancien que cela. Plusieurs membres de Os Cangaceiros avaient déjà fait de la prison, pour des délits de droit commun (vol, escroquerie, etc.). Et de toute façon, Os Cangaceiros était un groupe de hors-la-loi, qui finançait ses activités par des opérations de reprise individuelle et dont aucun membre ne travaillait... Il faut savoir qu'en France, depuis 1968, beaucoup d'éléments radicaux ont vécu une véritable dissidence sociale et politique à travers la délinquance – inspirée plus ou moins consciemment de la tradition anarchiste du début du XX[e] siècle, celle de Marius Jacob et des Travailleurs de la nuit ou de la bande à Bonnot. En même temps se développait toute une délinquance juvénile spontanée, celle des bandes de quartier en rupture avec les institutions scolaires et avec le salariat (un individu comme Georges Courtois[1] en est bien représentatif !). Tous ces gens se retrouvaient souvent côte à côte lors d'affrontements avec la police (manifs, concerts de rock, etc.), ils se retrouvaient aussi dans les mêmes prisons...
Or la révolte grondait aussi à l'intérieur du système pénitentiaire. Il y eût l'été 1974, qui commença avec la mutinerie des prisons centrales de Clairvaux et Nîmes (établissements pour longues peines). La révolte s'étendit à presque toutes les prisons françaises, détruites par les mutins (il y eût une dizaine de morts). Puis il y eût la lutte contre les quartiers de haute sécurité (QHS), structure d'isolement sensoriel systématisée au milieu des années soixante-dix pour briser les détenus rebelles : lutte dont Jacques Mesrine, braqueur de banque évadé en 1978, se fit le héraut. Mesrine fut d'ailleurs froidement assassiné en novembre 1979 par la police antigang.
En 1983, une nouvelle vague de mutineries agita les prisons françaises, pour exiger l'application de promesses faites par François Mitterrand (notamment la création de parloirs libres, c'est-à-dire sans vitre de séparation entre les détenus et leurs visiteurs). Plusieurs personnes, qui allaient plus tard se retrouver dans Os Cangaceiros, avaient alors fait une affiche, « NOUS sommes tous du gibier de prison », qui se solidarisait avec les mutins, largement collée sur les murs des grandes villes, Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Nantes, etc. (nous avions d'ailleurs un copain parmi les animateurs de la mutinerie de Fleury-Mérogis, la grande prison de la banlieue parisienne). Il est à noter que les détenus obtinrent enfin les parloirs libres, à la suite de cette vague de mutineries...
Aussi, à l'annonce de la première mutinerie du printemps 1985 (encore une fois, Fleury-Mérogis), tout les membres du groupe Os Cangaceiros, qui venait à peine de se constituer, fut unanime pour considérer qu'il fallait intervenir à l'extérieur, avec des affiches ou des tracts, mais aussi par des actions appropriées.

Vous considériez en 1985 que « les mutins mettent en avant des questions pratiques » et qu'ils n'ont pas été vaincus « dans la sphère abstraite du droit ». Quelles étaient exactement les exigences des prisonniers révoltés ? Comment êtes vous entrés en contact avec eux (est-ce qu'il y a eu des contacts personnels ?) ? Et quel fut le résultat tangible de cette révolte de 1985 ?

Disons que la révolte des détenus de Fleury-Mérogis, qui s'étendit ensuite à de nombreuses prisons françaises, a eu le mérite de couper court aux débats mensongers qui se perpétuaient depuis 10 ans sur une hypothétique « réforme du système pénitentiaire », et qui contribuaient à noyer le poisson dans l'eau. Pour nous, les choses étaient claires : la fonction de la prison étant de broyer physiquement et moralement les

CETTE INTERVIEW DU GROUPE DE **OS CANGACEIROS** MET EN AVANT LES LOGIQUES POLITIQUES D'UN COLLECTIF QUI, À LA FIN DES ANNÉES QUATRE-VINGT, ENTENDAIT RÉVEILLER LES GENS AUTOUR DE LA QUESTION DES PRISONS.

DU GIBIER DE PRISON

individus qui échappent au contrôle de la société disciplinaire (école, armée, travail salarié), comment parler de réforme ? La question pénitentiaire ne pourrait se résoudre que dans une perspective révolutionnaire, qui impliquerait la suppression de ce système répressif. En attendant, il nous paraissait envisageable que les détenus puissent construire un rapport de force face à l'administration pénitentiaire, qu'ils puissent se donner un peu d'air... Chez les mutins de Fleury-Mérogis, pas de discours sur la réforme des prisons, mais quatre exigences pratiques : amnistie des faits de mutinerie, suppression des mitards, remise de peine générale et suppression de la double peine[2]. Il s'agissait pour nous d'appuyer et de populariser ces exigences à l'extérieur. Dans un premier temps, nous fîmes circuler un peu partout un dépliant, « La liberté est le crime qui contient tous les crimes ». Nous n'avions pas, à ce moment précis, de contacts personnels dans les murs, mais nous avons rencontré un an plus tard un jeune qui avait participé à la mutinerie de la prison Saint-Paul, à Lyon, en juillet 1985, et avec qui nous sommes devenus amis. De façon générale, le principal effet de ces mutineries aura été une effervescence généralisée dans les prisons françaises (en 1987 encore, une nouvelle vague de mutineries, avec notamment celle des Baumettes, à Marseille, le second établissement pénitentiaire de France et l'un des plus durs).

Les médias ont tenté à l'époque de présenter cette vague de révolte comme liée aux détenus d'Action directe. Vous avez réfuté vigoureusement ce que vous considériez comme un amalgame hâtif. Quelle était généralement votre position face à AD et aux détenus politiques ?

En fait, les révoltes dans les prisons françaises furent toujours le fait des prisonniers de droit commun. De toutes façons, il n'y avait pas des centaines de prisonniers politiques comme en Italie ; quant à Action directe, ils n'avaient pas les moyens d'y intervenir, et encore moins de s'en arroger la direction. Toutefois, dans les années précédant 1985, plusieurs militants détenus, de AD ou autres groupuscules, avaient revendiqué le statut de prisonnier politique, qui leur était refusé. Par rapport à ça, notre position était simple : de la même manière que nous refusions le modèle avant-gardiste incarné par des groupes comme AD ou autres (RAF, Brigades rouges, etc.), nous rejetions cette revendication, qui visait à bénéficier d'un statut particulier, refusé aux autres détenus : les avantages du statut politique pour tous, ou pour personne, telle aurait été notre position sur la question. Certaines émissions de Radio-taulards ayant néanmoins fait l'amalgame entre les mutineries de 1985 et cette revendication, nous avons mis les choses au clair dans un communiqué d'août 1985.

À part vous, y-a-t-il eu d'autres organisations qui se sont solidarisées alors avec la révolte des détenus ? ■■■

1. Georges Courtois est un délinquant nantais qui devait faire scandale en décembre 1985 en prenant en otage, avec ses deux complices, Abdelkarim Khalki et Patrick Thiolet, toute la cour d'assises de Nantes chargée de les juger pour hold-up : ils firent venir les chaînes de télévision et dénoncèrent devant les caméras, armes au poing et en direct, la justice et le système pénitentiaire, et cela avec des arguments d'une extrême radicalité. Ces scènes, filmées à l'intérieur du tribunal, passèrent sur les télévisions du monde entier...

2. À savoir l'expulsion des étrangers hors du territoire français une fois qu'ils avaient accompli leur peine. Le mitard est le nom argotique du cachot, cellule de punition où n'importe quel détenu peut se retrouver isolé du jour au lendemain pour infraction au règlement intérieur de la prison.

■■■ Non. Aucune organisation politique ne s'est solidarisée avec les mutins de 1985. Quelques émissions de radio, un journal édité à Lille par un groupe d'anciens taulards, et nous-mêmes : c'est tout.
En ce qui nous concerne, nous avons ensuite mené en janvier 1986 une campagne de solidarité avec les preneurs d'otages du palais de justice de Nantes. L'un d'eux, Karim Khalki, faisait la grève de la faim (ils s'étaient rendus en échange d'une promesse, à savoir que Khalki serait simplement expulsé dans un pays arabe, au lieu de quoi il fut maintenu en détention). Nous avons notamment interrompu la circulation du métro sur tout Paris pendant toute une matinée pour soutenir la revendication de Khalki, à savoir être libéré et expulsé.

Parmi les actions de solidarité avec les mutineries que vous avez menées, certaines ont consisté à bloquer les voies de chemin de fer ou du métro : avez-vous été inspiré par la grande grève des cheminots de cette année-là ?
En fait, la grande grève des cheminots eut lieu en décembre 1986-janvier 1987. À cette date, nous avions déjà réalisé toutes nos actions « ferroviaires ». L'idée était celle-ci : bloquer des trains ou des métros, au besoin en sabotant les installations, est un mode d'action très facile à mettre en place, et auquel recourent des ouvriers en grève ou des paysans en colère. Pourquoi pas les amis des mutins ?! De façon plus générale, nous avons toujours pensé qu'il fallait développer des modes d'action accessibles au plus grand nombre (au contraire des actions type « avant-garde armée »). Nous avons aussi saboté la fabrication des journaux, pour les punir de leurs calomnies contre les mutins, et cela simplement avec un peu de gravier glissé dans les compresseurs d'imprimerie... À Toulouse, une entreprise qui exploitait le travail des détenus fut aussi incendiée, avec un peu d'essence...

Vous avez dit à l'époque qu'en présentant votre groupe comme terroriste, les médias et l'État visaient à présenter tout acte de révolte comme du terrorisme. Il semble qu'aujourd'hui cette pratique des médias et de la police soit devenue une habitude, et se soit même mondialisée avec l'épouvantail du « terrorisme islamique ».
Les médias nous ont traités à l'époque de « terroristes du rail », surtout après l'arrestation de quatre d'entre nous en juillet. Mais il apparut très vite que nos actions ne mettaient en danger la vie de personne. Ceci dit, une question se posait : nos actions dépendaient de la caisse de résonance médiatique. Autrement dit, elles se produisaient aussi à l'intérieur d'un espace public en réalité contrôlé par les médias. Mais c'était entre autre, par là, entre autres, que nous pouvions atteindre les détenus, qui lisaient les journaux et écoutaient la radio (depuis, ils ont eu la télévision). Le fait de dépendre ainsi de la résonance médiatique constituait la limite de notre action (à cet égard, l'incroyable et magnifique détournement des médias opéré par les trois de Nantes en décembre 1985 apporta un élément de réponse).
Nous avons su par la suite que nos actions avaient un fort retentissement à l'intérieur et étaient perçus comme un encouragement pour les mutins. Notre référence était le mouvement des prisonniers en Espagne à la fin des années soixante-dix, qui bénéficia d'un fort soutien extérieur des familles, des amis, et de toute la mouvance libertaire ibérique. Mais la France des années quatre-vingt n'était pas l'Espagne post-franquiste...
La différence entre nous et le terrorisme type AD ou les BR, c'est que nos actions avaient pour but d'établir un pont entre l'intérieur et l'extérieur, elles s'adressaient directement aux prisonniers. Alors que le terrorisme ne s'adresse qu'à l'État, avec lequel il met en scène un combat singulier dont les gens ne sont que les spectateurs. Surtout, ce spectacle renforce la légitimité de la machine étatique, supposée protéger les simples citoyens des violences aveugles commises par des groupuscules de fous furieux... Dès cette époque, nous voyions se mettre en place le spectacle du terrorisme et de l'antiterrorisme, et nous percevions la logique qui y présidait. Récemment, des actions commises par des ouvriers en lutte (Cellatex, Daewoo, etc.) ont été qualifiées par les médias de « terrorisme social » : alors qu'il ne s'agit que du bon vieux sabotage dont Émile Pouget se faisait l'apologue au début du XX° siècle !

Dans le texte public concluant votre campagne d'actions, en septembre 1985, vous écriviez que « la paix sociale qui règne dans ce pays repose en grande partie sur la surpopulation des prisons ». Si l'on réfléchit à la politique répressive menée depuis une dizaine d'années, cela semble prophétique. Quelle est la situation qui domine aujourd'hui en France à ce sujet ?
En réalité, la paix sociale repose fondamentalement sur la désintégration et l'atomisation à l'intérieur des classes laborieuses : combinée avec le sentiment de fatalité cultivé par le spectacle. Mais déjà, on voyait toute une population de jeunes sans autre avenir que la précarité sociale, pour qui la prison constituait un passage quasi inévitable. Cette tendance n'a fait qu'amplifier depuis : il y avait 45 000 détenus en 1985, il y en a environ 60 000 à présent. On est loin des chiffres américains, mais la logique est la même.
Le livre du français Loïc Wacquant, *Les Prisons de la misère*, décrit bien ce processus aux USA, où le système pénitentiaire est devenu un secteur d'activité capitaliste à part entière, au même titre que la sidérurgie ou les compagnies aériennes... La France suit ce modèle américain,

Fresnes, le 9 mai 1985.

Bois d'Arcy, le 8 mai 1985.

à savoir celui d'une société totalement éclatée, où règne la guerre de tous contre tous et où le Léviathan étatique se charge des indésirables avec la plus grande sévérité. D'une certaine manière, la vision qu'avait Hobbes de la société, et qui a inspiré tous les monarques absolutistes et, à leur suite, les fondateurs de l'État républicain, notamment américain et français, a fini par correspondre à la réalité de la société, après plusieurs siècles de domination bourgeoise. Et, à ce stade, la notion de « tolérance zéro » vient à point nommé rassurer les simples citoyens atomisés et terrorisés par la petite délinquance d'un côté et le spectre terroriste de l'autre : notion exportée des USA vers l'Europe occidentale voici quelques années, et qui tend à se banaliser dans les discours médiatiques comme dans les pratiques policières, avec pour résultat de remplir encore davantage les prisons... Et les peines infligées par les tribunaux, en France, n'ont cessé de s'alourdir depuis 20 ans, tandis que les libérations conditionnelles sont plus difficiles à obtenir pour les détenus.

Et non seulement, cela ne provoque plus guère de protestations mais, au contraire, il semble que ce flux répressif bénéficie d'un consensus assez large dans la société française. Les symptômes de la désintégration sociale se font de plus en plus durs ; ainsi, dans de nombreuses cités de banlieue, le business de la dope a pris les proportions d'un système mafieux constituant la seule perspective « professionnelle » pour beaucoup de jeunes chômeurs-à-vie et, à présent, une bonne partie de la population carcérale est liée à ces délits. Ce qui change par rapport à 1985, où les atteintes à la propriété constituaient encore l'essentiel des délits punis d'emprisonnement – il n'est pas fortuit que les mutineries aient souvent été animées par des braqueurs de banque.

Avec les dealers, l'attitude de rébellion globale qui était celle de nombreux jeunes délinquants vingt ans auparavant a évolué vers une adaptation aux mécanismes du capitalisme, via le business mafieux de la drogue. À l'époque, le héros des jeunes de banlieue était Jacques Mesrine, un authentique révolté ; depuis une dizaine d'années, c'est un rôle de cinéma, Toni Montana, le dealer joué par Al Pacino dans *Scarface*... À cela s'ajoute un autre fait : beaucoup de gens qui sont en prison ne sont pas des délinquants, mais des immigrés sans papiers ou des pensionnaires potentiels d'hôpitaux psychiatriques par ailleurs surchargés...

Dans ce contexte, les prisons françaises ne font plus parler d'elles. À signaler quand même l'existence, à la fin des années quatre-vingt-dix et au début des années deux mille d'un journal axé sur la contestation radicale du système pénitentiaire, *L'Envolée*, dans une perspective proche de celle de Os Cangaceiros.

A L'ÉPOQUE LE HÉROS DES BANLIEUES ÉTAIT JACQUES MESRINE, UN AUTHENTIQUE RÉVOLTÉ, AUJOURD'HUI C'EST TONI MONTANA...

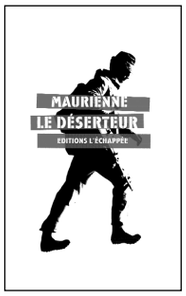
Pouvez-vous nous rappeller en quoi consistait le plan des 13 000 places de prison supplémentaires, réalisé en 1990-1991 ?

Ce programme était officiellement destiné à résoudre la surpopulation carcérale en construisant de nouvelles prisons, pour une capacité de 13 000 places. Nous disions au contraire que ces 13 000 places supplémentaires allaient constituer un appel aux tribunaux pour envoyer toujours plus de gens en prison pour des durées de plus en plus longues : et la suite a largement confirmé nos craintes ! Nous avons donc mené en 1990 une série d'actions (principalement des incendies criminels...) visant surtout des entreprises qui travaillaient sur ces chantiers pénitentiaires, et ce dans différents endroits du pays. Nous avons également envoyé à l'hôpital, à coups de poing, un architecte qui avait conçu certains de ces futurs établissements. À chaque fois, nous envoyions une lettre avec le logo d'Os Cangaceiros pour expliquer l'action. À l'automne 1990, nous avons expédié un peu partout, en détournant les moyens postaux, les plans de plusieurs de ces prisons en construction, que nous avions volé, assortis d'un courrier incitant les gens à les faire circuler pour aider d'éventuels candidats à l'évasion... Puis nous avons publié un dossier complet racontant l'ensemble de nos actions et publiant plans, notices techniques et lettres de revendication. Ce fut un scandale énorme dans toute la France et, plusieurs mois après, la police organisait encore des descentes dans la mouvance radicale pour chercher les auteurs du scandale : qui étaient déjà loin !

Est-ce que le phénomène des assassinats dits « de légitime défense » existe toujours en France ?

Ces exécutions sommaires, qui ont à l'époque vraiment traumatisé la jeunesse immigrée, se sont ralenties, en partie parce que la législation française interdit à présent l'achat et la détention de fusils. Par contre, la police n'a jamais cessé de multiplier les exécutions sommaires de petits délinquants ou supposés tels... ■

NOUVEAUTÉS



Maurienne
L'échappée
2005, 112 p.

LE DÉSERTEUR

LE DÉSERTEUR relate l'itinéraire intellectuel et affectif d'un « refus » pendant la guerre d'Algérie. Fils de résistant, l'auteur n'accepte pas d'être partie prenante dans l'oppression d'un autre peuple. Ce livre est emblématique parce qu'il fut le premier à expliquer et à justifier la désertion pendant la guerre d'Algérie. Publié aux Editions de Minuit en 1960, il fut aussitôt interdit et saisi, avant d'écoper d'un procès. Mais le milieu étudiant le diffusa largement sous le manteau. Réédité chez Manya en 1991, il était à nouveau épuisé.
Cet ouvrage participa au développement du mouvement Jeune Résistance qui engendra par la suite ce qu'on appellera « le gauchisme ». Il est à la charnière du « trahir les traîtres » (thème de Nizan très brûlant à l'époque) et de l'espoir tiers-mondiste. A l'indépendance, l'auteur partit en Algérie animé des chantiers de jeunesse et enseigné.

Groupe Un Autre Futur de la Coordination des groupes anarchistes.
L'Esprit Frappeur, 2005.

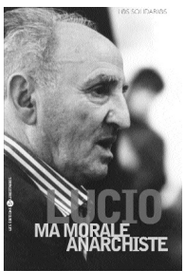
ORDRE SÉCURITAIRE ET INÉGALITÉS SOCIALES

LES AUTEURS de ce livre partent de leur expérience de militants pour analyser la façon dont les « victimes sociales » du système capitaliste sont transformées en coupables. Ils montrent comment, sous couvert de lois contre le terrorisme et, donc, pour le bien de la collectivité, les libertés individuelles et collectives ont été considérablement réduites. Et comment ces lois (LSI, LSQ, etc.) sont utilisées pour réprimer aussi bien les mouvements sociaux que les personnes qui ne rentrent pas dans le moule capitaliste. La résistance au sécuritaire est aussi abordée de façon critique, mais toutefois positive. À lire, donc...

Bâ Mehdi et Cyran Olivier
Les Arènes
2005, 359 p.

ALMANACH CRITIQUE DES MÉDIAS

CET OUVRAGE est un objet rare aujourd'hui, où trop de livres deviennent des produits fast food imprimés à moindre frais, réalisé au plus vite... Cet almanach est la fruit d'un travail d'éditions exceptionnel, ou pendant plus de 300 pages le graphisme, la maquette est là pour appuyer avec force le propos, et pas seulement pour faire beau. En huit chapitres, les multiples auteurs regroupés pour cette publication nous montrent comment la contre information, l'approximation sont plus la règle en terme d'information que l'exception.



Lucio Urtubia
Editions libertaires,
2005, 144 p.

MA MORALE ANARCHISTE

LUCIO nous raconte les grands moments et quelques rencontres de sa vie incroyable : Francisco Sabaté le guérillero anar, la lutte antifranquiste, la fausse monnaie, les Gari, ETA, les voyous, les ministres... Tout cela dans un langage haut en couleurs. Sa morale dérange l'ordre social et parfois même certains principes libertaires, sur le travail par exemple...

Rirette Maîtrejean
La Digitale
2005, 132 p.

SOUVENIRS D'ANARCHIE

CE RECUEIL présente trois textes de Rirette Maîtrejean accompagnés d'écrits complémentaires, de biographies et d'autres articles. Il revient sur le mouvement anarchiste d'avant 1914, nous croisons Victor Serge, Libertad et quelques membres de la bande à Bonnot. Le lecteur est plongé dans la vie quotienne des anars dans ce livre qui fourmillent d'anecdotes. A lire comme un document historique.

REVUES

OISEAU-TEMPÊTE

n°12, été 2005, parution aléatoire

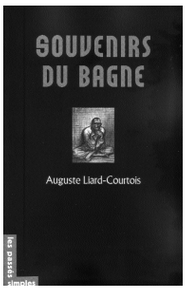
CETTE PARUTION se définit comme une **« revue de critique sociale »** réalisée par un collectif d'une dizaine de personnes s'inspirant des idées anarchistes, marxistes, situationistes ou surréalistes, mais ne se retrouvant pas totalement dans ces courants. La maquette du journal est singulière et bien travaillée car pour elles et eux **la question de l'imaginaire et du poétique est importante**. Les analyses de l'évolution de l'exploitation capitaliste sont pertinentes et les retours historiques sur des moments forts de la lutte des classes ou des figures bien réalisés. Bien d'autres thèmes sont abordés comme pour ce dernier numéro **l'islam, la critique du sport, la situation aux États-Unis, le nucléaire**, ainsi que d'autres pages plus **surréaslistes**. Ce collectif sort parfois des tracts ou des suppléments gratuits en fonction de l'actualité sociale.

« LE SYNDICALISME ET SES ARMES » AGONE, N° 33/2005

274 p., 22 Euros (co-édition Agone/Centre d'histoire du travail, Marseille/Nantes)

CE DOSSIER s'intéresse au **syndicalisme, un objet dont la familiarité trompeuse cache une vraie difficulté à l'aborder**. Dans le discours dominant, en caricaturant à peine, le syndicalisme doit être, au mieux, un outil d'encadrement de la force de travail et de maintien de la paix sociale, au pire, un empêcheur intolérable de profiter entre privilégiés. Pour les courants radicaux, le syndicalisme est partout et toujours un instrument de collaboration de classe et de trahison des travailleurs.
Pour penser le syndicalisme dans son histoire et ses ambiguïtés, ce numéro suit l'évolution qui le fait passer de l'action directe théorisée par **Emile Pouget, qui prône le sabotage et la grève générale, à sa légalisation et à son institutionnalisation de plus en plus marquée**, malgré les grèves où les travailleurs eux-mêmes inventent de nouveaux moyens de lutte comme les occupations d'usine de 1936. Il propose ensuite une analyse fouillée des grèves de 1955, à Nantes et à Saint-Nazaire, mêlant articles historiques, documents et témoignages d'époque. Ce conflit social est à la fois emblématique de l'histoire sociale d'une région, mais aussi des rapports complexes entre ouvriers et organisations syndicales, ainsi qu'à l'intérieur de chacun d'entre elles.
Depuis ces grèves, l'institutionnalisation du syndicalisme s'est poursuivie jusqu'à en faire un simple « partenaire social » négociant les reculs successifs des droits sociaux des salariés. Il ne trouvera un avenir pour le plus grand nombre qu'à la condition de se saisir des armes qui, en d'autres temps, surent faire la preuve de leur efficacité.

SOUVENIRS DU BAGNE



Auguste Liard-Courtois
les passés simples
2005, 400 p.

CERTAINS LIVRES sont cités dans de multiples travaux sans qu'ils soient encore disponibles. **Souvenirs du bagne** était dans ce cas. Publié en 1903, il vient seulement d'être réédité. Il constitue un des meilleurs témoignages et un document exceptionnel sur le bagne de Cayenne. Toute la première partie du récit nous plonge dans les milieux anarchistes des années 1880-1890. L'auteur, peintre décorateur est un orateur libertaire qui sillonne le territoire français. Il crée en 1891, «La revanche fourmisienne» après le massacre de Fourmies du 1er mai. Il est alors contraint à l'exil puis après d'autres péripéties envoyé au bagne. A Cayenne il fréquente d'autres anarchistes. Il décrit dans ce livre les conditions de détention, les relations entre les bagnards, les humiliations quotidiennes et les résistances, comme la tentative d'insurrection des anarchistes. Un témoignage de tout premier ordre.

POURQUOI BENERDJI S'EST-IL SUICIDÉ ?

Nazim Hikmet
Aden
2005, 112 p.

POÊTE TURC né en 1902 et mort en 1963, Nazim Hikmet fut un de ces militants communistes ayant connu la clandestinité, l'exil, la prison. A l'instar de Maïakovski, il était poète, pas bureaucrate. Ses textes restent de superbes appels à la révolte. Celui-ci, long, vers et prose, retrace le parcours de Benerdji, un de ses camarades de lutte, qui se suicidera, victime des coups directs comme latents de l'oppression sociale. D'Istanbul à Londres en passant par Calcutta, Nazim Hikmet raconte les grèves, les manifestations, les échecs, la prison, la police et les services secrets, les blessures, la difficulté d'exister quand la libération de l'homme s'impose comme évidente et inévitable dans une société qui prône le contraire.

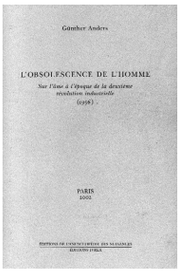
L'ENVOLÉE

(parution aléatoire) http://lejournalenvolee.free.fr

REVUE « AUTONOME » engagée dans la lutte anticarcérale aux côtés des détenuEs depuis plusieurs années, et qui a le parti pris de laisser parler les personnes enfermées et de visibiliser leurs combats. Un côté syndicaliste de l'anti-taule transparaît et il engendre des textes parfois techniques et très spécifiques sur les réalités carcérales. **Ce travail se poursuit également au travers d'émissions radiophoniques comme celle du même nom sur FPP (106.3 FM) en Ile de France.**
Pour la dernière livraison du journal en juillet 2005 vous trouverez un dossier théorique sur **le phénomène de victimisation**. Celui-ci est dénoncé comme un travers social actuel entraînant une judiciarisation de la société qui offre la possibilité de renforcer le contrôle ainsi que la répression des éléments subversifs en son sein ; ce en contrepartie de bien peu pour les personnes ayant obtenu le statut de Victimes. À lire notamment un très bon texte sur le fichage génétique.

INCONTOURNABLE

L'OBSOLESCENCE DE L'HOMME



Günther Anders • Encyclopédie des nuisances/Ivréa • 2002

Le monde devient fantôme et matrice parce que le dédoublement de la réalité créé par la télévision (et la radio) devient plus vrai que le réel lui-même. L'industrialisation et la technologie moderne nous dépossèdent de ce qui fait sens dans nos vies, car l'être humain devient l'outil de la machine. Le temps de la vie devient le temps des appareils, et l'humain, honteux de son imparfaite condition, devient impuissant face aux mécanismes qu'il a lui-même élaborés. Les bourreaux nazis ne mentaient pas nécessairement quand ils disaient n'avoir fait « que leur travail » : l'entreprise et le salariat moderne évincent la notion même de morale, et rendent possible aussi bien les camps de concentration que l'exploitation de 80 % de la planète et de ses habitants. Le monde, depuis l'avènement de la Bombe, n'est plus le même : l'apocalypse est possible, et puisque nul-le ne peut être compétent-e face à une telle énormité, la fin du monde est nécessairement entre les mains d'incompétents. Dès 1956, Günther Anders décrit avec une intelligence et une lucidité incomparable des maux parmi les plus douloureux de notre époque. À lire absolument.

NOUVEAUTÉS

SECRET ET VIOLENCE
(CHRONIQUE DES ANNÉES ROUGE ET BRUNE 1920-1945)

Georg K. Glaser, Agone,
coll. Marginales, 2005, 572 p.

DANS L'ALLEMAGNE de Weimar, ce roman autobiographique retrace l'itinéraire d'un adolescent aux prises avec la violence paternelle et la façon dont il trouve un exutoire dans une révolte violente contre la société qui l'entoure en s'engageant dans les groupes paramilitaires du Parti communiste allemand. Mais la prise du pouvoir par les nazis l'oblige à l'exil en France, malgré une tentative de revenir en Sarre s'y opposer en 1935. Il découvre alors comment le communiste s'est retrouvé impuissant face au nazi, son frère jumeau. Définitivement exilé, il trouve en France un havre de paix dans une communauté ouvrière où il pressent que l'homme du véritable changement social sera le porteur de l'outil, non celui du fusil. Enrôlé sous l'uniforme français, il retourne en Allemagne comme prisonnier, menant un combat de chaque jour pour préserver le secret de son identité et conserver sa dignité.
Ce livre se lit non seulement comme le parcours initiatique d'un individu rebelle face à tous les pouvoirs qui l'oppriment, mais aussi comme la condamnation d'une civilisation fondée sur la violence faite aux choses, aux êtres et à la nature.

LIVRE ILLUSTRÉ

ESPAGNE 36
LES AFFICHES DES COMBATTANT-E-S DE LA LIBÉRTÉ

Editions libertaire, 2005, 160 p.

«Pour comprendre, évaluer la situation sociale, culturelle d'un quartier, d'une ville, il suffit de regarder ce que racontent leurs murs». On connaissait l'importance des affiches de mai 68, le constructivisme russe... on ne se doutait pas que la révolution espagnole de 1936, si riche sur tant de plans, l'avait aussi été dans son expression graphique. Quelques affiches, présentes dans ce livre, ont traversé les frontières et le temps, mais c'est en fait des milliers d'œuvres qui tapissèrent les murs de l'Espagne en lutte.
Une soigneuse sélection de plus de 200 affiches, établie sur des critères politiques et esthétiques, est proposée dans ce bel ouvrage. Des textes accompagnent les visuels : sémiologie, réflexions sur l'esthétique, textes historiques qui mettent en perspective les œuvre, témoignages et, fait rare, biographies de quelques uns des affichistes marquants. Chaque texte d'affiche est traduit en français et les références (auteur, date...) sont données.
Un énorme travail d'édition pour un livre exceptionnel qui fera date.

KRISTOFF K. ROLL

CAROLE RIEUSSEC ET JEAN-CHRISTOPHE CAMPS COMPOSENT LE DUO KRISTOFF K. ROLL. ILS PRATIQUENT ENSEMBLE LA MUSIQUE DEPUIS UNE QUINZAINE D'ANNÉES AVEC UN SOUCI CONSTANT DE RÉFLEXIONS TANT ESTHÉTIQUES QUE SOCIALES. ILS DÉFENDENT UNE PRATIQUE CONCRÈTE QU'ILS TRANSPOSENT DANS – ET AVEC – DES INSTALLATIONS, DU THÉÂTRE, DU TEXTE, DU GESTE, DE LA DANSE, ETC. ILS TENTENT, TANT PAR LE SON QUE PAR LE MÉLANGE DE PRATIQUES SINGULIÈRES, DE DÉVELOPPER UNE « ESTHÉTIQUE DE LA CRÉOLITÉ ». site Kristoff K. Roll http://kristoffk.roll.free.fr

Pouvez-vous nous expliquer ce que représente la musique concrète (ou électro-acoustique, acousmatique) et la musique improvisée pour vous ?

Pour nous, l'invention musicale est une pratique concrète, qui permet de travailler en studio directement avec le son. Elle est électroacoustique dans les moyens mis en œuvre, et acousmatique dans son rendu public. Quand nous parlons de restitution publique, nous pensons à la ré-invention de la salle de concert par le haut-parleur. L'acousmonium est un dispositif d'écoute très ouvert, qui va de l'intimité du casque d'écoute au mur de façade haut-parlant.

Quelle peut être la portée de telles pratiques musicales dans un contexte social ?

La destination artistique. La pratique de détournement des objets pour les faire sonner, est une invention rebelle. C'est un acte de liberté vis-à-vis des objets qui nous entourent, nous occupent, et parfois même, nous encombrent. Dans de milieu de l'improvisation dans lequel nous évoluons, dans cette improvisation que nous pratiquons – sans références musicales ni idiomes référentiels – il n'y a pas de rôles prédéterminés, pas de hiérarchies (pas de soliste et d'accompagnateurs), mais des individus librement associés – distincts et unis – qui alimentent un feu sonore.
Et cette organisation s'entend.
La contagion des pratiques. Laisser la parole, c'est donner à entendre ces voix directement enregistrées, et pas ré-interprétées (comme dans certaines propositions théâtrales). C'est souvent le cas dans nos concerts, particulièrement dans Des travailleurs de la nuit, à l'amie des objets, avec des paroles allant du subcomandante Marcos à des anonymes agissants.
La contagion des pratiques, c'est aussi se ré-approprier son existence par le son.
De tous nos dispositifs mis en œuvre, c'est peut-être celui de la Lettre ouverte sonore qui est le plus significatif. La parole d'individus qui s'adressent (à un homme politique, une instance, etc.), nous l'accompagnons sonorement. C'est une orchestration, en live, de paroles improvisées (contre l'OMC, contre la Constitution européenne) que nous enregistrons et envoyons au destinataire, choisi collectivement. C'est la parole de ceux qui agissent, et non pas la parole des puissants qui écrivent l'histoire. N'oublions pas que nous sommes des lions. Et maintenant, ce ne sont plus les chasseurs qui racontent les histoires de chasse. Les libertaires s'en sont mêlés.

Dans l'organisation. Il faut savoir dans quel contexte est pratiquée cette musique. Les acteurs se sont emparés de la chaîne de diffusion, et ne la confient pas à un tiers. Réseau, festivals et diffusion, écrits dans les revues, labels de disques, distribution, etc., existent de manière autogérée. Nous sommes bien loin de la logique de recherche du producteur – qui n'est qu'une grue vers le système marchand. Cela peut paraître très radical par rapport au système dominant capitaliste, c'est pourtant, tout simplement, la logique des créateurs, et cela devrait être la normalité !
Dans le travail. Nous sommes bien souvent invité-e-s mais, comme le dit la CNT : « rotation des tâches ! », nous devenons organisateurs. Et cela change nos habitudes, particulièrement quand nous nous retrouvons « invités ». Et, à chaque fois, bien sûr, c'est la résultante d'un pratique politique : la non-reconnaissance de chefs, l'égalité salariale, etc. Dans chaque action engagée, il y a l'exigence de penser autrement les rapports de travail. Et puis les rapports entre musiciens, on les a rendus depuis longtemps égalitaires. Nous sommes donc en cela plutôt zapatistes, libertaires, cénétistes, anarchistes.

Comment procédez-vous pour mélanger différents médias artistiques, comme dans votre dernier spectacle en date ? Pouvez-vous nous en dire plus sur « l'esthétique de la créolité » ?

Probablement. Je déteste le « La créolité », comme l'envisage Édouard Glissant, est un mélange d'histoires et de cultures humaines. Différente du métissage, dont le résultat est plus prévisible, c'est un combat qui prolonge au loin l'imaginaire des cultures (des pensées mises en œuvre) mises en contact et en réaction effervescente les unes avec les autres.
Ces réflexions sur la créolité ont une résonance dans nos constructions esthétiques, mais aussi sociales.
Nous sommes des adeptes de la métamorphose continuelle, et nos références ont cette inclinaison.
Les idées philosophiques anarchistes historiques, si elle ne sont pas accompagnées d'une réflexion sociale actuelle, d'une critique active du capitalisme, peuvent être détournées, récupérées et même manipulantes.

FATALS PICARDS

A MI-CHEMIN entre chanson et théâtre, les **Fatals Picards** détiennent un atout majeur dans leur manche : tenir la scène à coup de situations déjantées et improbables, de piques lancées à brûle-pourpoint et accueillies par un public hilare, souvent au bord du fou rire. Les chansons sont effectivement drôles à en mourir tel l'immanquable **Goldorak est mort**, un trésor d'invention et de dérision mais elles s'avèrent aussi irrévérencieuses et, abordent, pour certaines, des sujets politiques (**Elle est belle la France**, sur **Droit de Veto**, leur précèdent album) avec toujours une once d'ironie et de décalage. Ce décalage tient principalement aux rôles qu'interprètent tour à tour **Ivan** et **Paul**, les deux chanteurs, à leur incroyable souplesse à s'y glisser, à s'y fondre et à adopter les mimiques correspondantes, toujours servis par un texte fin, subtil, truffé de jeux de mots et d'allusions à l'actualité. Les **Fatals Picards** ne sont pas qu'un groupe « rigolo », ils sortent des sentiers battus et rebattus d'une scène française peuplée de clones de..., et offrent un spectacle tout simplement délirant, à ne rater sous aucun prétexte. **Flo**

- **Picardia Independenzia**, Adone (2004) • **Droit de Veto**, Next music (2003)
- **Navet Maria**, Next Music (2001)

L'AUTOMNE A ÉTÉ RICHE en sorties et l'hiver ne manquera pas de vous étonner...

- Il ne faut rater sous aucun prétexte la sortie prochaine du DVD de **Bérurier Noir** : **L'opéra des loups**, sorti sur leur propre label (**Folklore de la Zone Mondiale** qui sera l'objet de notre prochaine chronique). Le DVD ne retrace pas moins de 3 h 40 de concerts, notamment donnés lors de la reformation du groupe, dont le concert surprise à la fête de la CNT. Incontournable donc.
- Les **Têtes Raides** sortent un album, **Fragile** avec une coloration plus punk, peut-être plus proche de leurs début. Un opus étonnant.
- **La Réplik** nous a aussi gratifié de **La Folie des Grandeurs**, chez **Crash Disques**, avec des textes toujours aussi militants et des rythmes toujours aussi déments.

RETOUR SUR...

VALESKA GERT

Le corps dansant est politique, c'est ce qu'a montré toute sa vie la danseuse et chorégraphe Valeska Gert. Née en 1892, cette Berlinoise d'origine juive a participé à l'effervescence des avant-gardes artistiques de l'entre Deux Guerres, côtoyé le théâtre expressionniste, fréquenté Brecht, les dadaïstes et les surréalistes. Sa danse, à mille lieux des chorégraphies aériennes et « décoratives » de son époque, fait scandale. Son style unique s'inspire de la pantomime et du bouffon, et s'appuie sur l'expression du corps entier. En prise avec la réalité sociale, elle campe des figures du milieu populaire (boxeur, prostituée...) et fait la satire de la bourgeoisie. Sa danse veut « rendre compte de la situation d'état de crise permanent qui caractérise la modernité ». Valeska Gert cherche à représenter « la vie, l'amour, la mort, le coït » à travers l'énergie pure. Elle crée son propre cabaret, le Kholkopp, en 1932, mais un an plus tard, classée comme artiste « dégénérée », elle doit cesser de travailler. Elle finit par partir à New York où elle ouvre le Beggar's Bar où se retrouvent les militants antifascistes allemands, le milieu de la bohème et la pègre locale, qu'elle dirigera contre vents et marées. Après moult aventures, Valeska Gert revient à Berlin pour ouvrir La Cuisine de Sorcière où elle critique avec vigueur et insolence la société petite-bourgeoise qui cherche à oublier la peste brune. Femme et marginale, cette artiste du corps, disparue en 1978, commence depuis seulement dix ans à être reconnue. Elle aura inventé une danse radicalement vivante, explosive et sublime. Leila

À LIRE

Je suis une sorcière : kaléidoscope de ma vie,

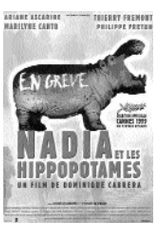
Valeska Gert, Complexe (2004).

LES OUVRIÈR-E-S **A L'ECRAN**

DÈS 1895, la caméra des frères Lumière filme la sortie des usines du même nom. Le cinéma soviétique, puis Chaplin et ses Temps modernes (1936), posent la question du rapport entre le cinéma, la situation objective du prolétariat et la lutte des classes. La caméra continue à suivre les luttes ouvrières qui se multiplient dans les années soixante. À côté des tentatives de rappropriation de l'audiovisuel par la classe ouvrière (voir le portrait), la tradition cinématographique française continue à produire des films d'auteurs, souvent de forme documentaire, sur les luttes et la condition du prolétariat. Les maisons de production parmi les plus radicales et anciennes de France sont souvent issues de collectifs de ciné-lutte et d'extrême gauche. Avec l'essor du documentaire en salle ces dernières années, on assiste à un regain d'intérêt pour ces films qui dépeignent la condition contemporaine de la classe ouvrière. Si celle-ci donne parfois l'impression de mettre en scène de tristes derniers barouds d'honneur commandés par les nécessités du spectacle médiatico-politique, elle reste néanmoins numériquement aussi nombreuse qu'au début du XX^e siècle (soit un peu plus de six millions) et souvent bien plus combattive qu'on ne le croit.
Guillaume Carnino

LIP
Films documentaires courts de **Carole Roussopoulos**,1973. Si Dominique Dubosc a filmé le conflit LIP des années 1973-74, Carole Roussopoulos (cinéaste féministe, voir **Offensive n°1**) donne la parole à plusieurs ouvrières de l'usine LIP, qui a connu de nombreux conflits sociaux dans les années soixante-dix. Ces petits films, en apparence décousus, peignent un tableau d'une finesse rare : celui d'une lutte à la fois existentielle et sans merci, dont l'enjeu est simplement la vie.

HARLAN COUNTY
Film documentaire étasunien de **Barbara Kopple**,103 min., 1976. En 1974, une grève qui durera 15 mois éclate aux États-Unis, dans le Kentucky. Les mineurs qui la mènent désirent simplement obtenir le droit d'adhérer au syndicat national UMWA. La répression sanglante qu'ils endurent (à balles réelles !) est filmée et narrée au quotidien par la caméra de Kopple.



NADIA ET LES HIPPOPOTAMES
Film français réalisé par **Dominique Cabrera**, 100 min.,1999. Fiction fondée sur les grèves de l'hiver 1995, le film de Cabrera dépeint un monde en plein questionnement, un monde où la fin des récits messianiques et progressistes coïncide avec la reprise d'une certaine combativité sociale. Avec une étonnante Ariane Ascaride dans un rôle de clocharde.

RÊVE D'USINE
Film documentaire français de **Luc Decaster**, 98 min., 2001. **Rêve d'usine** n'a d'onirique que le nom : véritable plongée dans le cauchemar vécu par plus de quatre cents employé-e-s de l'usine Epefa (qui fabrique des matelas) qui apprennent que l'usine va fermer pour être délocalisée. Decaster nous raconte donc, interviews poignants à l'appui, cette longue fermeture, émaillée de luttes, d'espoirs et de déceptions.

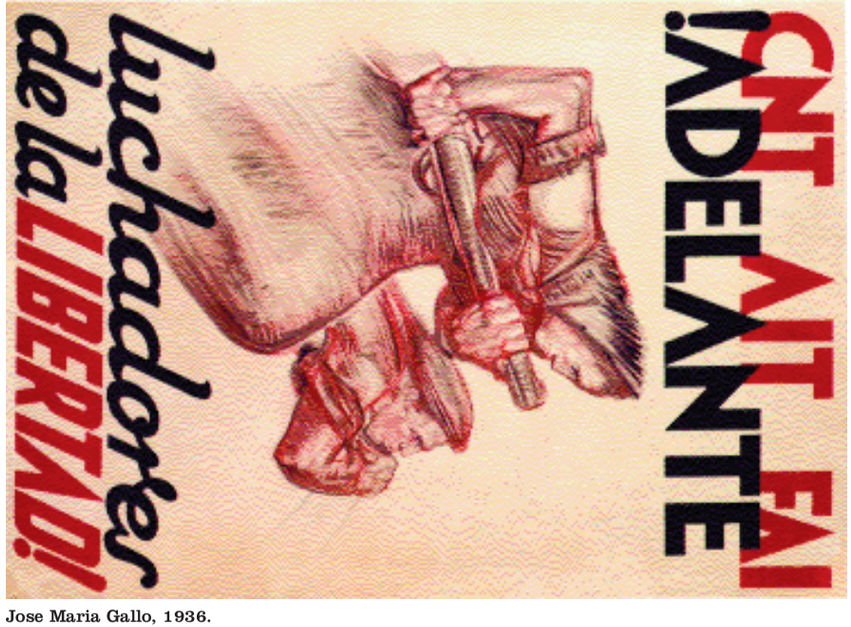
THE TAKE
Film documentaire canadien réalisé par **Avi Lewis** et **Naomi Klein**, 87 min., 2004.
Naomi Klein (auteure de No logo) filme la lutte pour la réouverture et l'autogestion d'une usine en Argentine. Ou comment la complexité du capitalisme, génératrice d'impuissance, peut être mise à bas par la lutte politique et l'alternative concrète qui pose comme fondement la rappropriation des conditions de production de la vie. Étonnamment optimiste et libertaire à la fois, ce beau documentaire est une véritable bouffée d'air frais par les temps qui courent...

LE GROUPE MEDVEDKINE

FIN 1967, le groupe Medvedkine (du nom d'un cinéaste soviétique) se constitue à l'issue d'une grève dans l'usine textile Rhodiaceta à Besançon. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la Franche-comté était le théâtre d'un large mouvement d'éducation populaire, et les ouvriers de l'usine avaient déjà obtenu de haute lutte l'existence d'une bibliothèque sur leur lieu de travail. Empruntant des livres après leurs huit ou neuf heures de travail, ils en discutent avec le bibliothécaire-ouvrier Pol Cèbe, lui-même féru de cinéma et ami de Chris Marker. Une grève leur permet alors d'obtenir un ciné-club dans l'usine où Agnès Varda, Jean-Luc Godard, Joris Ivens ou Chris Marker viennent présenter certains de leurs films. C'est lors de la longue grève de 1967, filmée par l'équipe de Marker, que les ouvriers décident de créer, avec certains des réalisateurs d'extrême gauche qu'ils côtoient, un groupe visant à s'emparer du cinéma. En tant qu'outil culturel, esthétique et militant, celui-ci leur permet d'élargir et de radicaliser leurs moyens de lutte et de transformation de la vie quotidienne. Conçu comme une façon de se rapproprier son image et de combattre le pouvoir avec les armes qu'il pense avoir domestiqué, le groupe Medvedkine donne naissance, suite à de longues et passionnantes séances de transmission de savoirs, à des films devenus mythiques, tant par leur sujet que leur qualité ou leur démarche (« Nouvelle société n°5 », 1969 ; « Classe de lutte », 1969 ; etc.). Alors que la culture de masse prend chaque jour un peu plus le pas sur la culture de classe, la démarche du groupe Medvedkine nous rappelle que ce n'est jamais en jouant avec le populisme du pouvoir, mais bien en créant nos propres structures subversives, que l'on peut espérer ébranler les mécanismes de l'exploitation moderne.

PORTRAIT

Helios Gomez, 1936.



Jose Maria Gallo, 1936.

Vicente Ballester, 1937.